

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. FACULTÉ DE DROIT

DE LA PRESCRIPTION
DE L'ACTION CIVILE
EN DROIT CRIMINEL

THÈSE
POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

Présentée et soutenue le juin 1904

PAR

ÉLIE FABRE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

ATTACHÉ AU PARQUET

MONTPELLIER

IMPRIMERIE SERRE ET ROUMÉGOUX, RUE VIEILLE-INTENDANCE

1904



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VIGIÉ, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

BRÉMOND, Assesseur, professeur de Droit administratif.

GIDE, professeur d'Économie politique, en congé.

GLAIZE, professeur de Procédure civile, chargé des cours de Voies d'exécution et de Législation financière.

LABORDE, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et économie industrielles.

CHARMONT, professeur de Droit civil.

CHAUSSE, professeur de Droit romain.

MEYNIAL, professeur d'Histoire du Droit.

BARDE, professeur de Droit constitutionnel.

VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

DECLAREUIL, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

MARGAT, professeur de Droit civil.

PERREAU, professeur de Droit civil approfondi.

MOYE, professeur de Droit international public.

RIST, professeur-adjoint, chargé d'un cours d'Économie politique et du cours d'Histoire des Doctrines économiques.

PORTE, agrégé, chargé d'un cours d'Économie politique.

GRANGÉ, secrétaire.

LAURENS, professeur honoraire.

GIRAUD, secrétaire honoraire.

MEMBRES DU JURY

MM. LABORDE, *Président.*

CHARMONT,

MOYE,

} *Assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. FACULTÉ DE DROIT

DE LA PRESCRIPTION
DE L'ACTION CIVILE
EN DROIT CRIMINEL

THÈSE
POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

Présentée et soutenue le juin 1904

PAR

ÉLIE FABRE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL
ATTACHÉ AU PARQUET



MONTPELLIER

IMPRIMERIE SERRE ET ROUMÉGOUX, RUE VIEILLE-INTENDANCE

1904

PRÉFACE

N° 1. — *But poursuivi par le législateur en assimilant l'action publique et l'action civile au point de vue de la prescription.*

Dans les articles 637, 638, 640 du code d'instruction criminelle, le législateur a assimilé, au point de vue de la prescription, l'action publique tendant à réprimer le délit et l'action civile donnée à la partie lésée, afin d'obtenir réparation du préjudice subi. Le législateur, en prenant cette disposition, a voulu que la partie lésée, n'ayant, pour faire valoir ses droits devant la juridiction criminelle, dont les moyens d'action sont très grands, qu'un temps limité, devint un auxiliaire actif et précieux pour le ministère public. Mais il a surtout voulu que la culpabilité d'un délinquant ne pût être démontrée devant une juridiction civile, alors que la juridiction pénale ne pouvait plus le punir. Il importe au bon ordre de la société que tout délit établi en justice puisse être réprimé. Il est bon aussi que l'oubli définitif se fasse sur les infractions assez anciennes pour que la loi ne juge plus utile de les déférer à la juridiction pénale.

N° 2. — *Objet de la présente étude et ordre suivi dans le développement du sujet.*

Mais la concision des articles 637, 638 et 640 du code d'instruction criminelle a laissé sur bien des points le champ de la discussion ouvert aux jurisconsultes qui, n'étant pas pénétrés des motifs qui ont guidé le législateur, ont essayé de restreindre autant que possible la portée de nos articles en ce qui concerne l'action civile.

Le but de cette étude est de rechercher quelle a été la pensée exacte du législateur. Pour cela, il est utile de connaître les dispositions de l'ancien Droit sur notre question ; dispositions que le législateur a connues et qu'il a voulu modifier. Puis, cette pensée dégagée, nous indiquerons quels sont les délais normaux et les conditions de la prescription de l'action civile, soit dans le code d'instruction criminelle, soit dans les lois spéciales sur la matière. Nous traiterons à cette place la question délicate du point de départ de la prescription. Passant en revue les divers modes d'exercice de l'action civile suivant qu'elle est portée devant la juridiction répressive ou devant la juridiction civile, suivant qu'elle est exercée avant l'action publique devant les tribunaux civils, ou suivant qu'elle est exercée devant les tribunaux civils après qu'on a prononcé au criminel sur l'action publique, nous déterminerons la durée de la prescription dans ces diverses hypothèses.

Nous traiterons ensuite des actions relatives à l'infraction auxquelles la prescription criminelle ne s'applique pas. Nous parlerons aussi de la prorogation du délai de la prescription. Les effets de l'interruption de la prescription nous retiendront longuement ; nous aurons aussi à nous

demander si la prescription de l'action civile peut être suspendue.

Nous traiterons enfin des effets de la prescription accomplie.

Pénétrés de cette idée que, pour connaître la portée exacte d'une loi, il faut non seulement tirer du texte les applications logiques qui en découlent, mais encore connaître les commentaires par lesquels une jurisprudence autorisée a éclairé ce texte, nous nous appuierons à la fois, pour les points que nous désirons élucider, sur les auteurs qui ont traité de la matière et sur la jurisprudence.

DE LA PRESCRIPTION

DE L'ACTION CIVILE

EN DROIT CRIMINEL

BASES DE LA PRESCRIPTION DE L'ACTION CIVILE

INTRODUCTION HISTORIQUE

LÉGISLATION COMPARÉE

1^{re} DIVISION. — Bases de la prescription

N° 3. — *Justification de l'assimilation des actions publiques et civiles au point de vue de la prescription.*

Pour justifier la prescription, on a fait valoir de nombreux arguments, les uns excellents, les autres médiocres. Nous commencerons par exposer ceux-ci, afin d'arriver peu à peu à une base stable, dont la légitimité ne sera contestée par personne.

Morin dans son Répertoire cite l'opinion de Dunod : «Celui-ci, dit-il, fonde la prescription criminelle sur ce que le coupable a possédé l'impunité. Il suffit d'énoncer cette théorie pour en montrer le néant. Comment l'impu-

nité, simple conception de l'esprit tout à fait indépendante du domaine du droit, pourrait-elle être possédée ?

Pour Filangieri, la prescription est une garantie de la vie, de l'honneur et de la liberté des citoyens. Car, dit-il, rien n'est plus difficile que de se défendre d'une accusation portée un grand nombre d'années après le crime. Et Le Graverend ajoute : « Comment, après un long délai, l'organe de la société pourrait-il apporter des preuves sûres ». Tout cela explique qu'après un très long délai les poursuites peuvent devenir très difficiles, mais non pas impossibles. Car parfois il y a des faits concomitants, régulièrement constatés, des écrits probants retrouvés, et alors la prescription n'aurait plus sa raison d'être. Le ministère public sera assez sage pour ne poursuivre que s'il croit le succès assuré.

Le rapporteur au Corps législatif a insisté sur les remords du coupable (1). Il est certain que le crime est suivi chez le coupable de grandes appréhensions, du moins pendant le temps assez court où la justice instruit avec activité pour retrouver l'auteur du crime. Mais bientôt les efforts infructueux de la justice le rassurent pleinement. Ses remords, s'il en a jamais eu, se dissipent. Et d'ailleurs, quand bien même les remords du coupable seraient incessants, cela ne suffirait pas à justifier au bout d'un certain temps, l'abandon du droit de la société. Notre Code pénal ne repose plus aujourd'hui sur l'idée

(1) Louvet dans son rapport au Corps Législatif dit aussi : « Il est dans la nature des choses que les haines publiques aussi bien que les haines privées s'apaisent, s'atténuent avec le temps, ce grand modérateur des choses humaines. La paix sociale semble demander que la vindicte publique ne demeure pas irrévocablement armée et agissante ». (Cousturier, p. 15); (Muteau, p. 14).

d'expiation. Si le coupable est puni par son crime il n'y a plus qu'à supprimer le Code (1).

Le dépérissement des preuves invoqué par Rousseau de Lacombe est un motif secondaire pouvant influencer seulement sur le délai (2).

Cependant la prescription est très ancienne, contemporaine de l'organisation des sociétés qui ont échappé au joug absolu de la force brutale. Cassiodore l'a nommée la patronne du genre humain. C'est qu'elle a sa base dans une grande loi naturelle ; changeants, nous contemplons un monde qui change ; l'oubli emporte bientôt le souvenir de l'infraction. Le trouble qu'elle a causé disparaît. La poursuite devient inutile et la peine inefficace. D'ailleurs l'exécution d'une peine très longtemps après l'infraction, au lieu de causer un sentiment de satisfaction dans le public, soulèverait une réprobation générale. L'exemplarité de la peine serait nulle. A. Ayrault (t. 1, art. 2, N° 9) dit excellemment : « La justice en toutes ces exécutions tend plus à l'exemple qu'au châtement ». La base solide de la prescription criminelle est donc l'oubli de l'infraction (3).

N° 4. — *Raisons du législateur.*

Mais pourquoi le législateur a-t-il assimilé au point de vue de la durée la prescription de l'action publique et celle de l'action civile ? Pourquoi permettre au coupa-

(1) Le Seyller, N° 442.

(2) Vazeilles, page 2.

(3) Puffendorf mentionne l'oubli comme une des causes essentielles de la prescription. (Droit de la nature et des gens, traduction par Barbeyrac, t. 2, l. 4, ch. 12. De la prescription, 2 *in fine*, page 364.

ble de se libérer par un temps très court des conséquences civiles d'une infraction? Cette règle semble contraire à la logique et à l'équité. Il semble bizarre que l'auteur d'un délit soit mieux traité que celui qui a simplement manqué à l'exécution d'un contrat civil.

Faut-il invoquer ici avec M. de Savigny la négligence de la partie lésée à demander réparation? Faut-il dire avec lui que cette négligence est une véritable faute (1)? Ce motif paraît tout à fait insuffisant pour justifier une solution aussi grave. Faut-il dire que plus le délai sera court, plus la partie civile sera portée à unir son effort à celui du ministère public dans le but d'arriver à une solution rapide? C'est là un argument d'une certaine valeur théorique. Mais en pratique il est bien certain que si la partie lésée a des indices, elle les communiquera aussitôt au ministère public quel que soit le délai de la prescription.

L'on a dit aussi qu'il était bon de ne pas perpétuer les haines de famille et que les procès civils résultant d'une infraction devaient être terminés dans un bref délai. A cela on peut répondre que rien ne calmera l'irritation autant que la réparation du préjudice à quelque moment que cette réparation ait lieu (2).

En réalité, le motif qui a poussé le législateur, c'est encore ici l'intérêt supérieur de la société. Il est bon que l'on ne puisse pas, au bout de longues années, alors que tout est oublié, alors que la société est impuissante à réprimer l'offense faite à ses lois, que l'on ne puisse pas, dis-je, faire renaître dans un intérêt privé des discussions

(1) Le Seyller, N° 442.

(2) Thèse Labrousse.

irritantes sur un scandale ancien. On peut ajouter avec Dunod que constater le crime à ce moment serait noter un citoyen d'infamie, peine supprimée à l'heure actuelle. Et puis, aux crimes succèdent les crimes, aux scandales les scandales. L'atmosphère sociale deviendrait irrespirable si l'on n'appliquait pas, même au point de vue civil, cette loi bienfaisante de l'oubli.

2^me DIVISION. — Introduction Historique

N° 5. — *Droit romain.*

Ce n'est que peu à peu que ces idées se sont dégagées, ainsi que le démontre une étude rapide de la prescription criminelle, dans les législations qui nous ont précédé.

En Droit romain les délits se divisaient en deux grandes catégories, les *delicta publica* et les *delicta privata*. Les premiers portaient atteinte à l'ordre social ou à l'organisation politique. Ils relevaient d'une juridiction spéciale. Le droit d'accuser appartenait à tous les citoyens. La prescription ne pouvait être suppléée par le préteur qui était le magistrat compétent (1). Il fallait que ce moyen de défense fût proposé avant l'admission de l'accusation (D. l. 48, t. 51. 155, § 9). Si le prévenu était absent il était *annotatus* et ne pouvait être condamné qu'à une peine légère. S'il ne revenait pas dans le délai d'un an, ses biens étaient confisqués, mais il pouvait en revenant purger sa contumace. La prescription des crimes dans

(1) Brun de Villeret, page 12.

la plupart des cas avait une durée de vingt ans (1). Certains crimes comme le parricide étaient imprescriptibles (2). Pour certains crimes il y avait des délais particuliers, la supposition de part, l'adultère, l'injure verbale, le pécumat, etc. (3). Les délais se calculaient d'une manière continue, excepté au cas d'adultère, ou bien si l'accusateur était retenu au loin par des fonctions publiques.

Pour les *delicta privata*, qui devinrent de moins en moins nombreux, c'était la partie lésée qui seule agissait. On suivait les formes de la procédure civile. La condamnation était pécuniaire et s'élevait au double ou au quadruple du préjudice causé. On donnait à cette action le nom de pénale, car la victime recevait des dommages-intérêts payés par l'infracteur et l'action n'était jamais donnée contre les héritiers.

Plus tard on admit que l'action civile survivrait à l'action publique et qu'elle pouvait être exercée alors même que toutes poursuites contre le crime étaient devenues inutiles (*Nam est constitutum turpia lucra hæredibus*

(1) L. 12, C. l. 9 t., 22 ad legem Corneliam de falsis: quærela falsi temporalibus præscriptionibus non excluditur nisi viginti annorum exceptione: sicut cætera quoque fere crimina. (Cujas, t. II, ch. XIV, L. IV).

(2) L. 10, D. L. 48 t. 9 de leg Pomp. de paricidiis Eorum qui parricidii pœna teneri possunt semper accusatio permittitur. Cujas, il est vrai, dit que c'est là une erreur reposant sur une interposition de texte. Il s'agit, dit-il, de l'accusation permise par le sénatus-consulte silanien contre les héritiers d'un individu assassiné par ses esclaves si ces héritiers ouvraient le testament avant de venger sa mort. Muyart de Vouglans démontre qu'il a tort. (Lois Criminelles, t. I, p. 158).

(3) Supposition de part. Accusatio suppositi partis nulla temporis præscriptione depellitur. Cujas dit, mais c'est une simple affirmation, qu'il faut ajouter au texte les mots nisi vicenium prateriit. En réalité il y avait là un délit successif. (M. de Vouglans, t. II, page 109. L'adultère se prescrivait par cinq ans.

quoque extorqueri licet crimina extinguantur (Ulpien. L. VII, D. de calumnia).

N° 6. — *Droit féodal. — Période royale*

Les lois barbares et le droit féodal sont à peu près muets sur la question qui nous intéresse. Cependant la loi des Wisigoths dit qu'au bout de trente ans on ne pourra plus poursuivre celui qui aura poursuivi une fille ou une veuve. On voit, par l'édit de Théodoric (XX), que le rapt se prescrivait par cinq ans. Il est probable que la prescription visée dans ces Capitulaires est une prescription civile (1). Dans cette période, il est probable qu'il y avait des prescriptions de diverses durées, mais incertaines, abandonnées à l'intérêt privé (2).

Il était généralement admis dans notre ancien Droit que l'action criminelle se prescrivait par vingt ans (3). Il n'y avait pas de prescription pour le duel. Les pour-

(1) Brun de Villeret, page 16. Contra Bertauld, Leçons de Législations Criminelles, page 84.

(2) Charte d'Aiguesmortes renouvelée par saint Louis en 1242. Il y est dit qu'un crime se prescrit par dix ans. L'injure se prescrit par un an. S'il y a appel il se périmé par six mois. (Essai sur les institutions de saint Louis, par Arthur Brugnot, p. 394 et 395).

(3) Quelques criminalistes (Farinacius quest., 10, N° 29. Decianus, in tractatu criminali, t. 1, t. 3, ch. 37. barponius. Pratiqa rerum criminalium) prétendaient que les crimes de parricide, d'avortement procuré, d'assassinat, d'apostasie, de fausse monnaie, de concussion et de supposition de part étaient imprescriptibles. Mais, dit Jousse (Traité de Justice criminelle, t. 4, page 585), cela n'a pas été admis parmi nous et ces crimes se prescrivirent par vingt ans comme les autres.

Dans les Chartes générales du Hainaut, les délits et les crimes se prescrivirent par dix ans. Les crimes énormes par vingt ans. Dans la Coutume de Bretagne la prescription était de dix ans pour les crimes contre lesquels il a été rendu plainte et informé. La prescription était de cinq ans, si la plainte n'était pas suivie d'information.

suites pour crime de duel établissaient une sorte de suspension de la prescription pour tous les autres délits commis avant ou après le crime principal. Le crime de lèse-majesté au premier chef était regardé par certains comme imprescriptible (*Contra Dunod*, p. 2, C. X, p. 189). Les crimes successifs ne se prescrivaient pas avant que toute action délictueuse eût cessé. La prescription courait du jour où le crime avait été commis (*Brun de Villeret*, p. 22), ainsi que l'indique *Julius Clarus*, quæst. 51, N° 5. Elle s'appliquait aux crimes cachés et sans poursuites, aux crimes notoires et reconnus par la confession de l'accusé (*Jousse*, t. I. p. 581). On n'admettait pas dans l'ancien Droit de causes suspensives de la prescription en matière criminelle. Les poursuites dirigées contre l'auteur présumé du délit n'interrompait pas la prescription de l'action (*Contra Rousseau de Lacombe*. Pour. Paris 20 décembre 1613).

Lorsqu'une sentence par contumace avait été exécutée par effigie, il n'y avait pas, à proprement parler, interruption de la prescription, mais une véritable prescription de la peine se substituant à la prescription de l'action (*Rousseau de Lacombe*, p. 3, C. I, p. 239).

Dans l'ancien Droit, cette prescription criminelle atteignait-elle l'action en dommages-intérêts résultant du délit?

Cette question divisait les auteurs et les Parlements. Certains commentateurs, parmi lesquels *Julius Clarus*, *Farinacius*, *Serpillon*, soutenaient que, comme toute action personnelle, l'action civile ne se prescrivait que par trente ans (1). *Farinacius* soutenait aussi que la pres-

(1) *Julius Clarus*, quæst. 51, N° 35. *Farinacius*, quæst. 10, N° 34.

cription devait être opposée par l'accusé. Carpozanius soutenait, au contraire, qu'elle devait toujours être invoquée d'office. Quant à Jousse, il disait que lorsque seule une réparation civile était demandée, la prescription ne devait pas être invoquée d'office (1).

D'Argentrée prétendait que lorsque le coupable avait tiré profit du crime comme dans le vol, l'action civile était indépendante de l'action criminelle parce qu'elle dérivait non du délit, mais de la revendication de l'objet volé. Mais l'opinion commune était contraire. Muyart de Vouglans (*Les Lois criminelles de la France*), Rousseau de Lacombe (*Matières criminelles*, p. 170) et Dunod (*Traité des prescriptions*, partie II, chap. IX) identifient les deux prescriptions au point de vue des délais.

Les Parlements de Grenoble et de Dijon ne déclaraient l'action civile prescrite qu'au bout de trente ans. Ceux de Paris, Toulouse, Bordeaux avaient accepté pour les deux prescriptions la durée de vingt ans. Car, disent les partisans de cette jurisprudence, on ne peut demander réparation à l'accusé sans le convaincre de son crime. On ne peut le convaincre de son crime sans se mettre dans la nécessité de le punir. En un mot, la prescription de vingt ans fait présumer l'innocence en matière criminelle, comme celle de trente ans fait présumer la bonne foi en matière civile.

Dans un arrêt de Paris du 22 janvier 1600, le premier président avertit les avocats de ne plus avoir d'hésitations; qu'il convenait d'appliquer aux deux actions la même durée qui était de vingt ans (2).

(1) Farinacius, quæst. 10, N° 35. Carpozanius, quæst. 141, N° 30 et 31 Jousse, t. 1, page 583.

(2) Arrêt rapporté par Leprestre, Centurie 2, ch. 8, N° 15. Jousse, t. 1, page 600.

Quant aux tribunaux ecclésiastiques, ils acceptaient pour les deux actions la prescription de vingt ans pour tous les crimes, sauf celui de lèse-majesté et à l'exception du duel (1).

A l'époque de Pothier, la question est définitivement résolue dans le sens de l'identification des prescriptions. Pothier, dans son livre sur la Procédure civile, p. 408, s'exprime ainsi : « On a jugé que la réparation civile étant un accessoire de l'accusation criminelle et ne pouvant être prétendue sans entrer dans la question du crime, elle était sujette à la prescription de vingt ans ».

N° 7. — *Droit intermédiaire.*

La loi pénale du 25 septembre, 6 octobre 1791, traitant de la prescription dans ses articles 1 et 2, laisse complètement notre sujet de côté et ne parle pas de l'action civile. L'action publique se prescrit par trois ou six ans, à partir du moment où le crime est connu ou légalement constaté, suivant qu'il y a eu ou non dans les trois ans des poursuites commencées. Les dispositions du Code de Brumaire an IV sont très claires. Ses articles 9 et 10 créent la même prescription pour les deux actions publique et civile et s'il survient une interruption les délais sont doublés.

Le code de 1808 assimile, sans aucun doute, les deux actions, dans quelques articles formant, comme le disait Réal, un ensemble méthodique et complet. Avant de citer leurs dispositions, jetons un rapide coup d'œil sur les législations étrangères en vigueur de nos jours.

(1) D'Héricourt. — Lois ecclésiastiques, p. 1. ch. 24, N° 44.

3^{me} DIVISION. — Législation comparéeN° 8. — *Législation comparée.*

En Allemagne, d'après le code pénal du 31 mai 1870, l'action privée suit les règles des actions civiles. Le code pénal Prussien reconnaissait jusqu'à cinq prescriptions différentes de trente ans à trois ans (14 avril 1851).

Le code pénal Italien du 1^{er} janvier 1890 traite la question dans son article 102. Il déclare que, si la partie lésée ne se désiste pas, l'extinction de l'action pénale ne préjudicie pas à l'action civile ; l'article 88 dispose que le désistement de la partie lésée était l'action pénale si celle-ci ne pouvait être poursuivie qu'à sa requête (1). En Suisse, chaque canton a sa loi. D'après la législation du canton de Saint-Gall, qui date du 21 novembre 1889, la prescription de l'action civile est indépendante de celle de l'action publique. Dans le canton de Genève, au contraire, on a réuni les deux actions. Dans le canton de Vaud, l'action pénale est suspendue pendant que s'exerce l'action civile. En Hongrie, la prescription criminelle laisse subsister le droit à une réparation civile. Cependant l'amende accessoire à une peine privative se pres-

(1) Dans le Code des Deux-Siciles, aujourd'hui abrogé (art. 618), la prescription d'un crime est interrompue par la récidive d'un crime ; celle d'un délit par la récidive d'un délit ou d'un crime. Dans ces divers cas, la prescription ne recommence à courir que du jour où prend naissance la prescription du dernier crime.

Dans le Code Sarde, l'action pénale résultant d'un crime puni de peines temporaires se prescrivait par 10 ans. En matière correctionnelle l'action pénale se prescrivait par 5 ans.

crit en même temps que la peine principale (1). Pour les réparations pécuniaires, prononcées par un jugement rendu en matière pénale, les règles concernant la prescription et l'interruption sont celles que déterminent les lois civiles. En ce qui concerne la Belgique, l'assimilation des deux actions, demandée par la Commission de la Chambre et le Ministre, fut très vivement combattue et rejetée. Dans le code pénal Belge, art. 99, il est dit que les condamnations civiles par contumace se prescrivent à partir de l'arrêt.

En Espagne, la responsabilité civile née des délits ou fautes prend fin de la même manière que les autres obligations, suivant les règles du Droit civil.

On voit donc que la plus grande diversité règne dans les législations contemporaines. La question que nous allons étudier est donc à la fois délicate et intéressante.

(1) Le Code Autrichien de 1803 décide que le temps de la prescription est de 20 ans pour les délits punis de prison à vie, de 10 ans pour ceux dont la peine est de 10 à 20 ans, de 5 ans pour les autres. Quelquefois pour des raisons personnelles à l'agent ou d'ordre public la prescription ne peut être invoquée. Notamment il faut ne pas commettre de nouveau délit pendant le temps de la prescription.

TITRE PREMIER

DÉLAIS NORMAUX ET CONDITIONS DE LA PRESCRIPTION DE L'ACTION CIVILE. (DÉLAIS PRÉVUS PAR DES LOIS SPÉCIALES. POINT DE DÉPART DU DÉLAI DE LA PRESCRIPTION).

1^{re} DIVISION. — **Durée de la prescription de l'action civile.**

N° 9. — *Textes. — Considérations générales.*

Les articles 637, 638 et 640 du Code d'instruction criminelle sont ainsi conçus :

Art. 637. L'action publique et l'action civile résultant d'un crime de nature à entraîner la peine de mort ou des peines afflictives perpétuelles, ou de tout autre crime emportant peine afflictive ou infamante, se prescrivent après dix années révolues à compter du jour où le crime aura été commis, si dans cet intervalle il n'a été fait aucun acte d'instruction ou de poursuite. S'il a été fait dans cet intervalle des actes d'instruction ou de poursuite non suivis de jugement, l'action publique et l'action civile ne se prescriront qu'après dix années révolues à compter du dernier acte à l'égard même des personnes qui ne seraient pas impliquées dans cet acte d'instruction ou de poursuite.

Art. 638. Dans les deux cas exprimés en l'article précédent et suivant les distinctions d'époques qui y sont

établies, la durée de la prescription sera réduite à trois années révolues s'il s'agit d'un délit de nature à être puni correctionnellement.

Art. 640. L'action publique et l'action civile pour une contravention de police seront prescrites après une année révolue, à compter du jour où elle aura été commise même lorsqu'il y aura eu procès-verbal, saisie, instruction ou poursuite, si dans cet intervalle il n'est point intervenu de condamnation; s'il y a eu un jugement définitif de première instance de nature à être attaqué par la voie de l'appel, l'action publique et l'action civile se prescrivent après une année révolue à compter de la notification de l'appel qui en aura été interjeté.

N° 10. — Les dispositions de ces articles sont très claires. Se basant sur l'oubli des fautes anciennes, oubli que réclame impérieusement la paix sociale, le législateur a assimilé au point de vue de la prescription l'action publique et l'action civile, bien que ces deux actions aient simplement une origine commune, et soient pour le surplus si différentes, car elles n'ont pas le même objet, l'une visant à l'application de la peine, l'autre à la réparation du préjudice. Elles ne sont pas intentées par les mêmes personnes; l'action publique est à la société l'action civile à la partie lésée et à ses représentants; l'action publique n'atteint que le coupable, l'action civile atteint le coupable, ses représentants et les personnes civilement responsables. Enfin l'action publique n'est portée que devant les tribunaux de répression; l'action civile est portée au choix de la partie lésée devant la juridiction criminelle et devant la juridiction civile.

N° 11. — *L'action civile exercée séparément se prescrit par le même laps de temps que l'action publique. — Jurisprudence.*

Etablissons d'abord que l'action civile exercée séparément se prescrit par le même laps de temps que l'action publique. Cette proposition contestée par certains auteurs est blâmée par d'autres auteurs qui reconnaissent son exactitude. La jurisprudence d'une façon presque unanime la sanctionne. Résumons d'abord un arrêt très important en date du 6 mars 1855, dont nous verrons la doctrine défendre les solutions.

Il établit très nettement que l'action civile en réparation d'un dommage résultant d'un crime ou d'un délit se prescrit par le même laps de temps que l'action publique, soit qu'on l'intente simultanément avec l'action publique, soit qu'on l'exerce séparément. Il n'y a pas non plus à distinguer entre le cas où c'est l'auteur même du dommage qui est assigné civilement et celui où l'action est dirigée en vertu d'une loi spéciale contre des personnes étrangères au fait délictueux, notamment pour la responsabilité civile des communes. Les condamnations intervenues sur l'action publique ne prorogent point le délai de l'action civile, ajoute cet arrêt.

Nous ne saurions admettre cette proposition ; pour nous, et nous le démontrerons plus loin, la condamnation intervenue produit un effet interruptif. Mais ajoute encore l'arrêt, et ici nous ne protestons plus contre l'opinion de ceux qui l'ont rédigé, on objecterait vainement que l'action civile se trouve alors replacée sous l'empire de la prescription établie par le Code Napoléon, l'article 642 ne soumettant à cette prescription que les condamnations

civiles rendues par la justice répressive et concernant dès lors uniquement les jugements et arrêts rendus par une action civile exercée en même temps que l'action publique (D. 55. 1. 84).

De même un arrêt de la Cour de Cassation du 29 avril 1846 décide que l'action civile pour injures écrites est prescrite par un an dans le cas où, à raison de leur caractère, ces injures ne constituent qu'une contravention. L'arrêt dit ensuite: «Attendu qu'une action de cette nature, quoique portée séparément devant la juridiction civile, n'a rien perdu de son caractère primitif; qu'ayant pour origine et pour base une contravention de police, elle est nécessairement soumise à la prescription spéciale établie par la loi pour cette contravention. Parces motifs, casse...» (D. 46. 1. 143). Ainsi un arrêt en date du 21 novembre 1854 décide que l'action en dommages-intérêts formée pour entrave à la liberté des enchères contre l'adjudicataire d'un immeuble qui a écarté un créancier surenchérisseur en s'obligeant, par exemple, à lui payer une certaine somme, doit être considérée comme naissant du délit prévu par l'article 412 C. pénal, et que portée devant la juridiction civile, cette action se prescrit par le même délai que s'il s'agissait d'un tribunal répressif (D. 84. 1. 415) (1).

(1) Bordeaux, 31 juillet 1848. D. P. 49, 2, 74. Lyon, 30 janvier 1854. D. P. 55, 2, 67. Civ. 2. 21 novembre 1854. D. P. 54, 1, 415. Requête, 31 janvier 1859. D. P. 59, 1, 439. Colmar, 27 mai 1863. D. P. 63, 2, 141. Dijon, 27 juin 1866. D. P. 66, 2, 152.

On peut citer comme se rapportant à la question un arrêt du 26 mars 1855. D. 55, 2, 307. La Cour, considérant que sauf au cas où l'action civile a ses conditions indépendantes de l'action publique, alors qu'en dehors du fait criminel caractérisé, quelque affinité qui l'y rattache, elle trouve sa cause antérieure ou distincte dans un contrat ou obligation du

N° 12. — *Doctrine.*

La doctrine est presque unanime à reconnaître que devant les tribunaux civils la prescription de l'action civile est régie par les dispositions du code d'instruction criminelle. Il est même un cas où cette solution ne peut être contestée: c'est celui où l'action civile est exercée contre les représentants du coupable. A moins de considérer dans cette hypothèse les articles 637 et 638 comme lettre morte, il faut bien admettre que la prescription mentionnée dans ces articles peut être invoquée devant la juridiction civile. Et, dès lors, on peut conclure que le législateur, n'ayant marqué nulle part l'intention de donner une solution spéciale pour ce cas particulier (point de détail sur lequel son attention ne s'est certainement pas arrêtée), cette solution doit être étendue à tous les cas où l'action civile est portée devant les tribunaux civils.

De puissantes considérations viennent fortifier ce rai-

droit civil, la dite action, aux termes exprès de l'art. 2 C. I. C., plus large seulement que l'action publique en ce qu'elle peut atteindre les représentants du délinquant et choisir sa juridiction, s'identifie du reste avec l'action publique et s'éteint par la même prescription qui serait opposable à celle-ci..... qu'elle ne doit pas survivre à l'action criminelle par ce motif de droit et de raison que l'intérêt privé ne saurait être plus favorable que l'intérêt public et qu'au cas où la loi, dans des cas de police bien ordonnée et pour des considérations supérieures d'utilité sociale, a cru de sa sagesse de couvrir de la prescription certaines violation du droit d'autrui ou de la morale, on ne saurait admettre qu'il appartienne à l'intérêt individuel de les faire revivre et remettre en question... etc.

D. 57, 2, 464. Du 27 mars 1857. D. 63, 2, 141. D. 65, 2, 287. D. 66, 2, 452. D. 69, 2, 223. D. 69, 1, 217. D. 76, 2, 136. D. 76, 1, 400. D. 86, 1, 317. D. 87, 2, 79. D. 89, 1, 37. D. 88, 2, 42. D. 58, 2, 53. D. 92, 2, 571. D. 93, 2, 270. etc etc.

sonnement. M. Laborde, dans son Précis de droit criminel, N° 785, indique que le législateur a considéré l'action civile en matière de prescription comme un accessoire de l'action publique, il l'a fait prescrire en même temps et dans les mêmes conditions. Le code d'instruction criminelle affirme expressément les conséquences les plus rigoureuses de cette subordination. Il ne faut donc pas hésiter à accepter toutes celles dont le législateur a cru inutile de parler. Ensuite, pourquoi le législateur aurait-il écrit les articles 637 et 638, s'il avait pensé seulement à l'action civile, alors qu'elle est exercée accessoirement à l'action publique? Il n'avait qu'à garder le silence; car il est bien clair que, du moment où l'action publique ne peut être exercée devant le tribunal correctionnel, celui-ci ne peut pas davantage accueillir une action dont il n'est jamais saisi que subsidiairement, en même temps qu'il doit juger le délit. Il est d'ailleurs de règle que la juridiction devant laquelle est portée une action n'influe pas sur les conditions d'exercice de celle-ci. Ce n'est pas non plus le but direct que poursuit le demandeur, qui se trouve ici l'élément prédominant. La chose essentielle c'est la base même de l'action, le fait qui lui donne naissance. Si ce fait est un délit, qu'importe le but poursuivi par le plaignant. Par son fond même, l'affaire doit être soumise aux lois pénales. Or, nous savons que les règles qui régissent la prescription sont des règles de fond. (Laborde. Précis de droit criminel, page 71).

N° 13. — *Théorie de Grellet-Dumazeau.*

Un auteur, Grellet-Dumazeau, a soutenu qu'il fallait voir dans l'action civile exercée devant les tribunaux de répression et dans celle exercée devant les tribunaux civils deux

actions différentes, ayant une prescription de durée inégale. L'une serait l'action civile proprement dite, son caractère serait d'être une simple action en dommages-intérêts; l'autre exercée accessoirement à l'action publique serait l'action civile mixte; son but, plus complexe, serait la réparation du dommage fait sans droit, et aussi la vengeance de l'offense faite à la personne. Le plaignant qui exerce cette action veut la punition du coupable. Voilà pourquoi son action est soumise à la prescription criminelle. Mais, dans ce système, la prescription de l'action civile proprement dite durerait trente ans (Grellet-Dumazeau. *Traité de la diffamation*, N° 862). Cet auteur se base sur l'ancien Droit, qui faisait, dit-il, une part très large à l'intervention de la partie civile; à cette époque l'intervention de la partie civile avait quelque chose de pénal. Jousse dit (Brun de Villeret, N° 281) que la partie civile demande, en même temps que des dommages-intérêts, la réparation de l'offense qui lui a été faite

Et Grellet-Dumazeau, à l'appui de sa théorie, cite le cas où, devant le tribunal correctionnel, la partie civile qui n'aurait pas justifié d'un tort appréciable obtiendrait néanmoins des dépens à titre de dommages-intérêts.

Cette disposition exceptionnelle, uniquement inspirée par l'équité, ne prouve rien contre la théorie que nous avons soutenue. Les règles suivies dans l'ancien Droit ne prouvent rien, puisque le législateur a innové dans la question qui nous occupe. L'opinion de Grellet-Dumazeau est donc purement divinatoire. Nous pouvons affirmer avec M. Dalloz (*Codes annotés*, C. I. C., Prescription, N° 241) que la durée de la prescription d'une action ne peut dépendre de la nature des juridictions qui sont saisies de celle-ci, car elle tient à la nature même de cette action.

De même M. Laborde (Note sous le N° 787, op. cit.) : « Ces auteurs ont essayé de tourner la loi en relevant seulement dans l'infraction le délit civil. L'action en dommages-intérêts fondée ainsi sur l'article 1382 C. C. serait de la compétence exclusive des tribunaux civils et durerait trente ans. Mais cet expédient enlève tout sens utile à la disposition des articles 637 et 640, qui déclarent l'action civile prescrite en même temps que l'action publique. Il n'est pas, en effet, d'infraction donnant naissance à l'action civile qui ne contienne un délit civil ; si donc il était permis à la partie lésée de fonder son action sur le délit civil, les articles 637 et 640 n'auraient pas de sanction. Comment admettre, en outre, qu'un changement de juridiction puisse modifier l'application d'une règle de fond comme celle qui détermine la durée de la prescription ? »

Muteau, semblant donner ainsi une portée générale à l'article 29 de la loi du 26 mai 1819 sur la presse, loi qui faisait prescrire l'action publique par six mois et l'action civile par trois ans, écrit que la théorie de Grellet-Dumazeau n'est plus vraie depuis la loi de 1881 sur la presse. Il reconnaît que si dans l'ancienne jurisprudence quelques Parlements faisaient prescrire par trente ans les restitutions, la jurisprudence moderne ne distingue pas la demande en restitution et les dommages-intérêts (Muteau, p. 30). Mais il admet, lui aussi, que la partie lésée peut poursuivre une réparation morale lorsqu'elle agit au criminel, tandis que lorsqu'elle agit au civil il est bien évident qu'elle ne se préoccupe que de ses intérêts. Il regrette fort que le législateur n'ait pas établi deux prescriptions différentes. Qui en souffrirait ? s'écrit-il (Muteau, p. 33). Le délinquant ? Il est peu intéressant. La victime ? Mais elle choisit la voie qui lui plaît. Brun de Villeret, dit-il, pense que la distinction serait subtile et

difficile à effectuer. Ceci n'est pas un inconvénient assez grand pour que notre théorie soit inapplicable. Et d'ailleurs, l'autre doctrine a aussi de très grands inconvénients pour la partie lésée. Lorsque les juridictions correctionnalisent un crime, ne voit-on pas quel grand préjudice va en résulter pour la partie lésée si l'on applique les articles 637 et 638 ? Cet inconvénient n'existerait pas si on donnait à l'action civile sa véritable base qui est un quasi délit civil et si on la faisait prescrire par trente ans.

Pourquoi admettre, si l'on adopte l'opinion que nous combattons, dit Muteau, que les jurés, en niant l'exactitude des circonstances aggravantes les mieux établies, puissent porter préjudice à la partie lésée ? Comment admettre aussi que l'on puisse aller à l'encontre des intérêts de cette dernière par l'application de l'article 68 du Code pénal ? Il est bizarre que de telles circonstances puissent influencer sur le délai de la prescription.

Et enfin Muteau fait valoir un argument qui est d'une grande force, il faut bien le reconnaître. Nos adversaires eux-mêmes, s'écrie-t-il, reconnaissent qu'ils aboutissent à des résultats iniques. Un honnête homme qui ne pourra pas faire honneur aux engagements qu'il a contractés sera poursuivi pendant trente ans. Et celui qui commet un délit verra ses fautes en quelque sorte oubliées dans un délai beaucoup plus court.

N° 14. — *Opinions diverses de quelques auteurs.*

Les arguments que certains font valoir contre l'opinion que nous avons adoptée n'ont pas de valeur.

Brun de Villeret ne se dissimule pas l'inconvénient que souligne Muteau (Brun de Villeret, N° 298). Il cite

Dunod qui a écrit (Dunod, v., II, C. IX, p. 191). « Le criminel ne doit pas être de meilleure condition que ceux qui se sont emparés du bien d'autrui sans commettre de crimes punissables, et c'est assez pour lui d'éviter la prison qu'il méritait ». Mais, ajoute Brun de Villeret, il n'y avait pas moyen d'agir différemment, à moins de donner contre raison dans la répression d'un délit plus de vie à l'accessoire qu'au principal. L'ordre public exige que lorsque le coupable ne peut plus être frappé des peines légales, l'oubli se fasse complètement et entièrement sur le fait délictueux (1).

L'article 68 du code pénal attirera longuement notre attention dans une autre partie de cette étude. Il peut arriver que les jurés écartent de parti pris les circonstances aggravantes. Mais c'est là un argument de fait n'ayant aucune valeur dans la critique de la loi. De même si certains crimes sont correctionnalisés, il faut penser que ces décisions sont prises dans l'intérêt supérieur de la justice et nous n'avons alors qu'à nous incliner. Remarquons, avec M. Rauter (D. C. N° 133), que c'est dans la loi civile que se trouve le fondement principal de l'action civile. La loi criminelle n'a fait qu'en régler l'emploi d'une manière secondaire. Et cela est vrai même pour l'action civile intentée au civil, mais pas du tout une étendue plus grande. De ce que la constitution peut mettre en mouvement l'action publique, la déclancher en

(1) Arrêt du 14 mai 1853. D. 53, 1, 66. La Cour. Attendu qu'aux termes des articles 2, 637 et 638 C. Instr. Criminelle l'action publique et l'action civile résultant d'un crime ou d'un délit s'éteignent l'une et l'autre par la même prescription... qu'il n'y a pas à distinguer davantage entre le cas où elle peut être demandée devant la justice répressive accessoirement à l'action publique et le cas où elle serait de la compétence exclusive des Tribunaux civils.

quelque sorte, il n'en faut pas conclure à une portée plus grande en ce qui concerne les intérêts de la partie lésée. Ce n'est qu'au point de vue de la prescription et pour les raisons que nous avons fait valoir plus haut que l'action civile est régie par la législation criminelle (1).

Dans l'ancien Droit, l'action de la partie lésée avait pour but d'obtenir la réparation civile, toutes les compensations pécuniaires, les provisions, les restitutions, les dommages-intérêts et les dépens (Jousse, t. I, p. 117). Quelques Parlements admettaient que l'action en restitution des objets volés était purement civile et durait trente ans. Mais jamais la doctrine de Grellet-Dumazeau n'a été acceptée.

La lecture de l'article 1382 du code civil, des articles 1 et 3 du code d'instruction criminelle prouve bien qu'il n'y a qu'une action civile (Brun de Villeret, N° 291) (2).

Même si nous reconnaissons que l'action exercée au criminel est plus complexe, nous devons ajouter que

(1) D 53, 2, 67 du 30 janvier 1854. La Cour... Attendu que l'action civile dérivant d'un délit est placée sur une ligne parallèle à celle de l'action publique ; que la loi suppose qu'elle peut être exercée séparément puisque l'article 2 C. Instr. Criminelle fait allusion au cas où elle serait dirigée contre les représentants du prévenu ; que certainement dans une semblable hypothèse ce serait la juridiction ordinaire qui seule pourrait être saisie ; que cependant aucune distinction n'a été introduite ; que dès lors la règle reste la même, et que c'est toujours le principe posé dans l'article 638 du même Code qui doit recevoir son application ..., etc.

(2) Un savant criminaliste, M. Molinier, s'appuyant sur l'alinéa 1^{er} de l'article 184 C. de J. militaire, dit que dans cette hypothèse l'action civile ne pouvant être exercée que devant le Tribunal civil se prescrira par 30 ans. Nous croyons que c'est là une erreur. C'est à tort que l'on sépare l'article 184 de l'article 53. Cet auteur reconnaît d'ailleurs que si un crime militaire est de la compétence de la juridiction répressive ordinaire (art. 76, C. J. M.), l'action civile se prescrit en même temps que l'action publique. Pourquoi vouloir dès lors faire déroger à cette règle le cas prévu par l'article 54 du Code de Justice militaire ?

l'élément fondamental reste toujours invariable. Il est impossible d'ailleurs d'isoler le principe d'action dérivant de l'offense. Il ne peut avoir d'effet juridique. Il n'engendre aucune obligation pécuniaire. Disons enfin que Grellet-Dumazeau, en se fondant sur l'ancien article 51, forçait tout à fait le sens des mots, ce qui est contraire aux volontés du législateur.

Enfin, s'il en était besoin, pour fortifier notre opinion, nous citerions l'article 2 C. Inst. Crim. qui vise bien l'action intentée au civil et qui dit que l'action publique et l'action civile s'éteignent par la prescription, ainsi qu'elle est réglée au livre II, t. VIII, chap. 5. Enfin on pourrait tirer un argument a contrario de l'article 29 de la loi du 26 mai 1819, aujourd'hui abrogée.

N° 15. — *Action civile exercée avant l'action publique.*

L'action civile peut être exercée alors que l'action publique n'a pas encore été mise en mouvement.

Cela n'exercera pas d'influence sur la prescription, car les juges civils ont le droit de qualifier les faits qui leur sont soumis et d'en tirer toutes conséquences utiles ; seulement, si plus tard l'action publique est exercée, il faudra appliquer la règle : le criminel tient le civil en état. (Dalloz, les Codes annotés. Prescription, N° 253).

N° 16. — *L'action civile est intentée après une condamnation au criminel.*

Que faudra-t-il décider si une condamnation est intervenue au criminel avant que l'action civile ait été intentée ? L'art. 10 du Code de Brumaire, sagement interprété, semble indiquer que dans ce cas la durée de l'action

civile n'est pas portée à trente ans. En rédigeant le Code d'instruction criminelle, le législateur était animé des mêmes intentions.

Un arrêt de la Cour de Nîmes du 27 mars 1833 (S. 33. 2. 243) va à l'encontre de cette solution. La pensée de cet arrêt est que le jugement de condamnation constitue un titre d'où naît une obligation civile qui n'est plus soumise qu'à la prescription ordinaire. Mais si la condamnation pénale est un titre pour obtenir des réparations civiles, elle ne tient pas la place du jugement, du titre qui les accorde.

Pour apprécier l'étendue du dommage causé, il n'en faudra pas moins que le demandeur se fonde sur la nature et le caractère de l'acte que les juges seront nécessairement appelés à apprécier. Ce sont ces débats irritants que la loi ne permet pas de soulever. Il est à remarquer que la Cour de Cassation attribue au jugement définitif de condamnation l'effet interruptif d'un acte d'instruction ou de poursuite ayant par suite l'effet de proroger de trois ou de dix ans la durée de l'action civile.

Ajoutons que les auteurs reconnaissent qu'une fois l'instance civile engagée, elle obéit aux règles de la procédure civile. Certains arrêts consacrent l'identité de prescription même quand l'action civile se trouve être, par une loi spéciale, de la compétence exclusive des tribunaux civils (Muteau, page 37) (1).

(1) Le Seyller, N° 561. L'instance civile périmée c'est toujours la prescription criminelle qui s'applique. D. 52, 2, 34. 4 avril 1851.... La Cour.... Attendu qu'il est de principe que la prescription d'une action se détermine non par l'espèce de la juridiction devant laquelle elle est portée, mais par la nature qui lui est propre..... Attendu qu'il importe peu que dans l'intervalle des 10 ans écoulés depuis le crime le coupable ait été atteint par une condamnation pénale lorsqu'il n'a pas été prononcé en même

Le jurisconsulte Dalloz a soutenu que la partie lésée doit s'incliner devant la chose jugée au criminel, car elle a été représentée par le ministère public. Pour être logique jusqu'au bout, Dalloz aurait dû ajouter : « S'il y a un acquittement devant le Tribunal correctionnel, par cela même l'action civile de la victime n'existe plus. Ni la jurisprudence, ni la doctrine n'admettent une telle solution ».

Les condamnations civiles portées par les arrêts ou jugements rendus en matière criminelle, correctionnelle ou de police et devenues irrévocables se prescrivent d'après les règles du Droit civil.

temps sur la réparation civile ; que l'action, pour obtenir cette réparation sur laquelle il n'y a rien de jugé, étant tout à fait étrangère à ce qui a été statué, n'en peut recevoir aucune prorogation du délai qui peut amener sa prescription. Que cela résulte clairement de l'article 642 C. I. C. qui ne permet le retour au Droit civil et au Droit commun pour la prescription que pour les condamnations civiles qui ont été prononcées par les arrêts intervenus sur le crime.... etc.

Le Seyller, N° 556, dit : « L'engagement de la personne civilement responsable est comparable à celui de la caution qui s'éteint avec la dette principale ».

Haus, N° 307 et 308, indique que la responsabilité civile du fait d'autrui repose soit sur la faute de la personne responsable qui n'a pas empêché le fait qu'elle devait ou pouvait prévenir, soit sur un cautionnement volontaire ou forcé. Cette responsabilité englobe les restitutions, les dommages-intérêts et les frais, même ceux qui sont avancés par l'État. On répond en vertu de la loi des dommages causés par les personnes que l'on a sous sa puissance, direction et surveillance. Les greffiers sont responsables solidairement du fait de leur commis, les fabricants sont responsables même des amendes de leurs employés. Mais rien n'autorise à faire une distinction au point de vue de la prescription entre ceux qui sont directement tenus et ceux qui sont civilement responsables.

De même Vazeilles, page 488. Le Seyller, page 456 et suivantes, dit que l'engagement d'une personne civilement responsable est pareil à celui d'une caution et s'éteint en même temps que l'obligation principale. L'action récursoire donnée aux personnes civilement responsables dure, dit-il, pendant 3 années.

2^e DIVISION. — Les personnes civilement responsables peuvent invoquer la prescription de courte durée.

N^o 17. — *Doctrine.*

La prescription de courte durée doit-elle être appliquée au profit des personnes civilement responsables? Au point de vue des règles de la logique, la solution s'impose.

Il est bien évident que lorsque le coupable ne peut plus être poursuivi, un tiers qui n'a pas commis de délit doit être également à l'abri des recherches. Puis il serait souverainement injuste que la personne civilement responsable fût poursuivie, puisque certainement, elle n'aura pas de recours contre l'auteur du méfait.

Le paragraphe 2 de l'article 2 du code d'instruction criminelle s'exprime ainsi: «L'action civile pour la réparation du dommage peut être exercée contre le prévenu et ses représentants». Ce mot représentants est assez compréhensif pour viser les personnes civilement responsables.

Cependant certains auteurs ont soutenu que la prescription vis à-vis des personnes civilement responsables devait durer trente années. Sont de cet avis: Dalloz, dans son Répertoire V. P. Criminelle, N^o 103 (Dalloz, Codes annotés, voir Prescription, N^o 279, paraît presque revenir sur cette opinion). Beudant, dans une note sous Cassation, D. 69. 1. 217, 13 mai 1868 et 12 janvier 1869, note reproduite par Le Seyller. Extinction de l'action publique et de l'action privée, t. II, N^o 556. Paul Collet, Revue

critique, 1868, p. 1 et suivantes. Tous ces auteurs prennent pour point d'appui de la théorie qu'ils soutiennent la complète indépendance de l'action civile vis-à-vis de l'action publique en cette hypothèse. Il n'est pas besoin, disent-ils, de parler ici de délit. Il suffit que l'on prouve l'existence d'un fait dommageable.

M. Beudant (en 1856, le Répertoire de Dalloz reproduisait et approuvait la jurisprudence de cette époque. Elle changea en 1868 et 1869; M. Beudant la critiqua dans une note célèbre. Mais la nouvelle jurisprudence s'est maintenue depuis) soutient que l'action dirigée contre les personnes civilement responsables ne dérive jamais d'un fait délictueux. On ne peut invoquer contre eux qu'un délit civil, et ce délit civil est prescriptible par trente ans.

M. Paul Collet soutient que l'action donnée contre les personnes civilement responsables se base sur le défaut de surveillance et consacre par conséquent la réparation d'un quasi délit civil.

Cette thèse, qui ne s'appuie sur aucun texte, doit être rejetée, car elle nuirait gravement aux personnes civilement responsables qui, après avoir payé, se trouveraient sans recours contre le coupable. A moins que l'on ne soutienne que l'obligation qui lie le responsable à son garant ne soit une obligation purement civile résultant d'un quasi contrat (Muteau, page 49).

Ce qui prouve que cette opinion est condamnée par le législateur, c'est qu'on ne peut actionner la personne civilement responsable que si l'auteur de l'infraction est poursuivi. Il y a une seule exception en matière de simple police (Cassation 24 mars 1848. Sirey, 49. 1. 384).

On a soutenu que les personnes civilement responsable pouvaient être appelées devant le tribunal de simple police, sans qu'il fût besoin de citer l'auteur de la con-

travention. Mais cette opinion fantaisiste doit être rejetée (Trébutien, N° 139).

L'argument essentiel que nous donnons à l'appui de l'opinion que nous adoptons est celui-ci. La nature de l'action ne peut être modifiée suivant les personnes contre lesquelles l'action est intentée. Les faits restent les mêmes et l'infraction a toujours la même base.

Enfin quel est le but du législateur? C'est que la personne civilement responsable qui a payé la victime soit subrogée dans ses droits et actions. C'est ici le cas d'appliquer l'article 1251, § 3 du code civil. Or, cette subrogation ne peut avoir lieu que si les personnes tenues le sont également et soumises à la même prescription. C'est là, d'ailleurs, l'opinion de presque tous les auteurs. Après ceux que nous avons cités, notons encore Cousturier, N° 86. Brun de Villeret, N° 340. Garraud. *Traité*, t. II, N° 69. Villey, p. 266, N° 934, etc.

N° 18. -- *Jurisprudence.*

La jurisprudence accepte aussi notre opinion. Parmi de nombreux arrêts, on peut citer un arrêt du 1^{er} mai 1876. D. 76. 1. 400. La Cour... Attendu qu'il n'y a pas à distinguer à cet égard entre l'action dirigée contre l'auteur même du fait délictueux et l'action exercée contre les personnes civilement responsables..., etc.

De même un arrêt du 10 janvier 1877. D. 77. 1. 197. La Cour.... Sans qu'il y ait lieu de distinguer entre le cas où elle est dirigée contre l'auteur du fait délictueux et celui où elle l'est contre les personnes civilement responsables, etc.....

D. 69. 1. 217. Du 13 mai 1868. La Cour. Attendu que ces articles n'autorisent aucune distinction entre l'action

directement intentée contre l'auteur du délit d'imprudence et l'action dirigée contre la personne civilement responsable de ce délit, que ces deux actions sont liées l'une à l'autre et qu'il n'est plus possible de rechercher celui qui est civilement responsable du fait délictueux quand lui-même ne peut plus exercer de recours contre l'auteur de ce fait.

D. 53. 1. 86. La Cour Attendu.... Qu'il n'y a point à distinguer à cet égard entre le cas où la réparation est poursuivie directement contre l'auteur même du fait et le cas où elle est poursuivie contre une personne étrangère à ce fait, mais soumise par des dispositions de droit commun ou par une loi spéciale à une responsabilité civile..... qu'enfin l'action directe contre l'auteur du dommage étant éteinte par la prescription il ne se peut que l'action en responsabilité lui survive et que la personne civilement responsable reste encore passible de l'action de la partie lésée alors qu'elle se trouverait elle-même déchue de son propre recours contre le principal obligé. Du 4 mars 1853

D. 64. 5. 287. Du 7 juin 1864. Le Tribunal Attendu.... Qu'il ne peut pas être que l'action directe contre l'auteur du dommage étant éteinte par la prescription, l'action en responsabilité lui survive et que la personne civilement responsable soit encore passible de l'action de la partie lésée tandis qu'elle se trouverait elle-même déchue de son propre recours contre le principal obligé.

Voir encore. D. P. 70. 2. 183. Montpellier. D. P. 77. 2. 1. Paris. D. P. 76. 1. 400. Caen, etc. Ce point paraît donc bien établi en jurisprudence.

La prescription de courte durée s'applique aussi à l'action récursoire qui est donnée à la personne civilement responsable. En effet l'action qui lui est donnée n'est pas

celle du gérant d'affaires ou du mandant. Leur droit découle de la subrogation légale établie en leur faveur. Un arrêt de la Cour de Bourges du 27 mars 1857 est dans ce sens.

D. 57. 2. 164. Et qu'on ne saurait admettre que l'action récursoire et en garantie des condamnations prononcées au profit des héritiers Dussord telle qu'elle est précisée devant la Cour peut échapper à la prescription que Ballerat est en droit d'invoquer contre toute l'action en responsabilité civile née du délit. Qu'Andrieux et consorts soutiennent vainement que leur action en répétition doit être régie par les principes du droit civil et n'est soumise qu'à la prescription trentenaire en ce qu'elle procède de la gestion d'affaires ou du mandat. Qu'il paraît dérisoire de prétendre qu'Andrieux et consorts ont géré l'affaire de Ballerat en acquittant les causes d'une condamnation en dommages-intérêts à eux personnelle et étrangère au dit Ballerat, etc.

Il peut se faire que l'action civile soit exercée contre des personnes absolument étrangères aux faits délictueux, mais que le Droit commun ou des lois spéciales en rendent responsables. La solution des questions que leur responsabilité peut soulever est la même que celle indiquée plus haut et pour des raisons identiques.

Si ce sont les représentants de la partie lésée qui poursuivent, ils ne sauraient avoir plus de droits que leur auteur.

Nous pouvons affirmer comme conclusion que, quelle que soit la juridiction devant laquelle l'action est portée, la durée de la prescription de l'action civile est régie par le Code d'instruction criminelle.

3^e DIVISION. — **Durée de l'action civile après que l'action publique est éteinte pour une autre cause que la prescription.**

N° 19. — Doctrine.

Certains auteurs ont soutenu que l'extinction de l'action publique et de l'action civile étaient tout à fait indépendantes, sauf au seul point de vue de la prescription. Il convient de faire des distinctions. On peut citer comme causes d'extinction communes la chose jugée, la transaction et l'amnistie. Cependant la transaction est exceptionnelle pour l'action publique (elle ne l'éteint qu'en matière de délits privés). L'amnistie est exceptionnelle pour l'action civile, puisqu'il faut qu'elle y ait été étendue expressément par le législateur.

Lorsqu'une déclaration de non culpabilité est rendue après une poursuite, l'action civile cesse d'être régie par les règles du Code d'instruction criminelle. Elle se transforme et devient prescriptible par trente ans.

Cependant Rodière a soutenu l'opinion contraire. Il faisait valoir pour la justifier un simple argument d'inconvénient. S'il y a eu acquittement, dit-il, c'est que l'on a jugé que les preuves rassemblées contre l'inculpé étaient insuffisantes. Si elles le sont aujourd'hui, elles le seront bien davantage dans trente ans. C'est donc la courte prescription qu'il faut appliquer ici. Ce raisonnement est faux à un double point de vue. D'abord il est certain que des preuves qui ont été jugées insuffisantes pour entraîner une condamnation pénale pourront parfaitement entraîner une condamnation à des dommages-intérêts. On peut dire ensuite que tout espoir n'est pas

perdu d'acquérir des preuves nouvelles; qu'elles peuvent être longues à recueillir et qu'il serait injuste de limiter le temps pendant lequel la victime va les rechercher; de le limiter arbitrairement en dehors du droit commun. L'ordre public n'est pas intéressé à ce que les faits soient examinés par la justice longtemps après qu'ils ont été commis, puisqu'il n'y a pas délit.

N° 20. — *Jurisprudence.*

Voir Merlin. Question de Droit. Réparation civile, p. 2, N° 3. (D. P. 63. 1. 183). Attendu que l'acquittement prononcé par la justice criminelle ne peut faire obstacle à l'action civile qu'autant que le juge criminel aurait nié clairement le fait qui est la base commune de l'une et de l'autre action, et que la demande à fins civiles serait absolument inconciliable avec les déclarations, constatations et décisions du juge criminel. Du 20 avril 1863.

Du 10 décembre 1866. D. 66. 1. 448. La Cour..... Attendu que malgré la déclaration de non culpabilité, la matérialité des faits peut subsister tout aussi bien que la participation que l'accusé aurait prise à leur perpétration, seulement sans intention criminelle. Qu'il résulte de là que les mêmes faits sur lesquels le jury a rendu un verdict de non culpabilité peuvent cependant être considérés par la juridiction civile comme ayant été nuisibles et comme devant par suite commander une réparation de la part de celui qui les aura commis. (D. 66. 1. 448).

L'amnistie n'éteint pas de plein droit l'action civile. Cependant autrefois on avait soutenu que l'amnistie éteignait toujours les deux actions. Le Graverend cite un arrêt du Parlement de Paris du 8 mars 1809 qui l'a ainsi jugé. La loi du 12 août 1793 le disait d'ailleurs

textuellement. Il semble bien cependant que l'intérêt public n'exige pas qu'on lui sacrifie l'intérêt privé. Nous déciderons donc que l'action en réparation du dommage continue d'exister après l'extinction de l'action publique et que cette action dure trente ans. (Voir Villey, 5^{me} édition, p. 254).

Un arrêt du 9 février 1849 s'exprime ainsi. D. 49. 1. 125. La Cour..... Attendu que l'amnistie en abolissant la peine et l'action publique laisse subsister le délit et que quand elle trouve le tribunal correctionnel légalement saisi de la demande formée par la partie civile son apparition ne peut être un obstacle à ce que l'instance engagée suive son cours et que la partie qui se prétend lésée obtienne des dommages-intérêts à charge d'établir que le fait dont elle se plaint présente le caractère du délit.

Voir aussi D. P. 49. 1. 102. D. P. 70. 1. 372, D. P. 71. 1. 192. D. P. 79. 1. 48. D. P. 80. 1. 285.

N° 21. — *Durée de l'action civile après la mort du prévenu ou après une condamnation.*

Si l'inculpé meurt ou bien s'il est condamné, la prescription de l'action civile reste soumise à la règle de l'article 637.

S'il y a condamnation, la prescription est interrompue et celle qui recommence à courir est toujours la prescription de trois ans. Cependant quelques auteurs et quelques arrêts ont soutenu l'opinion contraire. Notamment Villey. Précis, p. 254. Labroquère. Revue critique 1861, t. 19, p. 166. Rodière, p. 39 et 40. Dalloz. Répertoire. Voir Prescription criminelle, p. 337. Voir aussi Caen 8 jan-

vier 1827. S. 282. 214. Nîmes 27 mars 1833. S. 33. 2. 243.

Mais les articles 637 et 638 ne font aucune distinction entre le cas où l'action publique n'a pas été exercée et celui où elle a abouti à un jugement de condamnation.

L'article 642, ainsi conçu : « Les condamnations civiles portées par les arrêts ou les jugements rendus en matière criminelle, correctionnelle ou de police, et devenus irrévocables, se prescrivent d'après les règles établies par le code civil », fournit un argument a contrario très intéressant.

En présence de cet article, l'article 637 est significatif.

Au cas de l'article 642 la partie lésée a un titre irréfragable ; au cas de l'article 637, elle n'a encore aucun titre.

Notre système est accepté par la jurisprudence et la majorité des auteurs. Voir Garraud, t. II, p. 124. Le Seyller, Action publique et privée, t. II, N° 482. Cousinier, N° 89. Brun de Villeret, N° 335.

D. P. 52, 2, 34. Du 4 avril 1851. La Cour. Attendu.... Qu'il importe peu que dans l'intervalle des dix ans écoulés depuis le crime, le coupable ait été atteint par une condamnation pénale lorsqu'il n'a pas été prononcé en même temps sur la réparation civile ; que l'action pour obtenir cette réparation sur laquelle il n'y a rien de jugé étant tout à fait étrangère à ce qui a été statué n'en peut recevoir aucune prorogation de délai....., etc.

Dans l'ancien Droit, Jousse soutenait (t. I, p. 602) que lorsque le prévenu était mort, l'action donnée contre les héritiers durait trente ans (1).

(1) L'article 2 du Code d'Instruct. Crim. rend l'interprétation Jousse impossible dans notre Droit.

Villey a repris cette doctrine. L'on ne doit pas, dit-il, interpréter le texte à la lettre, le mettre en opposition violente avec la tradition historique. L'article 2 soumet les deux actions à la même prescription, mais seulement lorsqu'elles existent simultanément. D'ailleurs, lorsque l'action publique a disparu, l'action civile voit son existence bien compromise si l'on veut encore la soumettre à un régime qui n'est plus fait pour elle. Elle ne pourra plus être interrompue, puisque les actes d'instruction et de poursuite, qui seuls interrompent, ne pourront plus être faits.

Vouloir supprimer un texte parce qu'il contrarie la tradition historique est par trop commode; d'autre part, soutenir que les mots lorsqu'elles existent simultanément sont sous-entendus dans l'article 2 est purement divinatoire. Si les actes d'instruction ou de poursuite ne peuvent plus être faits après l'extinction de l'action publique, et dès lors si la prescription a une durée certaine, c'est tant mieux, et c'est bien dans les intentions du législateur qui ne tient pas à ce que les actions dérivant d'un délit s'éternisent.

Nous rejetterons donc la doctrine de Villey. L'argument qui nous séduit est que l'action civile, après la mort, n'a pas changé de base (Voir Faustin Hélie. *Instruction Criminelle*, t. III, p. 196. Trébutien, t. II, p. 160. Brun de Villeret, N° 339. Cousturier, N° 86. Le Seyler, t. II, N° 556). Muteau, sans contester l'exactitude de notre système, prétend qu'il serait raisonnable, lorsque le prévenu meurt sans qu'aucun jugement ait été rendu, de décider que l'action donnée contre les héritiers se prescrira par trente ans. Et si on lui oppose que les représentants du coupable seront ainsi plus maltraités que l'auteur même du délit, il répond que l'on peut aisément se consoler de cela, car pour rechercher et trouver ces re-

présentants il y aura forcément des lenteurs. Son opinion n'est d'ailleurs qu'une critique législative. Pour nous, nous estimons que le législateur a bien fait de ne pas se perdre dans la réglementation minutieuse des points de détail. (Dans notre sens, voir Haus, N° 539).

1^{re} DIVISION. — Délais de la prescription civile. Point de départ du délai

N° 22. — *Délais de la prescription de l'action civile.*

Il est à peu près impossible d'indiquer quels doivent être les délais de la prescription d'une action au point de vue théorique. Il y aura toujours dans la fixation de ces délais quelque chose d'arbitraire. Néanmoins on peut affirmer que les articles 637 et suivants ont donné à la prescription une limite raisonnable.

Le Code d'instruction criminelle fixe la durée de la prescription de l'action publique et de l'action civile à dix ans, trois ans et un an, suivant qu'il s'agit d'un crime, d'un délit ou d'une contravention.

La rédaction de l'article 637 a été sévèrement critiquée. Boitard, dans ses Leçons de Droit criminel, N° 318, dit que cet article présente un pléonasme. Cela est vrai, mais avec un peu d'attention on arrive bien à saisir le sens de l'article. On pourrait adresser au législateur un autre reproche plus juste. Il y a un grand nombre de crimes, de délits et de contraventions. Le législateur, sans tomber dans des divisions trop nombreuses, sans créer une multitude de prescriptions diverses, aurait bien pu, semble-t-il, ne pas faire entrer tous les crimes dans une seule catégorie, et de même pour les délits et les contra-

ventions. Avec cette simplification à outrance on arrive vite à l'injustice. C'est là un défaut de la législation, mais qui est peu sensible en ce qui concerne l'action civile. Car le dommage n'est pas en raison directe de la culpabilité et si, en thèse générale, on peut soutenir que les délits causent un préjudice pécuniaire moins grand que les crimes, il est bien difficile de dire qu'un crime va causer un préjudice pécuniaire en rapport avec sa gravité. On n'en sait rien; et, semble-t-il, le législateur a donc bien fait de choisir un moyen terme, applicable indistinctement aux réparations civiles résultant d'un crime en ce qui concerne la prescription.

N° 23. — *A partir de quel moment court la prescription?*
Doctrines.

D'après les dispositions du Code d'instruction criminelle, la prescription de l'action civile court du jour même de la perpétration de l'infraction. Dans le Code de Brumaire de l'an IV il n'en était pas ainsi. La prescription ne courait que du jour où l'infraction était connue ou légalement constatée. Le législateur, à cette époque, avait eu en vue surtout la protection de la société. Il est évident que dans cette législation il était très rare qu'un crime ou un délit restassent impunis. Mais cette protection accordée à la société n'était-elle pas excessive? Nous le pensons et n'hésitons pas à préférer à la législation de Brumaire celle qui nous régit. En effet, il est fâcheux pour la société qu'un fait répréhensible soit réprimé longtemps après qu'il a été commis. L'opinion publique aura plutôt de la pitié que de la colère pour le coupable poursuivi dans ces conditions. Si la poursuite échoue, les magistrats qui l'ont intentée seront presque certainement

blâmés et le prestige de la justice en souffrira. Le coupable a eu beaucoup de craintes quoique son crime soit demeuré inconnu, les preuves ont certainement dé péri et il sera bien rare d'acquérir une certitude complète sur la culpabilité. Enfin l'oubli est une loi naturelle bienfaisante dont il ne faut pas contrarier les effets. Merlin est de notre avis et presque toute la doctrine est d'accord pour trouver sages les dispositions de la loi actuelle (1).

Cependant dans certains cas particuliers le législateur a maintenu l'ancienne règle. Pour les délits forestiers, la prescription ne court que de la clôture du procès-verbal (Voir : article 185 du Code forestier, Cass. 21 août 1850. Bulletin N° 287). La raison en est sans doute qu'il est difficile de connaître en cette matière le délit au moment même ou peu de temps après qu'il vient d'être commis. D'ailleurs la prescription édictée est très courte et l'impunité serait trop souvent accordée au délinquant si on avait saisi le droit commun. En matière de contravention forestière, si on souleve l'exception de propriété, la prescription ne court que quand le délai pour intenter l'action au civil est expiré. La prescription alors applicable est celle d'un an. En matière de défrichement, la prescription ne court que de l'époque où il aura été consommé. Cette solution n'est applicable que lorsqu'il n'y a pas eu de procès-verbal dressé (Voir : Muteau, page 102). En matière de pêche (article 68 de la loi du 15 avril 1829), la prescription court du jour où le délit a été constaté.

(1) Puisque l'oubli est la raison d'être de la prescription, ne faut-il pas supposer qu'il doit se faire plus facilement pour les délits non révélés que pour les autres. Laborde. Précis de Droit Criminel, N° 768. Voir aussi sur cette question Boniface, t. 2, p. 3, l. 1, t. 15, chapitre 2. Merlin, Répertoire. Voir Prescription, section 387, art. 1, N° 3.

On pourrait donner, pour justifier cette solution, les mêmes raisons que plus haut. L'article 50 de la loi du 2 février 1852 dispose aussi que la prescription de trois mois en matière de délits électoraux prendra cours à partir de la promulgation de l'élection. (Cass., 23 octobre 1886. S. 87, 1, 141). Cette solution se comprend et se justifie par des raisons analogues.

Pour que la prescription puisse commencer à courir, il faut que le délit soit entièrement consommé. Mais le jour même où le délit est commis doit-il être compté dans le délai ? Les auteurs sont divisés sur cette question et la jurisprudence flottante adopte tour à tour les deux solutions.

Pour l'étude de cette question intéressante nous allons exposer et justifier la solution que nous adoptons. Nous exposerons ensuite la doctrine de quelques auteurs et les arguments qu'ils font valoir, et nous terminerons en citant quelques monuments de la jurisprudence.

Quel est donc le véritable jour du délai ? Celui où le délit est commis ou le lendemain. Les deux systèmes ont été soutenus. Mais si, comme dit M. Laborde, on les examine tous deux sans prévention, on voit qu'ils aboutissent à un résultat également inexact. Nous ne pouvons faire mieux que de citer ici le savant professeur : « Celui qui exclut le jour du délit ajoute au délai de la prescription la fraction de jour qui s'est écoulée depuis le moment où l'infraction a été commise jusqu'au moment suivant. Celui qui compte le jour du délit abrège le délai légal de cette fraction de jour. Pour arriver à un résultat mathématiquement exact, il faudrait compter le délai de *memento ad mementum* et non de *die ad dum* ; mais ce mode de calcul n'est généralement pas admis par notre Droit et il est même exclu par les termes des articles

637 et 640. A compter du jour où le crime aura été commis, à compter du jour où la contravention aura été commise ». Il faut donc choisir parmi les deux premiers systèmes celui qui malgré l'inexactitude signalée est le plus conforme aux principes. Le siège de la difficulté est dans cette expression : « à compter ». Quel est son véritable sens ? Elle signifie sans compter, disent les partisans du premier système. Elle signifie en comptant, disent les partisans du second (1). Pour nous, elle est équivoque et nous le démontrerons par cet exemple : Supposons qu'étant au mois de juin, un professeur dise à ses élèves : « A compter du 1^{er} juillet je ferai mon cours à 8 heures », aucun d'eux n'aura l'idée d'exclure le 1^{er} juillet du délai. Supposons qu'employant une autre formule il ait dit : « A compter du 30 juin je ferai mon cours à 8 heures », aucun d'eux certainement ne comprendra le 30 juin dans le délai. Pourquoi donc cette expression reçoit-elle deux sens différents aboutissant au même résultat pratique ?

C'est que par elle-même elle est douteuse et si elle se précise dans l'esprit des auditeurs c'est qu'ils s'associent à la pensée du professeur qui est, quelle que soit la formule employée, de changer l'heure de son cours pour le mois de juillet. Quand les termes de la loi ne sont pas clairs, le devoir de l'interprète est de se rattacher aux principes. Or, les principes veulent qu'une action se prescrive dès quelle peut être exercée. L'exercice de l'action

(1) Certains auteurs croient résoudre en ce sens la difficulté en disant que cette expression, à compter du jour du crime, ne signifie pas à compter du lendemain. Mais ce n'est là qu'un jeu de mots, car si le texte portait à compter du lendemain du crime, la difficulté serait simplement déplacée ; il s'agirait toujours de savoir s'il faut compter ou exclure le lendemain du crime dans le calcul du délai.

civile pouvant commencer le jour même de l'infraction, ce jour doit être compris dans le délai. L'ancien Droit, il est vrai, suivait la solution contraire, mais on comptait comme complet le dernier jour de la prescription dès qu'il était commencé, de telle sorte que la fraction de jour perdue pour l'inculpé au commencement du délai se trouvait regagnée à la fin (1). Ce mode de calcul, emprunté aux règles de l'usucapion romaine, ne peut plus être suivi; mais son emploi dans notre ancienne jurisprudence démontre qu'on ne peut pas, sans choquer la raison et l'équité, exclure du délai le jour du crime et exiger en même temps que le dernier jour du délai soit intégralement rempli (2).

(1) Voir Muyart de Vouglans. *Institutes.*, page 92. Serpillon, t.1, p. 828.

(2) Les législations étrangères ont adopté tantôt l'une, tantôt l'autre solution. Leurs termes ne prêtent pas d'ailleurs à l'équivoque. Le jour où l'infraction a été commise est compris dans le délai de la prescription, dit l'art. 24, titre préliminaire du Code de Procédure Pénale Belge. Loi 17 avril 1838. — «La prescription commence à courir le lendemain du jour où le fait a été commis», porte l'article 71 C. Pénal des Pays-Bas.

D. 45. 1. 87. La Cour... Vu l'article 12 de la loi du 30 avril 1790. Attendu qu'il était généralement admis dans l'ancien Droit français que le jour à partir duquel une action était ouverte, ou une prescription commencée, ne devait pas être compté dans le délai de l'action ou de la prescription.

Que l'art. 12 de la loi du 30 avril 1790 doit être entendu dans le sens donné par la jurisprudence alors universellement admise aux expressions dans lesquelles il est conçu. Que d'ailleurs le texte de cet article portant: «Toute action pour délit de chasse sera prescrite par le laps d'un mois à compter du jour où il aura été commis» présente littéralement le même sens. (Du 10 janvier 1845).

D. 73. 1. 221 du 4 avril 1873. La Cour... Attendu que, par conséquent, la Cour d'Appel de Bastia, en ne comprenant pas le dies à quo dans le dit délai, et en déclarant l'action non prescrite, loin de violer les articles 183, 182, 637 et 638, C. I. C., et 50 du décret du 2 février 1852, en a fait une juste et saine application.... exclut d'une manière non équivoque le jour où cette proclamation a eu lieu, du délai pendant lequel court le temps de la prescription. Que cette disposition de la loi spéciale rentre dans l'esprit des articles 637 et 638 C. I. Crim.

Nous déciderons donc que le jour où l'infraction est perpétrée compte dans le délai. Dans le Droit romain ce jour était compté; dans l'ancien Droit il ne l'était pas. (Dumoulin. C. pénal, t. I, 10, N° 2).

Nous pouvons encore pour justifier notre solution tirer argument de l'article 2260 C. civil. Ensuite, dans le doute, le coupable a toujours droit à l'interprétation la plus douce; et la prescription est une institution favorable que l'on doit étendre plutôt que restreindre.

Mangin adopte notre opinion et la justifie par un jeu de mots en disant qu'à compter ne signifie pas certainement à compter du lendemain. M. Cousturier rejette notre opinion. Il s'appuie sur les articles 135, 205, 425 du code d'instruction criminelle. Mais on peut lui répondre que la question de principe reste entière, car les textes sont contradictoire. Les articles 203 et 373 C. I. Crim. viennent fortifier l'opinion que nous avons adoptée.

M. Corne, dans sa thèse, adopte notre opinion en se basant sur l'altération des preuves et les tourments du coupable. Ces arguments paraissent puérils quand le délai soumis à la discussion est de quelques heures. M. Rochoux, dans sa thèse, adopte l'opinion contraire, mais sans la justifier et en la considérant comme un fait acquis et indiscutable.

M. Haus (N° 536) adopte notre opinion, mais sans la justifier. Le Seyller se range à cet avis et invoque les angoisses du prévenu, la disparition des preuves, l'oubli.

M. Muteau, qui se range rarement à l'opinion commune, admet l'exactitude de notre solution, mais la critique vivement et n'hésite pas à préférer les dispositions du Code de Brumaire an IV. Il dit que les coupables sont peu intéressants et qu'il faut sauvegarder autant que possible l'action civile. Il se montre sceptique en ce qui concerne

les remords des coupables (Muteau, page 167). La jurisprudence, dit-il aussi, a décidé que c'était au ministère public à faire la preuve que la prescription n'était pas acquise, ainsi qu'à la partie lésée. Il critique cette solution en disant que c'est le prévenu qui invoque l'exception qui doit démontrer son fondement. Cependant, on pourrait lui répondre que le ministère public est tenu de prouver que le délit existe et qu'il a été commis à telle date. Dès lors, le calcul de la prescription en découle tout naturellement.

Enfin, Faustin Hélie adopte, lui aussi, notre opinion.

N° 24. — *Jurisprudence.*

La jurisprudence, quoique flottante, ne paraît pas dans ses derniers monuments nous donner raison. D. 61, 1, 241. Du 2 février 1861. La Cour..... Attendu que les expressions employées par le législateur de 1844, laps de trois mois à compter du jour du délit, excluent d'une manière non équivoque le jour où le délit a été perpétré du délai pendant lequel court le temps de la prescription, que cette disposition de la loi spéciale entre d'ailleurs dans l'esprit des articles 637 et 638 C. I. C....., etc.

N° 25. — *Délits collectifs par l'unité de résolution et de but. Délits d'habitude.*

La fixation du point de départ de la prescription soulève quelques difficultés dans les délits continus, dans les délits collectifs par l'unité de résolution et de but et dans les délits d'habitude. Pour les délits continus on pouvait hésiter entre le jour où le délit a commencé et celui où il a pris fin. Mais on a bien vite observé que même avec la

première idée il fallait faire courir la prescription seulement du jour où l'infraction a cessé. La permanence du délit produit en effet une interruption incessante qui retarde le point de départ de la prescription jusqu'à cette dernière date. Cette solution permet d'atteindre des faits remontant au delà du délai de la prescription ; mais l'indivisibilité qui unit tous les actes d'exécution de ce genre d'infractions justifie juridiquement ce résultat. (Laborde. Précis de Droit Criminel, N° 770).

Nous fixerons le même point de départ pour les délits collectifs composés de délits de même nature réitérés par le même agent en exécution de la même résolution criminelle et pour atteindre le même but. L'unité des actes internes doit faire considérer comme les éléments d'une seule infraction ces faits réitérés qui, pris isolément, seraient des délits distincts. A l'égard des délits collectifs, composés de faits accomplis par des agents différents, une distinction devient nécessaire ; si ces faits sont tous principaux la solution sera la même ; si, au contraire, il y a un fait principal et un fait accessoire, la prescription courra du fait principal même à l'égard du fait accessoire.

Pour les délits d'habitude il est certain que la prescription ne peut commencer de courir du premier fait, puisque ce fait n'est pas constitutif de l'habitude, mais dès que deux faits sont réunis le délit existe et peut se prescrire, bien qu'il soit susceptible d'être réitéré par des faits postérieurs. Ces deux solutions sont acceptées ; on discute seulement la question de savoir si les faits desquels on veut faire résulter l'habitude peuvent être séparés l'un de l'autre par un délai illimité, ou bien si ce délai a une limite et quelle est-elle ? Un premier système ne pose aucune limite ; à quelque date éloignée qu'ait été

commis un premier prêt usuraire, il suffirait d'un second prêt pour consommer le délit. Le délai de la prescription aurait pu s'écouler entre les deux faits ; peu importe. Le délit n'existait pas avant le second fait, par conséquent, dit-on, il n'a pas pu se prescrire : ce raisonnement est un sophisme. Supposons, en effet, qu'au lieu de deux prêts usuraires il y en ait trois, deux très rapprochés l'un de l'autre et le troisième espacé du second par le délai de la prescription ; aucune répression ne sera possible parce que le délit d'habitude constitué par les deux premiers faits est prescrit et que par suite le troisième fait se trouvant isolé des autres ne peut à lui seul constituer l'infraction. Supprimons maintenant le premier de ces faits. Comment admettre, sans contradiction, que le second réuni au troisième deviendra punissable ? Un second système exige que tous les faits constitutifs de l'habitude aient été commis dans les trois ans qui précèdent la poursuite en supposant qu'il s'agisse d'un délit. Ce système est le moins répressif. Il repose, comme le précédent, sur un sophisme. On veut que l'action publique soit recevable individuellement contre chacun des faits constitutifs de l'habitude pour l'être contre tous. Mais alors c'est que l'on considère chacun de ces faits comme des délits distincts. Or, ils ne sont que les éléments d'un seul et même délit. Appliqué, ce système réduit l'action publique à un délai toujours inférieur à sa durée légale, car elle ne peut être intentée que dans les trois ans qui suivent le premier fait et seulement à compter du second. Il est donc théoriquement faux. Un système intermédiaire nous paraît devoir être suivi. Il permet de réunir au fait que l'action publique peut atteindre tout fait antérieur qui n'est pas séparé de celui-ci par le délai de la prescription. Ainsi pour les délits correctionnels,

l'action publique intentée dans les trois ans à compter du dernier fait pouvait atteindre des faits commis dans les six dernières années. Ce système évite les inconvénients des deux précédents. Il est judicieux et n'a rien d'arbitraire; les éléments de l'habitude se prescrivent par un délai égal à celui par lequel le délit se prescrit. La loi du 19 décembre 1850, article 2, fournit en sa faveur un puissant argument: «Après une première condamnation pour habitude d'usure, dit ce texte, le nouveau délit résultera d'un fait postérieur, même unique, s'il est accompli dans les cinq ans, à partir du jugement ou de l'arrêt de condamnation. Ne faut-il pas conclure a contrario de cette disposition que le délai normal dans lequel doit se produire le second fait constitutif de l'habitude est de trois ans s'il s'agit d'un délit, c'est-à-dire le délai même de la prescription (Laborde, N° 770).

M. Labrousse, dans sa thèse, indique que le délit continu ne peut se prescrire que lorsqu'il a pris fin (Voir Cousturier, N° 105. Haus, t. II, N° 1331. Ortolan, t. II, N° 741. Garraud. Précis, N° 417. S. t. I, N° 384). M. Labrousse cite, comme exemple de délits de cette nature, la séquestration illégale, la détention arbitraire. (Voir Dalloz. Répertoire. Prescription criminelle, N° 60. Faustin Hélie, t. III, page 705).

L'article 407 du code pénal vise l'abus de blanc-seing; ce sera un délit si la pièce signée a été confiée à celui qui en abuse; un crime si elle ne lui a pas été confiée. Le délit est-il consommé dès que le blanc-seing est rempli? Le texte de la loi semble bien dire que dès que le blanc-seing a été rempli le délit existe. La Cour d'Orléans, par un arrêt en date du 24 août 1840 (S. 40. 2. 423), a méconnu ces principes. Remarquons que l'usage n'est pas ici un élément du délit (Chauveau et Faustin Hélie.

Théorie du code pénal, t. V, p. 306). Ce délit n'est pas un délit successif. Cass., 11 mars 1825 (S. 23. 1. 45). Un arrêt de la Cour de Cassation du 5 janvier 1883 (D. 83. 1, 366) est d'un avis diamétralement opposé. Elle indique que la prescription n'est pas accomplie lorsque moins de trois ans se sont écoulés entre le dernier fait d'usage de la convention frauduleuse et le premier acte de poursuite (1).

Pour nous, dans la généralité des cas, le délit est consommé au moment même où se produit le fait incriminé. Ainsi pour le délit d'homicide par imprudence, la prescription court du jour où la blessure a été faite et non du jour du décès de la victime.

En matière de dénonciation calomnieuse (2), pour que le délit existe, il faut trois choses, la dénonciation, la fausseté des faits reprochés et enfin la mauvaise foi du dénonciateur. Dalloz (Répertoire. Voir Pres. criminelle, N° 72) dit que la prescription court du jugement qui reconnaît la calomnie. On ne peut accepter cette opinion. Car l'on ne peut pas dire que la calomnie existe seulement au moment où le jugement est rendu. La calomnie n'est

(1) D. 83. 1 366. (Du 5 janvier 1883). La Cour... Attendu que l'abus de blanc-seing se réalise par l'usage frauduleux qu'on en fait ; qu'il se reproduit donc et se perpétue chaque fois que cet usage se renouvelle ; d'où suit que la prescription du délit qu'il constitue ne commence à courir qu'à dater du dernier usage qu'on en fait..., etc.

Pour Dalloz (C. Annotés. Prescription N° 114), la prescription du délit qui constitue l'abus du blanc-seing ne court que du jour où il a été fait un usage frauduleux de cet acte, le délit de fabrication du dit acte se reproduisant et se perpétuant par chacun des actes d'usage qui en a été fait.

(2) D. 57. 1. 133. (Du 6 février 1857). La Cour... Attendu que c'est à partir de cette décision définitive et non attaquée qu'a été ouvert pour Emmanuel le droit de plainte en dénonciation calomnieuse et que, par suite, a commencé à courir la prescription contre cette action.

pas éventuelle. Si elle existe, elle existe au moment où les paroles fausses et malveillantes ont été prononcées avec mauvaise foi. Accepter un autre système, dit Cousturier, c'est revenir à l'époque où le Code de l'an IV était en vigueur, à l'époque où la prescription courait du moment où le délit était connu et légalement constaté. (Voir Cousturier, N° 96. Haus, t. 2, N° 1348 et Brun de Villeret, N° 189).

Vazeilles (à son numéro 652) et Mangin (t. 2, N° 330) admettent le système que nous repoussons. Mais Vazeilles admet que ce système comporte certaines restrictions. Mangin fait valoir que la partie lésée peut ne connaître que très tard le nom du dénonciateur. Ce sont là des considérations pratiques qui ne peuvent en rien ébranler notre système (1).

En matière de délits de presse, quelle sera la solution? Pour ce qui concerne les délits commis par la parole, la solution est facile à donner. La prescription court du moment où les paroles ont été prononcées. Mais si le délit a été commis par écrit? Comptera-t-on à partir du fait de publication le plus ancien ou à partir du fait le plus récent? On pourrait, en s'appuyant sur l'article 29 de la loi du 26 mai 1819, soutenir que l'on doit compter à partir du fait le plus récent. Mais si nous observons que le législateur par la loi de 1881 a voulu restreindre le plus possible la durée de la prescription, nous dirons que cha-

(1) Pour Dalloz (C. Annotés, N° 465): En matière de dénonciation calomnieuse, la prescription commence à courir du jour où la dénonciation a été reconnue calomnieuse. D'après lui, Le Seyller pense que le délai de la prescription pour la personne dénoncée court du jour même du fait préjudiciable si elle en a eu immédiatement connaissance et sinon, du jour où elle l'a connu.

que fait de publication se prescrit à sa date. (Bulier, t. 2, N° 1009. Cassation 11 juillet 1889. S. 89. 1. 349)

Nous donnerons la même solution en ce qui concerne la diffamation. La prescription court du jour où l'écrit a été livré au public. (Cass. 28 mars 1890. S. 90. 2. 549).

N° 26. — *Opinions doctrinales. Etude de quelques cas particuliers.*

En ce qui concerne les délits d'habitude, M. Labrousse accepte notre système que partagent aussi Garraud, t. II, N° 63. Villey, page 239. Trébulien, t. II, page 158. Bertauld, page 612. Normand, page 162. Le Graverend, t. I, p. 75, et que repoussent Faustin Hélie, t. 3, p. 711. Le Seyller, N° 471, ces deux auteurs soutenant que la prescription s'applique à tous les faits constitutifs, bien qu'ils remontent au delà des trois ans. et Brun de Villaret, N° 190, Mangin, t. 2, N° 329 qui admettent que pourvu que le dernier fait ne soit pas prescrit on peut y rattacher les faits antérieurs, quelle que soit leur date (1).

Le Seyller indique que pour les délits successifs la prescription commence à courir du jour où le délit cesse d'être commis. Il cite Dunod. Traité des prescriptions, page 2, ch. 9, p. 192. Rousseau de Lacombe, M. C. t. 1, ch. 1^{er}, p. 285. Muyart de Vouglans, p. 3, ch. 4, p. 91. Il cite un arrêt du 29 août 1861. D. 1863, 1, 480 acceptant cette solution ainsi qu'un arrêt du 2 juin 1865. Dall. 1865. 1. 403. La Cour. Attendu en fait que par

(1) D. 63. 5. 395. (Du 14 novembre 1862). La Cour... Attendu que ces faits, qui remontent à plus de trois ans, forment donc, avec les faits plus récents, l'élément commun du délit lorsqu'à aucune époque ce même espace de trois ans n'en a interrompu la continuité.

citation en date du 5 mars dernier, Battesti a été prévenu de deux empiètements sur la voie publique au moyen d'une rampe qu'il aurait fait construire..... que le juge de police en le considérant non comme une contravention successive mais comme une contravention permanente a admis qu'il était couvert par la prescription, plus d'une année s'étant écoulée depuis. Qu'il a fait une saine application à ce fait de l'article 640..... etc.

Le Seyller indique que le rapt est un délit permanent. Le Graverend (t. 1, ch. 1^{er}, p. 81) dit que le Code ne punit pas l'enlèvement ou le déplacement des mineurs opéré par fraude ou violence.

1° Que la séquestration est aussi un délit permanent.

2° Que le vol n'est pas un délit successif, car il porte sur des objets inanimés, que l'on peut garder sans que des efforts puissent être produits par eux en vue d'une évaison. Le vol est cependant continu quand les voleurs aident à transporter autre part les marchandises volées. Le recélé ne se prescrit que quand il cesse.

3° L'abus de confiance n'est pas un délit successif. La prescription d'ailleurs ne courra que lorsqu'au fait de détournement se sera joint l'intention frauduleuse (1).

4° La bigamie est un délit permanent et successif (Delaporte. Pandectes franç., t. 22, page 201) pour certains auteurs. Pour nous, sa définition légale en fait un délit instantané.

Le Graverend (t. 1^{er} p. 80) dit que les crimes commis par un rassemblement armé contre la force légale ou

(1) D'après Dalloz, l'abus de confiance ne se prescrit qu'à partir de l'époque où une mise en demeure restée infructueuse a fait ressortir le refus ou l'impossibilité de restituer.

Dalloz. Codes annotés, N° 119. Prescription.

contre les citoyens sont des crimes permanents. Les auteurs sont très divisés sur cette question. Le Grave-rend indique aussi que la désertion et l'évasion des forçats sont deux crimes successifs.

Lorsqu'il y a banqueroute, dit Brun de Villaret, les faits qui ont été accomplis avant la cessation de paiement se prescrivent à partir de cette cessation de paiement. Ceux qui lui sont postérieurs se prescrivent à leur date.

Muteau cite la jurisprudence qui admet que la prescription du délit de dénonciation calomnieuse commence à courir du jour seulement où elle a été reconnue calomnieuse, et trouve avec raison cette solution illogique. Il estime que la bigamie et le vol sont des délits instantanés.

Quand un acte dressé par un notaire, dit Muteau, contient deux contraventions, la prescription ne court que de la dernière en date. Le jour de la contravention n'est pas compris ici dans le délai de deux ans. Pour l'adultère, au civil, s'il y a de nouveaux excès on peut invoquer les anciens; au pénal chaque fait se prescrit à sa date.

L'action contre le créancier de la faillite qui se fait consentir un avantage particulier à raison de son vote ne se prescrit par trois ans qu'à partir de ce vote (1). Muteau indique aussi que le complot est un crime instantané constitué par le seul fait actif d'avoir concerté la résolution d'agir et non dans le fait passif de persévérer.

La Cour de Cassation a décidé justement que la pres-

(1) De même Dalloz. Codes annotés. Prescription, N° 162.

cription du délit de fabrication d'objets contrefaits n'a pas pour effet de consacrer définitivement et absolument la légitimité de tels objets. Il y a toujours délit à les recéler, vendre ou mettre en vente. Voir aussi Muteau (pages 198 à 234) en ce qui concerne les fraudes électorales, l'escroquerie, l'évasion de détenus, l'excitation à la débauche, l'excitation à la hausse ou à la baisse des denrées par des moyens frauduleux, les délits des fonctionnaires, les délits et contraventions forestières, les mines, la pêche, les infractions aux règlements de police générale, les infractions à la police rurale, les infractions à la police sanitaire et urbaine, les délits de presse, etc.

Pour nous, nous pensons qu'il existe un critérium pour distinguer les infractions instantanées des infractions continues et les infractions simples des infractions collectives.

On distingue les infractions instantanées des infractions continues en s'attachant avant tout à la définition légale de l'infraction. Ainsi les articles 342 et 343 Code pénal tiennent compte de la durée de la séquestration pour la fixation de la peine; ils impliquent donc que ce fait doit avoir une durée. Le sens grammatical du nom de l'infraction ne doit être pris en considération qu'à défaut de toute définition légale ou de toute indication d'un sens contraire. Par exemple on ne pourrait pas faire de la bigamie une infraction continue en se fondant sur la définition donnée par le dictionnaire de l'Académie, car d'après l'article 340 le crime consiste dans le fait de contracter un second mariage avant la dissolution du premier. Dans la recherche des délits continus il faut éviter: 1° de prendre pour le délit les conséquences de l'infraction qui généralement sont durables et souvent perpétuelles; 2° de prendre pour la continuité d'un fait

la réitération de ce fait en vue d'accomplir un projet criminel unique.

Deux éléments caractérisent l'infraction collective ; la pluralité des faits et l'unité de délit. Les faits sont l'exécution d'une seule et même résolution criminelle et tendent au même but. Aussi appelle-t-on ces délits, délits collectifs par l'unité de résolution et de but. Des réitérations quotidiennes ou périodiques constituent le critérium caractéristique de l'unité de résolution et de but lorsque dans l'intervalle de ces réitérations aucune circonstance telle qu'un procès-verbal, une saisie, une arrestation ne sont venus forcer l'agent à réfléchir et à renouveler la résolution criminelle qu'il exécutait en répétant le fait du délit. (Laborde N° 201 et 203).

C'est en se basant sur ces indications qu'il sera facile de distinguer exactement quel est le point de départ de la prescription.

N° 27. — *Difficultés qui surgissent quand la qualification donnée aux faits qui constituent l'infraction n'est pas en rapport avec la peine prononcée.*

Si la juridiction civile est saisie la première de l'action civile, elle qualifie le fait de la façon qu'elle juge convenable et n'a plus qu'à appliquer la prescription d'après la qualification adoptée. Si le Tribunal correctionnel a jugé l'infraction et l'a qualifiée, le Tribunal civil s'en rapporte à la qualification donnée par la juridiction de répression. Des difficultés peuvent se produire si la qualification donnée au fait qui constitue l'infraction n'est pas en rapport avec la nature de la peine prononcée. Ces difficultés naîtront avec l'application des circonstances atténuantes, des excuses de la récidive qui fera d'une contrā-

vention un délit porté devant le Tribunal correctionnel. Si la peine est correctionnelle, faut-il considérer le crime comme transformé en délit? Quel est donc l'effet des excuses et des circonstances atténuantes sur la qualification de l'infraction? Nous répondrons que les circonstances atténuantes ne produisent aucun effet sur la qualification de l'infraction, parce qu'elles constituent une atténuation judiciaire de la peine; à l'inverse, les excuses modifient la qualification du fait parce qu'elles constituent une atténuation légale. Il faut donc décider que la prescription reste fixée à dix ans malgré la substitution d'une peine correctionnelle à une peine criminelle par l'effet des circonstances atténuantes, tandis que le changement de pénalité par l'effet d'une excuse rend l'infraction prescriptible par trois ans (1). (Laborde. Précis de Droit criminel, N° 767).

Dans la doctrine on rencontre la plus grande divergence. M. Labrousse, dans sa thèse, adopte notre opinion en ce qui concerne les circonstances atténuantes. Il signale un inconvénient pratique de l'opinion qu'il combat. S'il s'agit d'un crime important, les travaux forcés à temps, la Cour, à la suite de la déclaration de circonstances atténuantes, lui peut appliquer la réclusion ou les peines portées à l'article 401 C. pénal. Mais il est à peu près certain que si trois ans se sont écoulés depuis le délit, la Cour n'usera jamais de son abaissement facultatif qui assurerait l'impunité.

(1) La jurisprudence n'a pas un système bien tranché. Elle suit notre opinion pour les circonstances atténuantes et pour l'excuse de la minorité. Elle suit une opinion différente pour l'excuse de la provocation; d'ailleurs elle se montre très flottante.

(En Belgique, les délits atténués sont soumis à la prescription des infractions de simple police).

Il adopte aussi notre opinion en matière d'excuses, invoquant cet argument que le crime atténué est un crime, tandis que le crime excusé est un délit. Il ajoute, avec juste raison, que ces solutions sont applicables aux infractions punies par des lois particulières, lorsque ces lois n'ont pas de dispositions spéciales relatives à la prescription. La Cour de Cassation, dit-il aussi, que le crime du mineur de 16 ans se prescrivait par trois ans, parce que le coupable était jugé par le Tribunal correctionnel. Cette raison est pitoyable. D'ailleurs, comment la faire cadrer avec l'hypothèse où le mineur ayant des co-auteurs ou complices majeurs, tous les coupables sont jugés par la Cour d'assises.

Villey a soutenu que la prescription se calculait toujours par la criminalité objective et jamais d'après la criminalité subjective. Cette opinion ne se base sur aucun argument sérieux, et l'on ne voit pas bien d'ailleurs ce que peut être la criminalité objective. Le mot crime éveille une idée de culpabilité; or, des faits très graves au point de vue moral peuvent rester impunis parce qu'il n'y a pas eu de culpabilité de la part de l'agent qui les a commis.

Muteau dit qu'il est admis par la doctrine et la jurisprudence que les circonstances atténuantes conservent au fait sa qualification. Il indique que si le jury dans une de ses réponses déclare que le fait a été commis depuis moins de dix ans sans dire s'il y a plus de trois ans, on ne peut rien inférer de cette réponse en ce qui concerne des poursuites correctionnelles. Il affirme, enfin (page 74), que la prescription doit toujours se calculer d'après la quali-

fication donnée par la juridiction définitive. C'est là d'ailleurs l'opinion de Dalloz (1).

Il souligne aussi la remarque que fait Faustin Hélie sur le flottement de la jurisprudence qui place le fondement de la prescription tantôt dans la nature de l'infraction, tantôt dans la qualification du fait telle qu'elle résulte des débats, tantôt dans la juridiction à laquelle le fait punissable est déféré.

Il reconnaît que le crime du mineur de 16 ans se prescrit par trois ans, mais affirme que cette solution est très injuste pour la partie civile, qui voit ses droits diminués par le traitement de faveur accordé au mineur.

Enfin M. Muteau signale qu'une grande quantité de décisions contradictoires ont été rendues au cas où par exception, soit dans le code pénal, soit dans les lois spéciales, l'infraction a reçu une qualification qui n'est déduite ni de la juridiction ni de la peine.

(1) M. Rochoux, dans sa thèse, dit que par l'effet d'une excuse atténuante, le crime est transformé en délit ; et que les circonstances atténuantes ne déclassent pas l'infraction. Il indique qu'en Belgique, le juge d'instruction a le droit de transformer un crime en délit, un délit en contravention en déclarant qu'il y a des circonstances atténuantes. Il indique que les causes d'aggravation ou d'atténuation relatives à l'élément moral de l'infraction ne produisent généralement d'effet que pour le délinquant en qui elles se produisent. L'excuse légale de la provocation, le cas de légitime défense, produisent presque toujours de l'effet vis-à-vis de tous les agents de l'infraction, bien que, dit-il, celle de la provocation soit personnelle.

M. Corne, dans sa thèse, indique que les circonstances atténuantes ne modifient pas le délai de la prescription, que les excuses atténuantes les modifient ainsi que les circonstances aggravantes. Voir aussi Haus, N° 530 et 531. Mangin, N°s 296, 297. Faustin Hélie, N° 687. Le Seyller, N°s 540 et suivants, etc.

4^{me} DIVISION — Prescription des infractions punies par des lois spéciales

N° 28. — *Prescription des infractions punies par des lois spéciales.*

Certaines contraventions, prévues par des lois antérieures au code pénal, comme, par exemple, la loi du 28 septembre, 6 octobre 1891, se prescrivent par un délai d'un mois (arrêt du 7 novembre 1885. S. 87, 1, 340). Il en est de même pour le délit d'abandon d'animaux sur le terrain d'autrui. Voir de même l'article 2 de la loi du 23 thermidor an IV (1).

En matière de contrefaçon industrielle ou littéraire, on admet que la prescription applicable est la prescription de droit commun. Quel sera son point de départ? Le recélé et l'expositon en vente des objets contrefaits constituent des délits successifs. La prescription ne court que du jour où a cessé le recel ou la mise en vente. On s'est demandé si la fabrication géminée des objets en contre-

(1) A partir de quand court ce délai d'un mois visé par l'article 8 de la loi des 28 septembre et 6 octobre 1791? C'est du jour où le délit a été commis. Vazeilles, N° 177. Carnot, N° 10 sur l'article 640. Bourguignon, Jurisprudence des Codes Criminels. Rauter, N° 858. Faustin Hélie, t. 3, page 714. Cousturier, N° 717. Brun de Villeret, N° 482. La prescription des délits ruraux, qu'on s'appuie sur le Code de 1791 ou sur le Code actuel, s'interrompt non seulement par la citation au prévenu, mais encore par tout acte de poursuite. L'article 8 ne parle que de poursuites (18 août 1809. Bulletin N° 442, Vazeilles, N° 780. Merlin. Questions de Droit. Délits ruraux, 3, p. 181. Mangin, N° 348. Favard de Langlade. Répertoire. Voir Prescription, t. 5, § 2, N° 4. Cousturier, N° 123. Brun de Villeret, N° 469. Bourguignon soutient l'opinion contraire. De même Rauter, N° 858. Il cite un arrêt de Messidor an XIII, qui est modifié par un arrêt de 1809.

façon d'un brevet est un délai successif ou si chaque fait de fabrication isolée constitue le délit puni par la loi. Le délit est consommé dès que l'agent a contrefait le produit breveté. En matière littéraire on punit le délit d'ouvrages contrefaits et l'introduction sur le territoire français d'ouvrages qui, après avoir été imprimés en France, ont été contrefaits à l'étranger. Il est à remarquer qu'en cette matière le délit date du jour même de la publication ou de la mise en vente.

Si un directeur fait jouer sans droit une pièce de théâtre, la prescription est de trois ans. Nous pensons, contrairement à la jurisprudence, que chaque nouvelle représentation peut être poursuivie. La prescription du délit de vente d'un ouvrage contrefait court du jour de la vente (Brun de Villeret, 456 à 458).

Certaines infractions portées devant la juridiction civile sont punies par une amende.

Quelle est la prescription qui leur sera applicable?

On peut citer : 1° les amendes qui frappent ceux qui ont contrevenu aux dispositions de la loi en ce qui concerne les actes de l'état civil ; 2° les infractions qui sont commises par les notaires et que vise l'article 53 de la loi du 25 vendémiaire de l'an XI ; 3° enfin les infractions commises à l'occasion ou dans le cours d'une instance civile et dont la sanction consiste dans une condamnation pécuniaire. Cousturier attribue à ces infractions le caractère pénal de même qu'aux amendes perçues sans jugement par l'Administration des Domaines pour contravention aux lois sur l'Enregistrement. Nous dirons, au contraire, que les faits ainsi réprimés n'ont pas par eux-mêmes un caractère pénal que si l'infraction ne porte pas une atteinte réelle à l'ordre public ; si elle n'est pas prévue par le code pénal ou par une loi spéciale, elle ne

constitue pas un délit. Le mot amende employé par les textes ne doit pas être invoqué à l'appui de l'opinion contraire. Il est employé par l'article 50 du code civil et certes dans ce cas là certainement il n'existe aucun délit. D'ailleurs, dans tous les cas que nous envisageons, le législateur n'a certes pas voulu que la personne punie de l'amende reçoive une flétrissure morale (1).

Reconnaissons cependant que la loi du 16 juin 1824, article 14, sur l'Enregistrement, fait de certains agissements des notaires des délits et les soumet à la prescription de deux ans! Mais l'amende qui est prononcée contre eux se prescrit par trente ans.

La prescription civile s'applique évidemment aux amendes prononcées au cours d'une instance et incidemment à cette instance. En matière d'Enregistrement les amendes se prescrivent en général par deux ans.

La justice criminelle peut être appelée à prononcer des amendes par voie incidente, contre les témoins ou les jurés défaillants, par exemple. Si l'amende a été prononcée à la suite d'une simple absence du témoin ou du juré défaillant, elle n'a pas le caractère pénal. Mais si une excuse fausse a été alléguée, l'amende revêt le caractère pénal. Les amendes dont sont passibles les greffiers ont un simple caractère disciplinaire. Quel est le caractère de l'amende infligée à celui qui s'est pourvu en cassation et qui succombe? Nous répondrons qu'elle n'a aucun caractère pénal, que c'est une simple entrave fiscale pour empêcher la multiplication des actions (Brun de

(1) M. Rochoux, dans sa thèse, est d'un avis entièrement opposé. Il ne donne d'autre raison que celle-ci: « Mon interprétation doit être préférée parce qu'elle aboutit à la solution la plus douce, puisque la prescription a une durée plus courte ». L'argument n'a rien de juridique.

Villeret, N^{os} 462 à 467). L'article 50, C. 10 du décret 1^{er} germinal de l'an XIII vise la prescription applicable pour les droits que les préposés des contributions indirectes n'auraient pas réclamés dans l'espace d'un an à compter de l'époque où ils étaient exigibles. Les règles générales du code d'instruction criminelle sont applicables en ce qui les concerne. Carnot, N^o 12; Mangin, N^o 308; Morin. Répertoire. Voir Prescription N^o 14.

Les infractions commises au préjudice des contributions indirectes sont appelées contraventions. Il ne s'ensuit pas que l'article 140 leur soit toujours applicable. Cet article vise les contraventions de simple police. Pour les indirectes, les infractions prennent le nom de contraventions correctionnelles et souvent il y a lieu à la prescription de trois ans. Mangin, N^o 308. Favard de Langlade. Rép. voir Pres. 5, § 2, N^o 10. Brun de Villeret, N^{os} 462 et 518.

N^o 29. — *Prescription en matière de délits forestiers.*

La prescription des délits forestiers (art. 185 Code forestier) est de trois mois si le délinquant est désigné dans le procès-verbal. Sinon elle est de six mois. Cet article n'est pas applicable aux poursuites exercées au nom et dans l'intérêt des particuliers. Cette solution résulte de la place qu'occupe cet article dans le Code forestier et de la rubrique à laquelle il se rattache. L'article 189 du même Code ne dépend pas de la même rubrique et s'applique dans tous les cas (Brun de Villeret, N^o 474). Si le délinquant est connu sans être désigné dans le procès-verbal, quid juris? Mangin (N^o 298, p. 136) dit avec raison qu'il convient que le nom soit inscrit dans le procès-verbal pour que la prescription la plus courte s'ap-

plique. Ainsi, la citation pourra porter le nom du défendeur. (Faustin Hélie, t. 3, § 190, p. 695. Cousturier, N° 126. Brun de Villeret, N° 465).

La désignation n'a pas besoin d'être nominative pourvu qu'elle soit bien nette, certaine et qu'aucune erreur de personne ne soit possible. La prescription dans ce cas sera de trois mois (Mangin N° 298. Faustin Hélie, t. 3, § 190, p. 165. Morin, Répertoire voir Prescription N° 15. Cousturier N° 126. Brun de Villeret N° 466). L'article 185 Code forestier renvoie aux articles 45, 47, 50, 51 et 52 du Code pénal; desquels articles il résulte que les délais de la prescription sont prolongés par les adjudicataires et les entrepreneurs d'exploitation; ils peuvent être poursuivis pour les délits dont parle l'art. 45 et qu'ils auraient commis ou dont ils sont responsables jusqu'à ce qu'ils aient obtenu leur décharge ou qu'ils aient été libérés par la mise en demeure de l'administration (Vazeilles N° 770. Mangin N° 299. Faustin Hélie, t. 3, pages 695 et 696. Contra. Arrêt de Cassation du 10 juin 1836. Maume, t. II, N° 1317). Un arrêt du 13 avril 1833 (Bulletin N° 135) parfaitement fondé dit que la citation donnée en temps utile aux adjudicataires d'une coupe de bois poursuivis d'après ces articles interrompt la prescription à l'égard des cautions de ces adjudicataires et des communes leurs garants solidaires.

Les articles 219, 221 et 225 modifiés par les lois des 18 juin et 19 novembre 1859 portent que l'on ne peut défricher ses bois sans faire, quatre mois à l'avance, une déclaration à la sous-préfecture. L'amende est de 500 francs au moins, de 1000 francs au plus par hectare et l'on doit rétablir ce qui existait dans trois ans. Cette infraction se prescrit par deux ans. La prescription portée dans l'article 185 Code forestier s'applique aux enlèvements

de coupes et mutilations d'arbres dans les bois et forêts. Dans les cas où notre article ne s'appliquerait pas on ferait usage des articles 445 et suivants du Code pénal. (Bourguignon. Jurisprudence des Codes criminels N° 8, sur l'article 444, 1 et 2 sur l'article 445, 4 sur l'article 456, 1 sur l'article 638 C. instruction criminelle. Carnot et N° 3 sur l'article 444 du C. P. et 7 sur l'article 445. Mangin, N° 307. Faustin Hélie, t. 1, § 187, p. 683 et 190, p. 696).

Contre les personnes, membres de l'administration qui ont commis des malversations, les délais ordinaires sont appliqués.

C'est toujours la date du procès-verbal qui fixe le point de départ de la prescription. Arrêt du 31 avril 1850. Dalloz 1850. 5. 364. 28 août 1851. Dalloz 1851. 5. 280. Faustin Hélie, t. 3, p. 714 et 715. Mangin N° 332. Brun de Villeret N° 467 (1).

La prescription court de la clôture du procès-verbal. La date de l'affirmation du procès-verbal est indifférente. Peu importe aussi la date de son enregistrement.

S'il y a plusieurs procès-verbaux, la prescription court à partir du premier (Cousturier N° 126. Brun de Villeret, N° 469), même si le nouveau procès-verbal avait été dressé sur la demande du prévenu (Contra. Cass. 9 juin 1808). Si le délit forestier est prouvé par témoins, c'est alors la prescription ordinaire qui s'applique. Arrêt du 11 février

(1) D. 50, 5, 364. Du 31 août 1850. La Cour,... Vu l'article 485 C. Pénal : attendu en droit que cet article ne fait courir la prescription de trois mois ou de six mois qu'à compter du jour où les délits ont été constatés. Qu'il n'existe de constatation que quand un procès-verbal a été dressé et signé. D'où il suit que c'est la date non de la reconnaissance du délit par le garde ou de l'ouverture du procès-verbal qui sert de point de départ à la prescription, mais celle de la clôture et de la signature de cette pièce.

1850. Dalloz 1850. 2. 189. (Pour ce qui précède, voir Le Seyller, 574 à 594).

Si un rapport sur les faits commis a été dressé, les entrepreneurs comme les auteurs du délit peuvent être recherchés selon les cas par la prescription de trois mois ou de six mois. S'il n'y a pas eu de rapport, les entrepreneurs peuvent être recherchés tant qu'ils n'ont pas la décharge d'exploitation. (Vazeilles N° 424. Brun de Ville-ret N° 432).

Les contraventions visées par l'article 190 du Code forestier sont de la compétence de la simple police et à défaut de procès-verbal se prescrivent par une année. Si elles sont commises dans les bois soumis au régime forestier, elles sont portées devant les tribunaux correctionnels (art. 171 C. p.); les délais restent les mêmes. (Cass. 24 mai 1850. Bulletin criminel N° 171. Labrousse, thèse).

N° 30. — *Prescription de divers délits spéciaux.*

D'après les dispositions de la loi du 28 juillet 1894, contre les menées anarchistes, les délits que réprime cette loi sont soumis à une prescription de trois mois.

Le transport illicite de lettres se prescrit par trois ans. C'est un délit et ici on n'exige pas l'intention de nuire. L'exercice illégal de la médecine donne naissance à un délit prescriptible par trois ans s'il y a usurpation de titres, par un an s'il n'y a pas usurpation.

L'action civile appartenant à un concessionnaire de mines s'appuyant sur un fait délictueux se prescrit par trois ans; sinon elle se prescrit par trente ans; cependant un arrêt a été rendu disposant que si le plaignant a visé le délit commis, et que si la juridiction saisie a retenu

un quasi délit existant dans la cause, la prescription était de trente ans. Mais la Cour de Cassation a rejeté cette jurisprudence de Cour d'appel, qui amènerait à considérer comme lettre morte l'art. 2 du Code d'instruction criminelle (Muteau, N° 124). Pour les carrières à ciel ouvert, la prescription est la prescription annale; c'est la seule qui soit admissible, puisqu'on applique des peines de simple police.

Pour les délits de pêche, si le contrevenant est désigné dans le procès-verbal, la prescription est d'un mois, sinon elle a une durée de trois mois. Art. 126. Cet article est limitatif.

Les irrégularités dans le pesage sont des contraventions et sont soumises à la prescription annale. Le fait de conduire des troupeaux dans la zone à eux interdite autour d'une place de guerre se prescrit par trois mois. En matière de police sanitaire, la prescription commence à courir un an après la condamnation et c'est la prescription annale.

Il a été jugé que l'infraction prévue au paragraphe 1^{er} de l'article 13 de la loi du 24 juillet 1867 était soumise à la prescription de trois ans. L'action en répétition des sommes versées à une société pour opérations de bourse est prescriptible par trois ans, si la société a fait les opérations elle-même. On s'est demandé quelle serait la prescription au cas d'une société anonyme constituée contrairement aux règles de l'article 1^{er} de la loi de 1887 (souscription insuffisante du capital social, non versement du quart par les actionnaires)? La jurisprudence a d'abord décidé que c'était la prescription pénale, puis s'inspirant de l'équité elle a admis la prescription de trente ans. La doctrine soutient énergiquement le con-

traire (Muteau, p. 137). Voir aussi Muteau, page 142 à 158, en ce qui concerne les infractions à la voirie.

La prescription est annale pour l'usurpation ou l'empiètement sur un chemin vicinal; pour la dégradation et la détérioration des chemins vicinaux. En ce qui concerne les autres chemins, la prescription est d'un mois.

Les délits de chasse se prescrivent par trois mois. (Brun de Villeret N° 489. Mangin N° 306).

N° 31. — *Prescription des infractions à la loi sur la presse.*

Les lois sur la presse ont été nombreuses; malgré l'intérêt qu'elles présentent au point de vue de la prescription, nous sommes obligés de les passer en revue rapidement. L'article 29 de la loi du 26 mai 1819 disait que les délits de presse se prescrivaient par six mois. Quant à l'action civile elle se prescrivait par trois ans. L'article 27 du décret du 17 février 1852 a soumis les délits de presse à la prescription ordinaire. Les délits de diffamation verbale restaient régis par l'article 29 de la loi de 1819. Arrêt de Rouen du 23 juin 1865. Dalloz 1866. 2. 211. Contra Dijon 12 juillet 1865. Dalloz 1865. 2. 224. Paris 17 avril 1869. Dalloz 1869. 2. 138 (1).

Les crimes commis par la voie de la presse restèrent soumis à la prescription de l'article 29 de la loi du 26 mai 1819, bien que la circulaire du Garde des Sceaux en date du 27 mars 1852 paraisse supposer l'abrogation

(1) Voir, sur cette matière si intéressante que nous avons dû trop rapidement résumer : Le Seyller, N°s 601 à 619. Brun de Villeret, N°s 443 à 453. Faustin Hélie, N°s 698 à 700. M. Rochoux, dans sa thèse. M. Corne, dans sa thèse. Muteau, pages 130 et 131, etc.

complète de l'article 29. Une circulaire même en temps de dictature ne peut abroger la loi. S'il n'y avait pas de dépôt ou de déclaration préalable, la prescription ordinaire s'appliquait. C'était la publication de l'écrit qui faisait courir la prescription (1).

La loi du 29 juillet 1881 a refondu complètement la matière. L'article 65 de cette loi indique que la prescription est de trois mois depuis le moment du délit ou le dernier acte de poursuite.

6^e DIVISION. — **Changement de législation**

N° 32. — *Changement de législation.*

Lorsque, depuis que le fait délictueux a été commis et avant qu'il ait été jugé, une loi nouvelle a été votée et a pour objet de modifier d'une façon quelconque la prescription à laquelle était soumise l'infraction, quelle est la loi qui doit être appliquée à l'action civile ; la nouvelle ou l'ancienne ? On doit répondre sans hésiter que la nouvelle loi pénale sera appliquée et aura un effet ré-

(1) D. 69, 2, 138. La Cour... Sur la prescription. Attendu que l'article 27 du décret du 27 février 1852 a par le fait abrogé, en la soumettant aux dispositions du Code d'Instruction Criminelle sur les formes et délais à suivre, l'article 29 de la loi du 26 mai 1819. Sans s'arrêter au moyen de prescription qui est rejeté. Du 13 mars 1867.

La Cour,... Considérant qu'aux termes de l'article 27 du décret du 17 février 1852, la poursuite des délits commis par la voie de la presse et par tous les autres moyens de publication doit avoir lieu dans les formes et les délais prescrits par le Code d'Instruction Criminelle. Considérant que ces mots de l'article 27, « tous les autres moyens de publication », comprennent évidemment tous les délits commis par la voie de la parole. Considérant que les termes précis du décret de 1852 avaient déjà déterminé le caractère général de cette disposition.

troactif lorsque ces dispositions seront moins sévères que celles de l'ancienne loi. Le motif en est que les lois qui règlent la prescription appartiennent principalement à la catégorie des lois de fond. Sans doute elles règlent un point de procédure en précisant les conditions d'exercice du droit de poursuivre la condamnation ou l'exécution de jugement. Mais par son résultat la prescription criminelle procure l'impunité au coupable. Elle équivaut à une abolition de l'infraction ou de la peine dans un cas particulier. Par ce côté qui est assurément le plus important, les lois relatives à la prescription appartiennent aux lois de fond. On fera donc application du principe de la rétroactivité avec sa restriction favorable. C'est à-dire que si la loi nouvelle prolonge la durée de la prescription, on appliquera la loi ancienne et que si elle l'abrège on appliquera la loi nouvelle (Laborde, N^{os} 67 et 71). Cette règle n'a pas toujours été observée par la jurisprudence. La Cour de Cassation avait d'abord décidé qu'il fallait faire une espèce de proportion (Cass. 29 avril 1808. B. criminel 89, 18 août 1808. Bulletin 172). Après le 23 juillet 1810 elle modifie brusquement sa jurisprudence (18 juin 1812, Merlin, page 701. 30 juillet 1812, Bulletin 176. 21 août 1817, Bulletin 76. V. Le Graverend, t. 1, p. 82. Rauter N^o 852. Boitard, N^o 30. Trébutien, t. 1, page 86). Elle applique toujours la loi la plus douce.

TITRE II

DES ACTIONS RELATIVES A L'INFRACTION AUXQUELLES LA
PRESCRIPTION NE S'APPLIQUE PAS1^{re} DIVISION. — Définition et objet précis de l'action
civileN° 33. — *Définition et objet précis de l'action civile.*

Il importe de préciser d'abord quelle action on entend désigner par cette expression action civile. Au sens large elle est synonyme d'action privée. Mais toutes les actions privées qui se rattachent à l'infraction ne sont pas l'action civile au sens strict du mot. Ainsi l'assassinat d'une personne par son héritier présomptif donne lieu à l'action en exclusion de la succession pour ingratitude. Les coups et blessures portés au donateur ou au testateur peuvent motiver l'action en révocation d'une donation ou en déchéance d'un legs pour le même motif. L'adultère peut être le principe d'une demande en séparation de corps, en divorce, ou en désaveu de paternité, etc. Ces actions privées ont avec le délit un rapport moins direct que l'action civile. Leur cause est dans un manquement à des devoirs. L'infraction a été simplement l'occasion de ce manquement. Elles ne naissent pas non plus de toute infraction. Il y a, au contraire, une action privée,

conséquence nécessaire de toute infraction portant préjudice à un particulier ; c'est le délit envisagé par son côté préjudiciable qui lui donne naissance, qui est sa cause efficiente ; celle-ci est, au sens strict et usuel du mot, l'action civile. L'article 1^{er} C. I. C. la définit : « L'action en réparation du dommage causé par un crime, par un délit ou par une contravention ».

L'infraction n'engendre l'action civile qu'à la condition de contenir un délit civil.

L'action en dommages-intérêts elle aussi dérive d'un délit civil. Elle ressemble à l'action civile par son but, mais elle n'a pas *sa cause efficiente dans une infraction*. Et c'est là la différence essentielle de ces deux actions. De cette différence essentielle découle des différences secondaires que nous allons bientôt examiner.

N° 34. — *Quelles sont les conditions nécessaires et suffisantes pour pouvoir intenter l'action civile ?*

Ces conditions sont au nombre de quatre. Toutes les actions qui ne les réuniront pas ne seront pas soumises à la prescription prévue par les articles 637, 638 et 640.

La première condition, c'est d'avoir éprouvé un dommage (Laborde, N° 679, pages 451 et 452. Nous citons intégralement le texte de l'éminent jurisconsulte). « Peu importe la nature de ce dommage. La loi ne précise rien ; il peut être matériel, c'est-à-dire atteindre les liens ou la personne physique ; il peut être moral, c'est-à-dire léser l'honneur, la réputation, la considération. La difficulté d'apprécier dans ce dernier cas la nature et le taux de la réparation ne doit pas arrêter, car la publication du jugement est toujours susceptible d'être ordonnée à titre de réparation civile ; c'est même la seule qu'on devrait

prononcer lorsque l'atteinte à l'honneur ne paraît pas avoir porté préjudice à des intérêts pécuniaires.

»2^e Condition. Le dommage doit résulter de l'infraction. Pour ce motif, les délits d'habitude n'engendrent point l'action civile. Ils donnent lieu simplement à l'action en dommages-intérêts. On peut être lésé, en effet, par des prêts usuraires, mais on ne l'est pas par l'habitude de prêter à usure. Et il importe peu que la série de faits constitutifs de l'habitude aient été accomplis au préjudice de la même personne ou de personnes différentes. Le délit résulte en effet de l'habitude chez le délinquant.

»3^e Condition. Le dommage doit être actuel. Mais il n'est pas nécessaire qu'il se traduise par une perte actuelle d'argent ; la perte d'un droit suffit. Ainsi on fait une différence entre le père et le cousin de la personne assassinée. Celui-ci n'a l'action civile que s'il était assisté en fait par la victime à l'époque du crime.

»Celui-là, au contraire, étant au nombre des ayants droits à la pension alimentaire (art. 205 et suiv. C. civil) aura l'action civile, alors même qu'au temps du crime il ne serait pas assisté. Il perd un droit en perdant son fils. Bien entendu, nous ne parlons ici que de l'action civile que le père ou le cousin peuvent exercer de leur propre chef, en se disant personnellement lésés par l'infraction.

»4^e Condition. Le dommage doit être la conséquence directe de l'infraction. Ainsi la personne sur laquelle se sont égarées les recherches de la justice ne peut réclamer des dommages-intérêts à l'auteur du délit. Il n'est pas d'ailleurs nécessaire que l'auteur de l'infraction ait eu l'intention d'atteindre celui qui en souffre. Les délits dirigés contre la chose publique ou contre un tiers, du moment que nous en éprouvons un préjudice, donnent lieu à notre profit à l'action civile tout comme les délits

dirigés contre nous-mêmes. Le mari, par exemple, est généralement atteint par tous les délits qui diminuent le patrimoine de sa femme, il est même souvent lésé par ceux qui atteignent son honneur. Les créanciers qui n'ont d'autre sûreté que l'industrie de leur débiteur sont personnellement atteints par l'infraction qui cause sa mort ou qui le rend impropre à exercer son industrie. Ils peuvent intenter l'action civile de leur propre chef comme aussi, dans notre opinion, du chef du débiteur en exerçant ses droits ».

L'action civile naît donc directement de l'infraction. Mais qui peut décider s'il y a ou non infraction ? Quelle est l'autorité ayant qualité pour cela ?

N° 35. — *Influence de la qualification donnée aux faits générateurs de l'action ; qui peut faire cette qualification ?*

Demandons-nous d'abord quelle va être l'influence sur la nature de l'action, de la qualification donnée par le demandeur aux faits générateurs de l'action dans l'exploit introductif d'instance ? Nous répondrons que peu importe la qualification donnée aux faits par le demandeur (Cass. 7 mars 1877. Dalloz, Supplément. V. Presc., page 211). Cependant plusieurs hypothèses doivent être distinguées.

Il se peut que l'action publique ait été exercée et qu'un jugement de condamnation soit intervenu. Dans ce cas, la qualification donnée par la juridiction correctionnelle s'impose complètement à la juridiction civile. Cette hypothèse ne saurait nous retenir (1).

(1) D. 64, 1, 266. Arrêt. La Cour... Attendu que, dans ce dernier cas, c'est devant la juridiction civile qu'elle doit être portée et que cette juri-

Si la juridiction correctionnelle a été saisie avant qu'une décision ait été rendue par la juridiction civile, celle-ci doit attendre la solution de la juridiction correctionnelle et la règle est ensuite la même que pour le paragraphe précédent.

Si l'action publique a été exercée et si l'innocence a été proclamée, alors il ne saurait y avoir délit. L'action intentée est l'action en dommages-intérêts et sa prescription dure trente ans.

L'hypothèse sur laquelle nous raisonnons est donc celle-ci. L'action civile a été exercée avant l'action publique et le demandeur pour ne pas être atteint par la courte prescription a donné aux faits qui lui ont été préjudiciables une qualification inexacte. Quelqu'un a-t-il qualité pour rectifier cette inexactitude?

Le Tribunal civil a le droit incontestable, de son propre mouvement, d'examiner si oui ou non le fait est délicieux et d'appliquer suivant qu'il le trouve opportun ou de ne pas appliquer les règles de la prescription criminelle. Car la prescription d'une action se calcule non par la juridiction saisie, mais par la nature propre et intrin-

diction ainsi saisie par elle a toute compétence pour en apprécier les éléments, vérifier et constater le fait sur lequel elle se fonde ou rechercher toutes les circonstances et en déterminer le caractère.... etc

Rapport du conseiller d'Ubexi. « Donc quand l'action publique ne peut plus être exercée, l'action civile est complètement indépendante. Ou alors les héritiers ne seraient jamais tenus de l'action civile ».

Il ne serait donc pas vrai de dire que cette action reste intacte et subsiste dans ses conditions premières à l'encontre des représentants du prévenu, s'il fallait admettre avec le pouvoir qu'à dater du décès de celui-ci et parce qu'à son égard l'action publique est éteinte, il lui est interdit de se produire étayée sur les mêmes bases et de chercher sa justification dans un fait coupable qui suppose de la part de son auteur une intention criminelle et dont, par conséquent, la constatation serait une flétrissure pour la mémoire du défunt.

sèque de l'action. Le demandeur ne peut donc déguiser avec succès la cause de sa demande.

N° 36. — *Doctrine.*

Notre opinion est appuyée par la doctrine et la jurisprudence. Merlin (N° 297) dit que puisque la qualification des faits ne dépend pas de la nature de la juridiction qui est appelée à y statuer, il en résulte que la prescription doit se régler d'après la déclaration sur l'existence du fait et sur ses circonstances et non d'après le titre de l'accusation et la nature de la poursuite. C'est affirmer pour l'action publique la règle que nous venons de poser pour l'action civile et il y a dans l'un et l'autre cas mêmes raisons de décider.

De même Le Seyller (N° 551) déclare qu'évidemment les juges ont le droit d'examiner quelle qualification doit être donnée aux faits. Le Seyller cite une question intéressante au point de vue du Droit civil, et sur laquelle les auteurs ne paraissent pas pleinement d'accord : « Un objet mobilier a été volé, puis revendu par le voleur à une personne de bonne foi dans un cas, de mauvaise foi dans l'autre. Le propriétaire peut-il, à son gré, alléguer les faits de vols, ou baser sa demande sur la simple détention de mauvaise foi du défendeur ? Troplong. Commentaires sur la prescription t. 2, N° 1049. Delaporte. Pandectes françaises, t. 22, page 77. Sourdat, t. 1, N° 380. Duranton, t. 13, N° 70, etc., ont discuté la question, qu'il ne convient pas ici de traiter complètement. Indiquons pour nous que la solution doit toujours découler du même principe, à savoir que les juges civils peuvent donner aux faits qu'on leur soumet la qualification qu'ils jugent convenable.

Brun de Villeret affirme énergiquement lui aussi la règle que nous avons posée. C'est un droit et un devoir pour le magistrat, dit-il, de rechercher le véritable caractère de la demande. Il n'est pas possible de limiter pour ainsi dire le pouvoir du juge à la surface du procès (N° 321) (1).

Le défendeur pourra-t-il lui aussi contester la dénomination que le demandeur a donnée aux faits, et pour jouir de la courte prescription invoquer le caractère délictueux du fait qui lui est reproché ?

Il est d'abord certain que si l'on permet au défendeur de soulever dans cette hypothèse l'exception de prescription, le Tribunal, juge de l'exception aussi bien que de l'action, pourra statuer sur le point qui lui sera soumis. Dans l'opinion que nous avons soutenue tout à l'heure, le Tribunal pouvant d'office rectifier la qualification, pourra le faire à fortiori s'il en est sollicité. Mais le défendeur pourra-t-il faire valoir cette exception sans être arrêté par la maxime : *nemo auditur suam turpitudinem allegans* ?

Nous pensons que le défendeur a parfaitement le droit de donner aux faits leur véritable caractère. Car en rétablissant la qualification légale des faits qui lui sont reprochés, il n'en reconnaît pas nécessairement l'exis-

(1) D. 49, 2, 74. La Cour, ... Attendu... Attendu que le caractère et la durée d'une action ne sauraient dépendre de la qualification que lui donnent les parties, mais de celle que leur imprime la loi d'après la nature de la convention et les circonstances du fait ; qu'il importe donc peu que le demandeur en précisant le fait se soit abstenu de le qualifier ; que le défendeur peut afin de se prévaloir de la prescription lui restituer sa qualification légale ; qu'il use en cela d'un droit inhérent à la défense et n'allègue pas sa propre turpitude ; car la honte est dans l'acte lui-même, non dans la dénomination que lui donne la loi, et dire que l'acte imputé constitue un délit, ce n'est pas se proclamer coupable. Du 31 juillet 1848.

tence. Du moment que tous les éléments constitutifs de l'infraction se retrouvent dans la demande, le défendeur peut soutenir que l'action intentée contre lui est non recevable, et cela quand bien même l'infraction visée n'ait pas été désignée par le nom que lui donne le Code pénal. Ce qui importe ici, ce n'est pas la forme mais le fond de la demande. Notre solution est parfaitement logique, car le défendeur n'a qu'à dire ceci : Vous me reprochez tels et tels faits déterminés. Ces faits je ne les ai pas commis. Mais si je les avais commis vous seriez sans droit à me les reprocher davantage, car la prescription criminelle les couvrirait.

Les auteurs adoptent presque tous notre opinion. M. Corne, dans sa thèse, indique avec raison que dire que l'acte imputé constitue un délit, ce n'est pas s'en reconnaître coupable.

De même Brun de Villeret (p. 321) reconnaît que le défendeur peut par voie d'exception dépister la manœuvre du demandeur, voulant prolonger la durée de son action; décider autrement, écrit-il, rendrait possible de travestir toutes les actions civiles; une pareille conclusion est repoussée par la logique et l'équité.

De même Le Seyller (p. 552) indique que la maxime *nemo auditur* ne s'applique pas ici, car dit-il ce n'est qu'hypothétiquement que le défendeur considère comme siens les faits qui lui sont reprochés et qui constituent une infraction. (C'est là aussi l'opinion de Haus, N^{os} 996 et 997).

Pour nous, qui admettons que la prescription de l'action civile est d'ordre public devant quelque juridiction que soit portée cette action, nous concluons en disant qu'en tout état de cause, même si le défendeur reconnaît

devant le tribunal civil avoir commis les faits délictueux, il peut invoquer la prescription.

Cousturier, dans son volume de la théorie de la prescription en matière pénale, N° 77, a soutenu que lorsque le demandeur ne fonde pas sa demande sur l'articulation d'un crime ou d'un délit, le défendeur ne peut pas montrer aux juges que si les faits qu'on lui reproche étaient exacts ils constitueraient un crime ou un délit. Car ce n'est pas au défendeur de prendre le rôle de ministère public, eût-il un intérêt personnel à le faire. Le ministère public seul aurait le droit d'attirer l'attention des juges sur le caractère délictueux des faits. Il s'abstient parce qu'il le juge utile. Il n'y a plus dès lors que deux intérêts pécuniaires personnels en lutte. Le demandeur exige la réparation d'un dommage qui a porté atteinte à sa fortune ou à sa personne. Si les juges acceptent l'action qu'il exerce comme étant une action en dommages-intérêts, si le ministère public présent à l'audience n'intervient pas, le défendeur n'a pas le droit de montrer un délit là où on a vu simplement un fait dommageable.

Cette opinion doit être rejetée. La prescription de l'action civile est d'ordre public; il ne faut pas que puissent être établis et discutés des faits que la loi pénale ne peut plus atteindre. Cousturier, d'ailleurs, n'avait pu aller jusqu'aux conséquences extrêmes de son opinion. Il avait été obligé de reconnaître qu'au cas de criminalité notoire la règle posée par lui n'existait plus; de même, dit-il, il faut faire exception pour le cas où la loi punit l'auteur d'un fait indépendamment de toute action coupable de sa part. Ces distinctions ne font que souligner la faiblesse du système.

Nous pouvons encore citer à l'appui de notre opinion les noms de Faustin Hélie, *Instruction criminelle*, t. II,

N° 11, 13 et 14. Boitard, N° 876. Garraud, N° 458. Sourdat, Théorie de la responsabilité, t. 1. N° 373. Aubry et Rau. Droit civil français, t. IV, pages 451 et 452. Demolombe. Théorie des contrats, t. 8. N° 691. La jurisprudence un peu indécise est cependant favorable à notre opinion (1).

2^e DIVISION. — Différences entre l'action civile et l'action en dommages-intérêts

N° 37. — *Différences entre l'action civile et l'action en dommages-intérêts.*

L'action civile dont la prescription est réglée par les dispositions du Code d'instruction criminelle est bien différente de l'action en dommages-intérêts ordinaires. L'une est toujours soumise à la prescription de trente ans, l'autre voit la durée de sa prescription varier suivant la gravité de l'infraction qui lui a donné naissance; l'une est toujours exercée devant la juridiction civile; l'autre peut être exercée devant la juridiction civile et devant les diverses juridictions de répression; l'une est complètement indépendante; elle est toujours exercée comme action principale ne se subordonnant à rien; l'autre a un caractère accessoire qui la met étroitement sous la dépendance de l'action publique et cette dépendance se fait sentir même lorsque la juridiction civile connaît de l'action. La prescription de l'action civile est d'ordre

(1) Un arrêt intéressant a été rendu au sujet d'une action intentée contre a commune d'Attkirch.

public. Elle peut être invoquée en tout état de cause et même pour la première fois en cassation. Rien de pareil pour l'action en dommages-intérêts. Elle est invoquée d'office par le juge, on ne peut y renoncer et la transaction qui intervient sur elle est nulle comme obligation sans cause (Arrêt 1^{er} février 1882. D. 1882. 1. 454) (1). C'est là du moins l'opinion soutenue par M. Rochoux dans sa thèse; nous verrons plus loin ce qu'il faut en penser (2). La prescription de l'action en dommages-intérêts n'est jamais appliquée d'office. Enfin M. Rochoux indique qu'un arrêt rendu le 5 janvier 1892. S. 92. 189 décide que si l'action civile est portée devant la juridiction civile, les juges ne peuvent suppléer d'office le moyen tiré de la prescription. Cette solution est d'après lui absolument regrettable contraire aux textes. Mais au point de vue de la législation, M. Rochoux regrette l'assimilation qu'a faite le législateur entre les deux actions au point de vue de la prescription. Car, dit-il, s'il est logique pour l'action publique que la durée de la prescription diminue avec la gravité de l'infraction, cela l'est bien moins pour l'action civile. L'inconvénient qu'il y a à apporter la preuve d'une infraction que l'on ne peut plus réprimer diminue avec sa gravité. Et M. Rochoux exprime l'avis que toutes les fois que la peine est pécuniaire il faudrait que l'action civile se prescrive par trente ans; toutes les fois que la loi prononce au contraire une peine corporelle avec ou sans amende il conviendrait que la prescription fût la même pour les

(1) Faustin Hélie (N° 739) admet, sans faire de distinctions, que la partie civile peut transiger.

(2) Mangin admet aussi (N° 20) que la partie civile peut renoncer à son action.

deux actions. Tout au moins, M. Rochoux ne nie t-il pas que ce sont là de simples desiderata et que dans la réalité des choses l'action civile et l'action en dommages-intérêts sont bien différentes.

Dans une instance civile, pour toute condamnation, la partie contre laquelle on demandait des dommages-intérêts peut se voir condamner aux frais. Devant le Tribunal correctionnel ou de simple police le prévenu relaxé n'est jamais condamné aux frais, alors même qu'il y a partie civile en cause. Un arrêt de la Cour de Cassation du 28 avril 1894 a cependant adopté une solution qui peut paraître bizarre. Il s'agit d'un accusé que seul le ministère public a traduit devant la Cour d'assises. L'individu est absous parce que la prescription s'est accomplie en sa faveur. Au point de vue des frais, la jurisprudence envisage deux hypothèses. Si l'affaire conserve son caractère criminel, l'accusé ne supporte pas les frais. Mais si un délit encore non prescrit peut être relevé à la charge de l'accusé, la jurisprudence admet que l'accusé absous doit être condamné aux frais, car le ministère public n'est pas en faute d'avoir requis des poursuites. Il semble bien cependant que dans aucun cas l'accusé absous ne doive supporter les frais.

Contrairement à l'opinion de M. Rochoux, Muteau soutient avec raison (page 76) que la partie lésée peut transiger, quant à ses intérêts civils, avec le coupable et qu'alors la prescription de l'action résultant de cette transaction dure trente ans. La question serait plus délicate si la transaction avait lieu entre la victime et la personne civilement responsable. L'action civile contre le coupable si la personne civilement responsable ne s'exécutait pas, ou le recours de la personne civilement responsable contre le coupable devraient-ils durer trente

ans ? C'est la solution qui paraît la plus logique et la plus équitable. Il va sans dire que la novation de la dette au point de vue des intérêts civils est sans influence sur le fait incriminé (Muteau, page 57).

La pluralité des juridictions pour l'action civile a fait trancher pour elle des questions qui ne sauraient se présenter pour l'action en dommages-intérêts. C'est ainsi qu'il a été jugé que si le Tribunal répressif, saisi accessoirement de l'action civile, oublie de statuer sur cette dernière, on ne peut plus apporter devant lui l'action sur laquelle il a négligé de statuer (Muteau, page 16). Mais on peut exercer cette action devant le Tribunal civil. De même on ne peut statuer sur l'action publique et dire qu'on statuera sur l'action civile à une audience ultérieure, à moins qu'une mesure d'instruction ne soit nécessaire pour apprécier la quotité des dommages-intérêts. Par les considérations qui précèdent, on voit combien sont grandes les différences qui existent entre l'action civile en dommages-intérêts et l'action civile (1).

Le critérium pour distinguer les deux actions, c'est que l'action en dommages-intérêts n'a jamais sa source dans l'infraction.

(1) (D. 91, 4, 401). La Cour,... Attendu que les prescriptions établies par les lois criminelles ne s'appliquent aux actions civiles en responsabilité d'un dommage qu'autant que ces actions ont réellement et exclusivement pour base un crime, un délit ou une contravention.... Attendu que la Cour d'Appel a rejeté la demande en déclarant que la soustraction du charbon enlevé ayant été accomplie frauduleusement et présentant par suite les caractères d'un vol, l'action civile était prescrite comme l'action publique.... Mais attendu que l'empiètement commis par l'exploitant d'une mine sur le périmètre d'une concession limitrophe est une entreprise sur la propriété immobilière d'autrui.... que celui-ci n'en conserve pas moins une action soumise aux seules prescriptions de droit civil pour obtenir réparation des dégâts causés à son immeuble....

N° 38. — *L'action en dommages-intérêts n'a jamais sa source dans l'infraction.*

C'est donc improprement que l'on appelle action civile la réparation d'un délit ou d'un quasi délit civil. C'est ce qu'indique nettement Trébutien, N° 104. Si le fait perd son caractère délictueux, l'action civile est rejetée. De même si l'action n'est pas fondée sur le fait qui a donné lieu à une condamnation mais seulement sur un des éléments de ce fait, c'est une action en dommages-intérêts. En ce qui concerne la réparation du dommage causé par les délits et les contraventions en matière de grande et de petites voirie, Cousturier indique que si cette réparation consiste dans la démolition, la destruction ou l'enlèvement des ouvrages illégalement exécutés, elle doit toujours être ordonnée alors même que l'action publique serait prescrite, car on ne peut prescrire contre le domaine public. (Cousturier, page 151).

De cette considération que l'action civile découle toujours d'une infraction et que l'action en dommages-intérêts n'en dérive jamais, nous pouvons tirer immédiatement une conséquence. La contrainte par corps s'appliquera comme sanction de l'action civile et jamais on ne la donnera quand il s'agira de l'action en dommages-intérêts. Car la contrainte par corps, bien qu'elle soit à la fois une épreuve de solvabilité et une peine, a un caractère pénal prédominant. C'est ce qui résulte de l'exposé des motifs de la loi nouvelle qui la régit (Laborde. Précis de Droit Criminel, N° 378). Nous pouvons voir aussi une différence nouvelle au point de vue de la solidarité entre nos deux actions. L'action civile admet la solidarité légale, car une des conditions pour que celle-ci soit accordée est

une condamnation pour l'un des objets indiqués par la loi pénale (Laborde. Précis de Droit Criminel, N° 406). Si l'action intentée est une action en dommages-intérêts, alors il pourra y avoir non solidarité, mais simple action in solidum. En effet, celle-ci peut être admise, pour les réparations civiles, en matière de contravention ou en matière de délit purement civil. Mais on ne pourrait l'établir pour les amendes de simple police, car le principe de la personnalité des peines s'y oppose (Laborde. Précis de Droit Criminel, N° 412). Voir aussi Normand. Traité, N° 778.

L'action civile et l'action publique ne peuvent avoir entre elles, dans la plupart des cas, une similitude absolue au point de vue de leurs causes. Suivant les cas particuliers, les ressemblances et les différences seront plus ou moins grandes. Il y a une certaine élasticité dans leurs rapports respectifs. Dès lors, on peut prévoir une série de difficultés sur le point de savoir si telle action est une action civile ou une action en dommages-intérêts. Il nous faut aborder ces difficultés.

3^e DIVISION. — **Le délit de concurrence illicite donne-t-il naissance à l'action civile et qui peut l'exercer?**

N° 39. — *Le délit de concurrence illicite donne-t-il naissance à l'action civile et qui peut l'exercer?*

Il y a des professions monopolisées, en ce sens qu'elles sont accessibles seulement aux personnes ayant justifié de leurs aptitudes et de leur capacité. L'exercice illégal de ces professions constitue la concurrence illicite, infrac-

tion dont la peine varie suivant les lois spéciales qui ont organisé ces monopoles. Tel est, par exemple, l'exercice illégal de la médecine (L. du 30 novembre 1892) ou de la pharmacie (Arr. Parl., 23 juillet 1748). Ce délit donne-t-il lieu à l'action civile et qui peut l'exercer ? Un point certain, c'est que la collectivité n'ayant point d'existence légale, puisqu'elle n'est pas une personne morale, ne peut être lésée. Seuls les membres de la collectivité qui exercent leur profession peuvent se plaindre, chacun dans un intérêt personnel, d'un détournement de clientèle ; la nature toute spéciale de ce préjudice rend difficile sa constatation. Pour nous c'est une question de fait. Dans une petite ville, l'exercice illégal de la médecine ou de la pharmacie causera un préjudice appréciable aux médecins et pharmaciens qui y sont établis. Nous leur accorderons par conséquent l'action civile. Dans une grande ville, le préjudice étant problématique, nous la leur refuserons. *A fortiori* refuserions-nous cette action aux pharmaciens d'une ville pour le délit commis dans une autre ville, à moins que le plaignant ne soit le fournisseur des pharmaciens diplômés établis dans la ville où le délit a été commis. La jurisprudence accorde sans restriction l'action civile à tous les membres de la collectivité, quelque éloignés qu'ils soient du lieu du délit. C'est une exagération. A l'inverse, certains auteurs soutiennent que ce délit n'engendre jamais l'action civile. Le préjudice, d'après eux, n'existe pas. Qui peut se flatter, en effet, de conserver une clientèle ? Rien ne prouve que les personnes qui se sont adressées au concurrent sans diplôme seraient venues trouver le plaignant. Nous répondons qu'il y avait une chance dont la valeur est appréciable dans les petites localités. La loi sur les syndicats professionnels (L. 21 mars 1884) paraît d'ail-

leurs fournir le moyen de résoudre dans tous les cas la difficulté. En groupant les intérêts d'un grand nombre de personnes qui exercent, dans une grande ville ou dans une région de la France, la même profession monopolisée, les associations professionnelles rendent le préjudice appréciable, et si l'action civile n'appartient pas individuellement à chaque membre syndiqué, elle appartient du moins au syndicat qui constitue une personne morale. Il y a lieu d'observer seulement que la jurisprudence hésite à appliquer la loi du 21 mars 1884 aux professions libérales. Mais la loi du 30 novembre 1892 a admis les syndicats de médecins à poursuivre l'exercice illégal de la médecine. La solution mérite d'être généralisée. (Laborde, N° 683, *op. cit.*).

N° 40. — *Les diffamations et injures dirigées contre l'armée, les corps constitués et les administrations publiques donnent-elles lieu à l'action civile?*

Ces collectivités sont protégées par une sanction pénale contre ces deux délits (art. 30, 33 loi sur la presse). Il s'agit de savoir si une sanction civile correspond à la sanction pénale. La négative nous paraît certaine. A qui appartiendrait, en effet, l'action civile, puisque ces collectivités n'ont pas de patrimoine? Distribuerait-on les dommages-intérêts entre tous les membres de la collectivité? Mais aucun n'a éprouvé personnellement de préjudice, c'est l'honneur du corps qui a souffert. Or, cet honneur n'intéressant que la chose publique dont le corps fait partie, c'est par la sanction pénale, poursuivie dans l'intérêt social, que l'infraction se trouve entièrement réparée.

N° 41. — *L'infraction qui a causé la mort instantanée de la victime donne-t-elle naissance à l'action civile, et à quel titre ses héritiers l'exercent-ils?*

Il est certain que si les héritiers étaient personnellement lésés par la mort de leur auteur, ils auraient action de leur propre chef ; mais le cas sera rare, car généralement les héritiers auront gagné à cette mort, qui les fait hériter plus tôt ; s'ils sont lésés, c'est uniquement dans leur affection. Cet intérêt d'affection avait paru suffisant dans l'ancien Droit pour accorder l'action civile aux parents très rapprochés et au conjoint survivant. On disait qu'ils agissaient propter causam doloris. Quant aux autres parents, ils n'avaient l'action civile qu'à la condition d'être héritiers, c'est-à-dire qu'ils étaient réputés l'avoir recueillie du défunt, et qu'ils l'exerçaient du chef de ce dernier. La jurisprudence et certains auteurs modernes font encore cette distinction. D'autres auteurs soutiennent que les infractions de cette nature n'engendrent point l'action civile ; elle ne naît pas, en effet, directement au profit des héritiers, parce qu'ils ne sont point lésés, et ils ne peuvent l'exercer du chef de leur auteur, puisque le crime ayant causé sa mort, elle n'a pu lui appartenir et, par conséquent, leur être transmise. Enfin, une partie de la doctrine enseigne que cette action fait partie de la succession et passe à ce titre aux héritiers et autres successeurs universels. C'est à cette opinion que nous nous rallions.

Il est certain, en effet, que rien ne peut compenser l'affection qu'on avait pour une personne. L'affection est un sentiment, ce n'est pas un bien dont la perte puisse être qualifiée de dommage (art. 1^{er} C. I. C.). La preuve ne

peut émaner que de la personne qui l'invoque. On ne saurait l'admettre sans violer la règle que nul ne peut se créer un titre à soi-même. Les atteintes à l'honneur, à la considération, à la réputation font éprouver un préjudice moral, d'une évaluation difficile sans doute, mais non impossible, car pour l'établir on fait appel à l'opinion des tiers. Il faut donc rejeter la prétention des héritiers qui voudraient exercer l'action civile de leur propre chef, propter causam doloris. Mais l'ont-ils du chef du défunt, en leur seule qualité d'héritiers ? Assurément, si elle leur a été transmise. Toute la difficulté est d'expliquer cette transmission. Notons d'abord que le préjudice causé à la personne physique par la perte de la vie est absolument irréparable, de ce chef les héritiers n'ont le droit de rien réclamer. Mais ils peuvent du moins demander compte du dommage que la mort de leur auteur cause à son patrimoine, à la condition de prouver l'existence de ce préjudice et son étendue. Certains auteurs affirment que la mort d'un individu cause toujours un préjudice à sa fortune. C'est là une supposition gratuite. Mais si les héritiers prouvent que le patrimoine était en voie de développement, que le défunt faisait des économies, qu'il était engagé dans des entreprises desquelles il pouvait espérer la fortune, qu'il aurait probablement recueilli certains héritages si le crime n'eût pas hâté sa mort, la preuve du préjudice causé au patrimoine sera faite et l'action civile née au profit du patrimoine qui représente la personne passera à ceux qui le recueillent, proportionnellement à la part héréditaire de chacun d'eux.

N° 42. — *A quelles conditions et à quel titre les héritiers exercent-ils l'action civile dans le délit de diffamation envers les morts ?*

Aujourd'hui la diffamation et l'injure envers les morts ne constituent des délits que si l'agent voulait atteindre et a atteint les héritiers. La fiction de la mémoire survivant à la personne physique a été rejetée. Ce qu'on punit sous le nom de diffamation et d'injure envers les morts c'est la diffamation et l'injure indirectes envers les héritiers.

Mais l'article 34 établit au profit des héritiers une faveur dont ne jouissent pas, d'après le droit commun, les personnes qui poursuivent une diffamation indirecte. Régulièrement, en effet, ils devraient prouver deux choses, l'intention et le résultat. Par exception, l'article 34 les dispense de la preuve du résultat. Ils sont présumés atteints par la diffamation dirigée contre leurs auteurs. Ils n'ont plus dès lors qu'à prouver une chose, savoir : que le diffamateur avait l'intention de les atteindre.

En résumé, voici quelle est la situation faite aux parents du défunt dont la mémoire est diffamée. 1° Les parents non héritiers doivent prouver qu'ils ont été atteints personnellement par la diffamation et l'injure et que le délinquant avait l'intention de les atteindre ; 2° Les parents héritiers n'ont qu'à faire cette dernière preuve.

Mais tous sans exception pourraient relever le quasi délit civil (art. 1382, 1383 C. c.) s'ils démontraient que l'agent les a atteints sans intention. Dans ce dernier cas, les parents héritiers jouiraient-ils de la présomption édictée à leur profit par l'article 34 ? Non évidemment, car on est en dehors de l'hypothèse pour laquelle elle a été éta-

blie. Ils devraient donc rapporter la preuve du résultat. (Laborde *opero citato*. N^{os} 684, 685 et 686).

4^e DIVISION. — Difficultés pratiques à reconnaître l'action civile et l'action en dommages-intérêts

N^o 43. — *Diverses espèces. Jurisprudence.*

Les juges civils ont tout pouvoir pour qualifier les faits qui leur sont présentés et pour indiquer par suite la prescription à laquelle ils sont soumis. Leur tâche est souvent difficile. Il est parfois malaisé de reconnaître si un fait constitue un délit puni par le Code pénal ou un délit, ou un quasi délit civil. Cette difficulté se présente d'abord quand il s'agit de la loi sur les accidents du travail ou de l'application de l'article 320 C. pénal.

Le plus souvent les accidents sont produits par une imprudence de l'ouvrier. D'autres fois le mauvais état des machines et des métiers les occasionnent. Les métiers sont par eux-mêmes plus ou moins dangereux ; enfin souvent le patron a à se reprocher un défaut de surveillance.

L'art. 320 qui vise les coups et blessures n'exige pas que l'intention coupable soit trouvée chez ceux qu'il incrimine ; le délit peut exister, même s'il y a simple maladresse, négligence, inobservation des règlements. Dès lors ce sont seules les circonstances du fait qui peuvent guider le juge dans son appréciation. Aussi ne nous étonnerons-nous pas de trouver un certain flottement dans la jurisprudence (1).

(1) D. 90. 1. 136. La Cour. Attendu que l'action en réparation de dommages fondée sur les articles 1382 et 1383 C. C. ne se confond pas avec

Ainsi un arrêt de la Cour de Besançon paraît considérer que la personne chargée de surveiller les ouvriers d'une usine ne peut demander des dommages-intérêts à un ouvrier par la faute duquel s'est produit un accident dont le surveillant a été victime (D. 85. 1. 224). La Cour. Attendu..... qu'il ne peut avoir de recours contre un ouvrier dont il n'a pas prévenu l'imprudence, en lui donnant des ordres suffisants... etc.

Arrêt du 27 mai 1890. D. 91. 2. 167. La Cour. Attendu que Breuil avait eu les doigts de la main gauche écrasés en exécutant les ordres de son chef qui lui avait recommandé de raccrocher la chaîne d'une grue. Que les faits dont il se plaint et que l'on voudrait en vain présenter aujourd'hui comme dérivant de l'inexécution des obligations que le contrat de louage impose à tout patron constituent réellement, en le supposant prouvé, le délit de blessures par imprudence prévu par l'article 320 C. pénal..... etc.

N° 44. — *Doctrine. Loi du 9 avril 1898.*

La doctrine est unanime et accepte que la question se résout d'après l'examen des faits (1). D'ailleurs, la loi du

l'action résultant du délit de blessures par imprudence, fondée sur les articles 319 et 320 C. Pénal; qu'il appartient aux juges de décider d'après les circonstances de fait et de la gravité de l'imprudence alléguée si cette imprudence constitue un délit punissable de peines correctionnelles ou d'une simple faute ne donnant ouverture qu'à une action civile en dommages-intérêts..., etc.

Voir encore: G. P. 86. 2. 127. G. P. 86. 2. 593. S. 64. 2. 196. D. 70. 2. 183. S. 71. 2. 133. S. 77. 2. 49. D. 88. 2. 53. D. 99. 1. 249. D. 94. 1. 17 et la note Planiol. C. Et. S. 87. 1. 169.

(1). C'est l'opinion de MM. Corne et Labrousse, dans leur thèse, et de tous les auteurs.

9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail est venue soustraire un grand nombre de cas à la controverse en les comprenant dans ses dispositions. Cette loi était applicable trois mois après la publication officielle des décrets d'administration publique qui devaient en régler l'existence. Elle a été modifiée par la loi du 22 mars 1902.

L'article 18 de la loi stipule que l'action en indemnité se prescrit par un an à dater du jour de l'accident ou de la clôture de l'enquête du Juge de Paix ou de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire. M. Albert Berthiot, dans son commentaire sur la loi de 1898, indique que les victimes d'accidents ou leurs ayants droit ne doivent jamais perdre de vue que, d'après un arrêt de la Cour d'Appel de Paris, c'est à l'ouvrier qu'il appartient de ne pas compromettre par négligence les droits qu'il tient de la loi. Il est en faute de n'adresser sa réclamation aux autorités judiciaires compétentes qu'à une date où, en raison des délais légaux, il n'est plus possible de procéder à l'accomplissement des formalités nécessaires, ce qui revient à dire que la déclaration qu'il a à faire devra être faite suffisamment tôt pour permettre à l'enquête initiale d'être accomplie afin de porter l'affaire devant le Tribunal avant l'expiration du délai annuel.

L'article 2 dispose que les ouvriers et employés désignés à l'article 1^{er} ne peuvent se prévaloir d'aucune autre disposition légale.

N° 45. — *Actions auxquelles la prescription criminelle ne s'applique pas.*

Si l'action naît d'un droit préexistant au délit contrat, quasi contrat, elle se prescrit par trente ans. Le délit

commis par le débiteur ne peut aggraver, en effet, la position du créancier. Cela est de toute évidence, et le sentiment de la doctrine est unanime à cet égard. Mais dans la complexité des faits il est bien difficile de distinguer quelle est la base exacte de l'action intentée. Une étude rapide de la jurisprudence va nous montrer quelle importance cette question présente en pratique.

Il peut se faire aussi que le créancier ait deux actions concomitantes et distinctes. Le droit commun doit reprendre son empire ; il ne faut pas que le coupable trouve dans le délit un affranchissement. Et cela s'applique soit que la violation du contrat préexistant soit un fait puni pénalement, soit qu'il n'y ait aucune peine encourue.

En somme, il y a deux actions à intenter, comme l'indique Rauter dans son cours de législation criminelle, N° 583. Mais comment le créancier va-t-il faire valoir ses droits ? La règle *una via electa* doit-elle s'appliquer ici ? Cette règle n'a, pensons-nous, aucune application possible dans l'hypothèse qui nous occupe, car les deux actions mises entre les mains du créancier sont différentes, complètement étrangères et la règle *una via electa* ne peut être mise en avant que dans l'hypothèse où un créancier, devenu créancier à la suite d'un délit, peut exercer une seule et même action devant deux juridictions à son choix.

L'analyse de quelques arrêts nous indiquera combien est difficile la distinction de l'action civile et de l'action en dommages-intérêts dans certains cas.

Citons un arrêt du 30 juin 1887. D. 88, 2, 54. La Cour... Sur l'appel principal des houillères de Saint-Etienne. En ce qui touche Schneider et Cie et sur la

prescription triennale par eux opposée. Considérant que les houillères soutiennent que cette prescription ne serait pas applicable parce qu'il n'y aurait pas délit dans les empiètements commis à leur préjudice, l'intention frauduleuse n'étant point établie et une simple erreur ayant été possible. Considérant que, en outre de ce qui précède, l'intention frauduleuse est démontrée d'une façon certaine.... Sur la prétendue renonciation par Schneider au bénéfice du moyen tiré de la prescription. Considérant que si, en matière pénale, la prescription est un moyen et une exception ; que lorsqu'il n'y a que l'action civile en qui la partie intéressée peut y renoncer...; qu'il a pu être décidé avec raison que l'acceptation et la constitution d'une expertise pour régler le chiffre d'un dommage causé, le principe de la responsabilité n'étant pas contesté n'entraînerait pas une renonciation tacite à opposer à la prescription.... Considérant que le moyen nouveau proposé consiste à soutenir que le charbon d'une mine ne devient chose mobilière qu'alors qu'il a été extrait et que ce qu'il y a en réalité dans les faits dont le très foncier a à se plaindre, c'est non un vol mais une usurpation momentanée de la mine, une usurpation de propriété, c'est-à-dire un fait justiciable du droit civil seulement et prescriptible par trente ans aux termes du même droit civil. Considérant que c'est là une confusion et un cercle vicieux ; qu'en effet, le charbon a été réellement extrait et est devenu ainsi chose mobilière ; que l'occupation momentanée de la mine par les auteurs de l'empiètement était le moyen indispensable et nécessaire pour arriver à l'enlèvement des charbons.

En matière de délits réprimés par le Code militaire, l'action civile ne peut être portée devant un Conseil de guerre. Elle doit donc aller devant les tribunaux civils.

Suit-il de là qu'elle ne peut se prescrire que par trente ans? Molinier, dans ses *Etudes juridiques et pratiques sur le nouveau Code de justice militaire*, N° 13, p. 96 et suivantes, adopte cette solution. Voir aussi Garraud. *Traité*, t. II, N° 539, p. 417, note 61. Cette décision est, nous semble-t-il, erronée, en vertu du principe que nous avons posé que la prescription d'une action dépend de sa nature et non de la juridiction devant laquelle elle est portée. Du rapprochement de l'article 184 et de l'article 55 C. J. militaire paraît bien résulter que notre solution est exacte. D'ailleurs M. Molinier reconnaît que si un crime militaire est de la compétence de la juridiction civile ordinaire (art. 76 C. J. militaire), l'action civile se prescrit en même temps que l'action publique.

Nous avons dit que l'action civile ne pouvait avoir une autre base que le délit. Sinon elle devient une simple action en dommages-intérêts; quelques arrêts viennent consacrer cette doctrine (1).

Un arrêt du 6 mars 1893 indique une hypothèse

(1) D. 96. 1. 157. La Cour... Attendu que les demandeurs déversaient dans la rivière La Marque leurs eaux résiduelles chargées de matières tinctoriales; qu'ils altéraient par ce fait l'eau de la rivière au point de la rendre impropre aux besoins des industriels en aval; Attendu qu'une telle action est fondée essentiellement sur les dispositions de la loi qui règle les droits et obligations réciproques des riverains d'un même cours d'eau; les rapports de voisinage entre industriels, lesquels trouvent leur sanction dans les articles 1382 et suivants du Code Civil.

D. 93. 1. 380. La Cour... Sur le moyen unique du pourvoi: Vu l'article 640 C. I. Criminelle; Attendu que les prescriptions édictées par le C. d'I. C. ne s'appliquent aux actions civiles qu'autant que ces actions ont exclusivement pour base un crime, un délit, ou une contravention, mais qu'il en est autrement s'il s'agit d'une action, qui, en dehors du fait délictueux, a son principe dans un contrat antérieur à ce fait ou dans une disposition du Droit civil..., etc.

curieuse en matière de société. D. 94. 1. 89. La Cour. Attendu..... qu'Ortolet est condamné comme responsable d'une faute ayant consisté à déclarer que la suscription de 4000 actions nouvelles émises par la Société des chemins de fer normands était réalisée par le versement du quart du capital, tandis qu'il en avait été fait compte aux souscripteurs par un jeu d'écritures sans que la société ait rien encaissé. Que cette infraction à l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1867 ayant le caractère d'un délit purement civil n'était pas couverte par la prescription de trois ans, etc.

Voir également D. 97. 2. 1. D. 91. 2. 337 et D. 83. 1. 383. D. 86. 1. 104. S. 82. 2. 17.

Un arrêt du 13 janvier 1882 s'exprime ainsi (D. 83. 2. 74). La Cour.... Considérant que si le fait par les fondateurs de la société de n'avoir pas versé le quart du montant de leurs actions peut constituer un délit.... qu'il s'agit d'une action en nullité de la société, action soumise à la prescription de droit commun et non à la prescription particulière édictée par la loi criminelle, etc....

N° 46. — *Diverses actions dont la prescription dure trente ans.*

Il a été jugé que si un créancier reçoit un paiement de son débiteur alors qu'il sait que ces deniers proviennent d'un vol, la prescription qui peut le mettre hors de cause n'est pas celle de trois ans. De même le créancier qui en paiement de sa créance reçoit des deniers que son débiteur s'était appropriés au moyen d'un abus de confiance, en le détournant par exemple de l'actif d'une société commerciale dont il était liquidateur, ne doit pas être

réputé complice de ce délit d'abus de confiance par cela seul qu'il a reçu les deniers détournés avec connaissance de leur origine délictueuse (1).

Il résulte également de plusieurs arrêts que le recel ou divertissement des effets d'une succession par un héritier est prescriptible par trente ans. Arrêt du 11 avril 1867. D. 671. 267. Attendu que le fait imputé à un héritier d'avoir au préjudice de ses cohéritiers soit diverti ou détourné, soit dissimulé ou recélé des effets d'une succession, tel qu'il est prévu par l'article 792. C. c., ne saurait par lui-même être qualifié délit en l'absence de circonstances précises de nature à lui en imprimer les caractères, tels qu'ils sont rigoureusement déterminés par loi pénale; qu'ils ne constituent point un délit de vol s'il n'y a eu soustraction frauduleuse selon la définition de l'article 379 C. pénal, c'est-à-dire déplacement de la possession de la part de l'auteur du fait au préjudice et contre la volonté de ses cohéritiers; qu'il ne constitue pas davantage le délit d'abus de confiance puni et défini par l'article 408 du même Code, si l'on n'allègue l'existence ni d'un contrat de mandat, ni d'un contrat de dépôt avec remise des effets confiés à l'un de ces titres avec la charge de les rendre ou représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé; qu'un tel fait n'impliquant pas nécessairement les éléments constitutifs d'un délit présente seulement les caractères d'un quasi délit

(1) V. Cassation 27 janvier 1867. S. 67. 1. 245. Voir Bordeaux, 23 novembre 1860. D. 67. 2. 67. Voir aussi sur cette matière Vavasseur: Des Sociétés civiles et commerciales, N° 710 et suivants. Contra Rousseau: Questions nouvelles sur les Sociétés commerciales, p. 135 et suivantes. Labbé: Journal des Sociétés, 1881, t. 2, p. 191. Voir aussi sur cette question: Mangin, t. 2, N° 368.

ou d'une fraude ne donnant ouverture qu'à une action civile en réparation par application des principes du droit civil, etc. (1).

Le propriétaire qui revendique sa part du trésor trouvé dans sa propriété voit son action (2) prescrite par le laps de trente ans.

Le fait, de la part d'une compagnie de chemins de fer, d'avoir consenti un traité particulier en faveur d'un expéditeur de marchandises constitue un quasi délit civil. C'est donc la prescription trentenaire qui s'applique ici. La solution est la même si la compagnie, à la fin de chaque année, accorde une détaxe à ses clients. Dans un sens contraire, il a été jugé que si un traité est passé entre une compagnie de chemins de fer et un entrepreneur de transport par mer, il y a là un délit prescriptible par trois ans (3).

(1) D. 58. 1. 447. La Cour... Considérant que le moyen de prescription invoqué par les intimés ne saurait être accueilli par la Cour; qu'il y a lieu simplement à répétition de l'indû., etc.

D. 59. 1. 439. La Cour... Attendu que la spontanéité de la plainte reconnue mensongère forme l'un des caractères essentiels du délit de dénonciation calomnieuse; que ce caractère ne se rencontre pas dans une déclaration faite devant le juge par un individu appelé à déposer comme témoin... etc.

(2) D. 52. 2. 36. La Cour... Attendu que le locataire d'une maison qui y trouve un trésor et qui le recueille, le propriétaire n'étant pas présent, contracte par là, envers celui-ci, l'obligation de lui remettre la moitié qui lui appartient, et le propriétaire acquiert en même temps le droit de le lui demander; que de ce fait résulte un lien de droit et une action corrélatifs dont les caractères sont purement civils... que si plus tard, le locataire a la mauvaise foi de nier qu'il ait trouvé le trésor, le droit du propriétaire à en réclamer sa part ne dérive point de cette dénégation, mais du fait préexistant de la découverte..., etc.

(3) D. 71. 1. 114. Du 17 novembre 1869. La Cour... Sur le premier moyen; Attendu que le seul fait retenu par l'arrêt attaqué comme base des dommages-intérêts qu'il prononce est celui d'une réduction indirecte sur les tarifs approuvés à l'aide de remises ou allocations proportionnelles aux

L'immixtion dans les fonctions d'agent de change est considérée comme un délit et se prescrit par trois ans.

L'action civile qui a pour objet la restitution d'effets et qui est exercée contre une personne accusée d'abord de les avoir détournés et volés n'est prescriptible que par trente ans, si elle est dirigée contre le détenteur en sa qualité de dépositaire ou de mandataire (P. 45. 2. 451).

La prescription trentenaire est seule applicable à l'action d'un mandant contre son mandataire, alors même qu'on ait qualifié les faits d'abus de confiance (D. 67. 1. 489).

Un mandataire peut avoir touché une somme pour son mandant et avoir été poursuivi pour détournement frauduleux de cette somme. Si une ordonnance de non-lieu est intervenue en sa faveur, l'action en remboursement donnée au mandant se prescrira par trente ans.

L'action en restitution d'une somme indûment perçue, alors même que la prescription avait été le résultat d'un crime, se prescrit par trente ans. L'action du gouvernement contre un comptable, l'action en remboursement des sommes dues par le comptable durent trente ans.

En matière de rectification d'actes de l'état civil, lorsque la seule réparation à exiger est une réparation pécuniaire, la prescription de l'action dure trente ans.

Il en est de même pour les indemnités dues à une commune pour la réparation des dommages et dépréciations causées par suite de fouilles, de travaux souterrains et

quantités de marchandises expédiées par Suzansi en son nom et pour son compte personnel. Que ce fait ainsi spécifié, s'il constitue une faute ou quasi délit, ne tombe sous l'application d'aucune loi pénale. De même, un arrêt du 21 avril 1868. D. 69. 1. 430; Du 26 avril 1845. D. 45. 1. 266; Du 15 mai 1889. D. 90. 2. 307.

d'extraction de gypses par un particulier sur le sol d'un chemin vicinal ou rural (D. 92. 1. 86).

La prescription d'un an qui couvre la contravention à la police des cours d'eau commise par le directeur d'un syndicat qui n'a pas sollicité l'autorisation administrative n'est pas opposable à l'action du syndicat contre le directeur pour dommages causés par des constructions entreprises sans autorisation régulière du syndicat (D. 96. 1. 380).

La courte prescription est inapplicable à l'action intentée devant la juridiction civile par un propriétaire contre le pâtre de la commune et contre la commune pour vaine pâture, alors même qu'il serait établi que les articulés formeraient le délit de garde à vue (S. 91. 1. 81).

Si un failli commettant un délit paie à un créancier concordataire au delà de ce qu'il doit payer, l'action du syndic réclamant le remboursement de la somme a sa base dans le paiement de l'indû et dure trente ans. C'est ce que décide un arrêt du 16 janvier 1867. D. 67. 2. 229. Voir en note un arrêt contraire à la solution précédente (1).

Un ballot tombe d'une voiture. Un individu le ramasse et, poursuivi pour vol, est acquitté; l'action intentée contre lui se prescrit par trente ans.

Si une société d'éclairage électrique pose sans autori-

(1) D. 55. 1. 86. Du 17 mai 1863. La Cour... Attendu... qu'il a formé contre Capelle et Maze la demande en rapport à la masse de la somme de 7000 fr., parce qu'ils auraient reçu cette somme au détriment de la masse, et, par suite, d'un concert ou traité frauduleux.... qu'il est impossible de ne pas reconnaître qu'elle repose uniquement sur un fait prévu par l'article 597 C. Commerce, auquel le législateur a attaché le caractère de délit et qu'il punit de la peine de l'emprisonnement..., etc.

sation des fils au-dessus des voies urbaines, l'action civile donnée à la compagnie du gaz se prescrit par un an. Si la compagnie du gaz a le droit exclusif de se servir des dépendances de la voirie urbaine, l'atteinte portée au droit de la compagnie du gaz se prescrit par trente ans (D. 90. 1. 136).

L'action en nullité d'adjudication intentée par le saisi contre l'adjudicataire de ses biens, à raison de ses manœuvres dolosives pour écarter les enchérisseurs, résulte d'un délit et se prescrit par trois ans (D. 54. 1. 415). D. 55. 2. 307.

Quand il y a eu transaction sur les dommages-intérêts résultant du fait délictueux, l'action que peut intenter la victime pour les réclamer dure trente ans. C'est, en effet une véritable novation qui se produit. C'était là l'opinion de Muyart de Vouglans dans ses *Institutes au Droit criminel*, p. 93. C'est l'opinion de Jousse, *op. cit.*, t. I, p. 603; de Sourdat, t. VII, p. 403; de Le Seyller, t. II, N° 552; de M. Labrousse dans sa thèse, etc.

L'action en revendication des objets soustraits se prescrit-elle par trente ans? Le Droit romain distinguait l'action pénale de la *condictio furtiva*. Dans l'ancien Droit, certains Parlements soutenaient que dans cette hypothèse l'action civile était indépendante. On peut citer un arrêt du Parlement de Toulouse du 13 août 1691, un arrêt du Parlement de Dijon du 31 juillet 1694, qui tranchaient la question dans ce sens. D'Argentrée et Dunod soutenaient aussi cette opinion.

Duranton (t. XIII, N° 707) exprime cet avis que la prescription qui s'applique ici est la prescription trentenaire. Il dit: « La personne qui me vole un objet doit être tenue de sa restitution aussi longtemps que si elle

me l'avait loué ». C'est là un argument d'équité, mais pas un argument juridique.

M. Troplong, dans ses commentaires sur la prescription, au N° 1049, soutient la même opinion. D'après lui, l'article 2279, p. 2, ainsi conçu : « Néanmoins, celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains duquel il la trouve, sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient » ne profiterait qu'aux tiers acquéreurs. Cependant, une grande partie de la doctrine soutient qu'il faut ici appliquer la prescription de trois ans en toutes circonstances et contre tout détenteur. Car, dit-on, pour revendiquer l'objet dont vous êtes propriétaire et que l'on vous a dérobé, il vous faut alléguer le vol, discuter les circonstances du délit, faire constater le délit par une décision judiciaire. C'est ce que le législateur ne veut à aucun prix. Cette opinion a été soutenue par Brun de Villeret, N° 353. Cousturier, N° 78. Vazeilles, Prescription, t. II, N° 589 (1). C'est à cette opinion que nous nous rallierions; elle trouve un point d'appui très ferme dans le texte de l'article 2279 qui ne fait aucune distinction et

(1) Le Seyller soutient qu'au point de vue de la prescription il n'y a pas de différence entre la demande en restitution de la chose volée et la demande de dommages-intérêts, (Le Seyller, page 549). Il cite Mangin qui, au N° 306, dit qu'il y a mêmes raisons de décider pour l'une et pour l'autre; que d'ailleurs l'action civile comprend les restitutions. C'est l'opinion de Merlin, *Revue Périodique*, p. 808; de Le Graverend, t. 1, p. 79; de Mangin, N° 363; de Cheveau et Hélie, t. 2, p. 300 et 301; de Faustin Hélie, t. 5, p. 792 et 793; de Sourdat, t. 1, N° 313 et 378; de Trébutien, t. 2, p. 157 et 149; de Cousturier, N° 75; de Haus, 1869, N°s 992, 993 et 994; Contra Bertauld, p. 546. Citons D. 1869. 2. 223; D. 1869. 1. 217; D. 1855. 1. 84; D. 1855. 2. 307; D. 1867. 1. 489, etc.

dont les termes paraissent bien viser tous les détenteurs de l'objet. Reconnaissons d'ailleurs que l'opinion adverse ne manque pas d'arguments. Elle fait valoir que le droit de propriété existait bien antérieurement au délit, que l'action intentée en vertu de ce droit doit être tout à fait indépendante; que la possession ne vaut titre que si l'on est de bonne foi, et que le défendeur de mauvaise foi ne peut invoquer le vol qu'il a commis en vertu de la maxime *nemo auditur turpitudinem suam allegans*. C'est là l'opinion de Garraud, t. II, N° 69 *bis*; de Larombière, *Traité des obligations*, N° 50; de Dalloz, *Supplément Prescription criminelle*, N° 72.

Cette opinion s'appuie sur le texte de l'article 380 Code pénal qui dispose que, lorsque certains parents auront volé d'autres parents, il n'y aura pas de délit, mais que l'on pourra exiger des réparations civiles. Celles-ci se prescrivent par trente ans. La difficulté consiste à savoir si le mot réparation comprend l'action en revendication donnée au propriétaire. Le texte n'est pas assez précis, pensons-nous, pour que l'on puisse en tirer cette conclusion. D'ailleurs, l'action en revendication serait comprise dans ses dispositions, ce texte étant exceptionnel doit être restreint aux seules hypothèses qu'il prévoit.

La répétition d'intérêts usuraires dure trente ans contre le prêteur de deniers lorsque l'habitude d'usure ne peut lui être imputée.

Certaines actions naissent du délit, mais ont un but tout autre que l'action civile; nous pouvons citer l'action en divorce ou en séparation de corps fondée sur l'adultère; de même l'action en divorce fondée sur les sévices graves. Sont dans le même cas, l'action en désaveu, en indignité. (Voir Garraud, t. 2, N° 69 *in fine*. Normand, *Traité élémentaire de Droit criminel*, N° 934).

Cependant, nous ne devons pas accepter le raisonnement de Garraud qui dit que, si l'action en séparation de corps ou en divorce fondée sur l'adultère échappe à la prescription pénale, c'est qu'elle n'a pas pour objet direct et immédiat la réparation du dommage causé par le délit, ce qui est, dit-il, une condition nécessaire de l'action civile. Il se préoccupe donc pour qualifier l'action de son objet. C'est peu juridique.

Brun de Villeret (N° 116) se borne à dire qu'il ne faut pas confondre l'action civile qui a pour objet la réparation directe du préjudice causé par un délit avec d'autres actions qui ont un but déterminé, mais dont le sort dépend de l'existence ou de la constatation de ce délit. Ces dernières actions ont un caractère tout particulier et ne ressemblent ni à l'action civile ni à l'action en dommages-intérêts. Ce sont celles dont nous venons de parler plus haut. Brun de Villeret a qualifié de la façon la plus heureuse les rapports qu'elles ont avec le délit. (Voir aussi Cousturier, N° 155)

L'action en paiement d'un billet souscrit pour des opérations de bourse se voit repoussée par l'exception de jeu qui est donnée pendant trente ans.

De même l'action en restitution d'une somme perçue à titre de commission excessive est soumise à la prescription de trente ans si elle constitue la rémunération d'un mandat (D. 67, 1, 52). La Cour.... Attendu qu'interprétant sainement les conclusions des parties, l'arrêt attaqué a déclaré que l'action de la dame de Seraincourt avait pour objet la restitution d'une somme indûment exigée et perçue et non pas la réparation du préjudice résultant du fait délictueux, qu'il a également déclaré que les faits pris en eux-mêmes ne constituaient pas un délit.... Attendu que c'est non le prêteur, mais le négoc-

ciateur de l'emprunt qui a été rémunéré par la prime de 90.000 fr., et que cette commission, pour être exorbitante, n'a pas changé de nature.... etc.

Cousturier, à son numéro 84, assimile l'action en nullité d'un contrat extorqué par force, violence, escroquerie à l'action civile. Rauter soutient l'opinion contraire. Lequel des deux a raison ? Rauter se décide en donnant cet argument que cette action a sa cause dans le Droit civil. Mais elle ne l'a pas plus que toutes les actions civiles naissant d'un délit. Disons donc, avec Cousturier, que la demande en nullité d'une obligation estorquée par surprise semble avoir un but distinct de l'action civile ; que, cependant, elle ne peut avoir d'autre base que l'existence même du délit ; que c'est donc une action civile.

TITRE III

PROROGATION DU DÉLAI DE LA PRESCRIPTION. —
INTERRUPTION. — SUSPENSION

1^{re} DIVISION. — De l'interruption de la prescription
en matière criminelle et correctionnelle

N° 47. — *La prescription de l'action civile peut-elle être interrompue?*

En Droit civil, deux causes peuvent modifier la durée normale de la prescription, ce sont l'interruption et la suspension. La première rend inutile le temps écoulé jusqu'au moment où surgit l'obstacle qui arrête le cours de la prescription. La seconde permet d'additionner ce temps avec celui qui s'est écoulé depuis que l'obstacle a cessé. La prescription interrompue est à recommencer; la prescription suspendue reprend son cours après un temps d'arrêt. Ces deux causes de prorogation existent-elles en Droit criminel? L'article 637 C. I. criminelle, auquel se réfèrent l'article 638 et l'article 640, organise, sans la nommer, l'interruption de la prescription de l'action; mais, nulle part, il n'est question de la suspension. Nous en concluons qu'il n'existe pas de causes de suspension de la prescription de l'action civile (Laborde, N° 771 et N° 759). Cependant, la jurisprudence et la plupart des

auteurs admettent que la prescription de l'action civile et de l'action publique peut être suspendue. Ils ne donnent pas d'arguments susceptibles de modifier notre opinion.

Le Droit romain ne connaissait pas l'interruption en matière de prescription. Si l'accusé était incarcéré, le procès devait être terminé dans le délai d'un an. Sinon il devait être terminé dans le délai de deux ans (Brun de Villeret, N° 11).

L'ancienne jurisprudence était divisée sur le point de savoir si la prescription criminelle pouvait être interrompue autrement que par le jugement définitif qui substituant à la prescription de vingt ans la prescription de trente ans. Jousse, *Justice criminelle*, p. 585. Dunod, *Traité des prescriptions*, p. 190. Rousseau de Lacombe, *Matières criminelles*, p. 284 et 285. Muyart de Vouglans, *Institutes au Droit criminel* (M. Corne, dans sa thèse).

Cependant il semble acquis que l'on n'admettait pas dans l'ancien Droit de causes suspensives de la prescription en matière criminelle, que les poursuites dirigées contre l'auteur présumé du délit n'interrompaient pas la prescription. Plusieurs Parlements avaient décidé que le décret de prise de corps, même exécuté, n'interrompait pas la prescription de l'action. Paris, 20 décembre 1613.

La sentence de condamnation par contumace exécutée par effigie prorogeait la prescription à trente ans, mais n'interrompait pas. Il en était de même si la sentence était contradictoire et si le condamné s'était évadé après la sentence. Il se libérait par trente ans du jour de la sentence. Arrêt du 10 avril 1615. Lebret, *Décisions notables*. L. 6., Décision 3. En définitive, lorsque la sentence par contumace avait été exécutée par effigie,

il n'y avait pas, à proprement parler, interruption, mais une véritable prescription de la peine se substituant à la prescription de l'action. R. de L., p. 161. C. 1, p. 239. Cette décision était due au souvenir de l'action ex judicato en Droit romain. (Voir Brun de Villaret, N° 23 à 26. Voir aussi M. Labrousse, dans sa thèse).

Dans le code des Deux-Siciles, aujourd'hui abrogé, la prescription d'un crime était interrompue par la récidive d'un crime, celle d'un délit par la récidive d'un délit ou d'un crime. Dans ces divers cas, la prescription ne recommençait à courir que du jour où prenait naissance la prescription du dernier crime (articles 617 et 618, Brun de Villaret, N° 41).

Le Code de Brumaire an IV disposait que si la prescription était interrompue, le délai de la prescription serait porté à 6 ans. C'était là une disposition malheureuse que notre code a bien fait de ne pas reproduire. A l'heure actuelle, s'il a été fait des actes d'instruction ou de poursuite, le délai de la prescription ne recommence à courir qu'à partir du dernier de ces actes et il court à l'égard même des personnes qui ne seraient pas impliquées dans cet acte de ce moment-là seulement (1).

Pour les contraventions, le système est différent. Elles se prescrivent par le délai d'un an. La prescription ne peut être interrompue tant qu'il n'est pas intervenu de jugement. Elle peut être interrompue dès qu'il y a un jugement susceptible d'appel. S'il y a interruption, l'ac-

(1) D. 85, 1, 361. La Cour,... Attendu... en droit que les actes d'instruction ou de poursuite interrompent la prescription, non seulement à l'égard de ceux contre qui ils sont dirigés mais encore à l'égard des personnes qui n'y seraient pas impliquées.... etc.

tion sera prescrite une année révolue après la notification de l'appel qui aura été interjeté.

N° 48. — *Les actes qui interrompent la prescription de l'action publique interrompent-ils celle de l'action civile?*

Comment appliquer à la prescription le principe de l'indépendance des deux actions publiques et civiles? Certains auteurs ont enseigné que les actes qui interrompaient la prescription en ce qui concerne l'une des actions ne produisaient aucun effet par rapport à l'autre. La Cour de Cassation a décidé à plusieurs reprises que l'acte d'instruction, qui interrompait la prescription de l'action publique, produisait le même effet sur l'action civile au moins lorsqu'elle était portée devant les tribunaux répressifs. Elle s'appuie sur le texte de l'article 2 C. I. criminelle et sur l'adage : *Accessorium sequitur principalis* sortem. Ces décisions sont bien fondées. Nous reviendrons longuement sur les questions de détail que soulève le principe posé (1).

N° 49. — *Doit-on approuver l'interruption de la prescription de l'action civile? Quels sont les actes interruptifs? Etude rapide de la doctrine.*

L'article 8 du code d'Instruction criminelle dit que tout acte qui constate une infraction, en recherche les auteurs,

(1) D. 89, 1, 222. Du 3 novembre 1887. La Cour, ... Attendu qu'à la suite du jugement du 26 février 1887 on doit tenir la déclaration d'appel faite au greffe le 1^{er} mars 1887 comme étant une formalité qui doit être assimilée à un acte de poursuite et qui par suite est interruptive de prescription. ... que cette interruption à l'égard de celui qui est réputé être complice du délit a pour effet de l'interrompre... etc.

établit les preuves de la culpabilité, est un acte d'instruction ou un acte de poursuite. L'acte d'instruction fait constater l'infraction, l'acte de poursuite met l'action publique en mouvement ou sert à s'assurer de la personne du prévenu.

M. Laborde (N° 772) s'exprime ainsi : « Opposés l'un à l'autre, ces mots actes d'instruction, actes de poursuites ont un sens différent ; les actes d'instruction tendent à établir le fait et à rechercher le coupable d'une manière indéterminée ; les actes de poursuite sont des actes d'exercice de l'action publique, dirigés contre un individu déterminé. Prises isolément, ces deux expressions sont synonymes. Aussi un auteur a-t-il pu dire avec assez d'exactitude qu'il y avait deux sortes d'actes de poursuites. Les uns *in rem* (actes d'instruction), les autres *in personam* (actes de poursuites) ». Cet auteur est Rauter. La loi du 29 juillet 1881 ne parle que d'actes de poursuites. Mais cette expression est prise dans son sens le plus large et l'on peut dire que les actes d'instruction y sont compris. (Rapporteur Lisbonne. Lois nouvelles, 1884, 3, pages 9 et suivantes).

Haus, dans son N° 542, indique que les actes d'instruction contre les actes de police judiciaire sont très nombreux. Muteau définit les actes d'instruction ou de poursuite tous actes ayant pour objet de rechercher soit les preuves de l'existence du crime et de la culpabilité du prévenu, soit de s'assurer de sa personne ; ils ont à l'égard même des personnes qui ne seraient pas impliquées dans l'acte d'instruction et de poursuite. C'est l'instruction et la poursuite du fait qui se prescrivent et non la personnalité des auteurs de ce fait. Le Seyller n'approuve pas la

théorie de l'interruption de la prescription, N° 346 (1). Pourquoi, dit-il, prolonger ainsi le délai de la prescription? Le coupable n'est-il pas toujours tourmenté également, qu'il y ait ou non prescription? L'oubli en fait n'est-il pas aussi grand? Les preuves ne dépérissent-elles pas tout autant? Ortolan (*Etude de Droit*, P. N° 1663, p. 767 *in fine*, 768) dit que l'interruption se justifie par un souvenir juridique. Ce n'est pas là une justification. Le prévenu n'est pas d'ailleurs averti de l'affaiblissement de ses preuves, car les actes qui interrompent peuvent n'être pas dirigés contre lui et il peut les ignorer. M. Mangin affirme que le travail fait par le magistrat servira à conserver les preuves. C'est souvent vrai des preuves à charge, mais bien moins des preuves à décharge que la plupart du temps le prévenu peut seul apporter. Et il est spécieux de dire que les actes d'instruction ou de poursuite sont faits pour empêcher la prescription de l'action. C'est leur résultat mais non leur but.

Faustin Hélie indique que l'interruption de la prescrip-

(1) M. Labrousse, dans sa thèse, soutient que la partie civile, faisant dans son intérêt un acte de procédure devant la juridiction criminelle, interromp la prescription en ce qui concerne les deux actions. Il cite comme garants de son opinion : Faustin Hélie, t. 3, p. 726 ; Garraud, t. 2, N° 65. Il cite aussi divers arrêts : D. 85, 1, 183, du 29 mars 1883 ; D. 86, 1, 143, du 24 mai 1884 ; D. 85, 1, 136, du 27 juin 1883. Il admet la même solution quand la Cour d'Assises est saisie par une citation. Cass. 14 février 1890. D. 91, 1, 281, du 14 mars 1884. D. 85, 1, 90. D'ailleurs, dès que le Tribunal est saisi par la partie civile, le Ministère public est tenu de prendre des réquisitions. Cass. 27 juin 1811. S. 11, 1, 527. 27 février 1828. S. 28, 1, 315.

L'opposition aux ordonnances du juge d'instruction interromp la prescription pour les deux actions, dit Labrousse. C'est véritablement un acte de poursuite qui saisit la Chambre des mises en accusation.

La partie civile appelle ou se pourvoit quant à ses intérêts civils seulement. Elle ne peut par ses actes conserver l'action publique.

tion est basée sur des faits qui supposent l'existence des preuves ou font obstacle à leur dépérissement.

La prescription de l'action civile n'est pas interrompue par la citation à témoin donnée à la requête de la partie civile. Carnot semble penser que les poursuites de la partie civile peuvent interrompre la prescription même lorsqu'elles sont exercées devant les Tribunaux civils. Cette opinion est erronée. Si la partie civile a porté son action devant le Tribunal civil et si avant que cette instance soit terminée le Tribunal correctionnel est saisi par le ministère public, il y a suspension de l'instance au civil jusqu'à ce que le correctionnel ait prononcé. Mais si l'action civile est jugée sans que l'action publique ait été mise en mouvement, l'action civile n'a produit aucun effet par son exercice sur l'action publique. Si la partie lésée a porté son action devant le Tribunal correctionnel et si les juges sont aussi saisis de l'action publique, les deux actions demeurent distinctes ; les diligences de la partie civile ne peuvent relever le ministère public des déchéances qu'il a encourues, excepté si la partie civile a formé opposition à une ordonnance de la Chambre du Conseil portant qu'il y a lieu de mettre le prévenu en liberté. Cette opposition saisit de l'action publique la Chambre des mises en accusation.

Si le ministère public n'a pas joint son action à celle de la partie lésée, les poursuites de cette dernière n'influent pas sur l'action publique (excepté au cas où la partie lésée cite directement, auquel cas elle met l'action publique en mouvement), parce que l'action civile est l'accessoire de l'action publique.

Muteau indique que la partie lésée ne peut en prenant la voie civile interrompre la prescription. Il indique ensuite que la sommation faite par la partie civile à sa par-

tie adverse au cours d'une instance en diffamation, régulièrement introduite dans les trois mois d'avoir à signifier les griefs d'appel avec déclaration que faute d'y satisfaire il en sera tels avantages que de droit, est interruptive de la prescription (Muteau, page 269).

Muteau pense aussi que l'assignation devant un Tribunal civil en matière de diffamation interrompt la prescription et que la citation directe donnée au prévenu par la partie civile interrompt également (Muteau, p. 271). C'est à tort, prétend-il, que Le Seyller a dit que cette citation ne saisit le Tribunal qu'en ce qui touche les intérêts civils. Nous ne pouvons accepter que la citation donnée au prévenu par la partie civile interrompe la prescription (1).

N° 50. — *Tous les actes qui interrompent la prescription de l'action publique interrompent-ils celle de l'action civile, devant quelque juridiction que cette dernière soit intentée?*

M. Haus admet (N° 553) qu'il résulte de l'indivisibilité des deux actions au point de vue de la prescription que lorsque l'action civile est intentée conjointement à l'action civile la prescription est régie par les mêmes règles, a le même point de départ, est soumise au même délai. Les actes qui interrompent la prescription pour l'une l'interrompent pour l'autre. Il admet que tout acte de procédure fait dans l'intérêt de la partie civile interrompt la pres-

(1) M. Brun de Villeret admet que la citation en Police correctionnelle donnée par la partie lésée interrompt l'action publique. Il en serait autrement, dit-il, si la citation donnée n'avait pas été produite en justice. (Brun de Villeret, N° 342).

cription des deux actions à moins que l'une se soit déjà éteinte par un jugement ou un arrêt devenu irrévocable.

Il admet aussi que si les deux actions ont été intentées séparément, tout acte qui a interrompu la prescription de l'action publique a interrompu celle de l'action civile et réciproquement. Il y met cette seule condition que l'action civile doit naître de l'infraction et avoir pour objet la réparation du dommage causé par celle-ci.

Nous ne pouvons accepter son opinion, nous savons que les actions publiques et civiles ont toujours les mêmes causes d'interruption (Voir Laborde, N° 788). Les articles 637 et 640 indiquent suffisamment ce corollaire de l'unité de prescription, puisque après avoir fixé le même délai pour la prescription des deux actions ils la font interrompre par les mêmes actes. Le silence gardé par les articles 637 et 640 sur la juridiction devant laquelle doit être accompli l'acte interruptif s'explique par cette considération toute simple que le Code d'instruction criminelle s'occupant uniquement des juridictions pénales ne peut viser que des actes de procédure posés devant ces juridictions ou des jugements rendus par elle (Laborde, N° 788) (1).

(1) Lorsque la partie civile porte son action devant un Tribunal civil, certains auteurs soutiennent que les diligences faites par elle pour conserver l'action civile conservent aussi l'action publique. (Voir : Bertauld, P. 652. Paul Collet, *Revue critique*, 1868, p. 1). D'autres soutiennent que les actes de la partie civile intéressent les deux prescriptions. (Voir : Le Seyller, t. 2, N° 280 ; Hooberecke, page 126 ; Labroquère, *Revue critique*, 1869, page 172 ; Cousturier). La solution, dit M. Labrousse, est que les actes de la partie lésée introduits devant la juridiction civile ne conservent pas plus l'action civile que l'action publique. Brun de Villaret, N° 381. Villey, *Revue critique*, 1873, pages 86 et suivantes (2^{me} alinéa de l'article 637). C'est devant la juridiction pénale seulement que les actes d'instruction et de poursuites ont un caractère impersonnel. M. Cousturier dit : Le législa-

Nous ne pouvons mieux faire que de citer intégralement la réfutation faite par le savant professeur des trois systèmes opposés qui ont été soutenus.

«1^{er} Système. La poursuite de l'action civile devant les Tribunaux civils interrompt la prescription de cette action sans interrompre celle de l'action publique. Les actes d'instruction ou de poursuite devant une juridiction pénale interrompent au contraire la prescription des deux actions. Cette distinction est contraire au principe de l'unité de prescription. Puisqu'une seule et même prescription s'applique aux deux actions on peut admettre qu'il y ait des actes qui interrompent la prescription de l'une sans interrompre celle de l'autre.

»2^m Système. La poursuite de l'action civile devant les Tribunaux civils interrompt la prescription des deux actions. Ce système ne heurte pas le principe de l'unité de prescription, il a même une certaine valeur législative, mais il ne peut se concilier avec les effets absolus que les articles 637 et 640 attribuent aux actes interrup-

teur a maintenu l'indivisibilité des deux actions qui résultait de la législation antérieure. L'article 10 de la loi de Brumaire parlait de poursuites soit civiles, soit criminelles, qui doubleraient le délai de la prescription. Ce Code est abrogé.

Cousturier soutient que les poursuites au civil interrompent la prescription de l'action civile. Elles doivent interrompre celles de l'action publique. Mais la difficulté c'est de savoir si la première proposition est vraie.

Quand l'action civile est intentée au civil, dit Labrousse, le jugement la conserve si elle n'était pas prescrite au jour de la demande. *Omnes actiones quæ tempore pereunt simil inclusæ Judicio salvæ permannet.* Normand, 936. Mangin, t. 2, 363. Sourdat, 402. Villey, 655. Tant qu'il n'y a pas péremption d'instance l'action civile est sauvegardée. Si l'action est portée devant le Tribunal civil et qu'il y ait ensuite péremption? En matière de crime il faut dire que la péremption éteint l'instance et non l'action. On peut la reprendre si dix ans ne sont pas écoulés. Pour les délits et les contraventions, à cause de ses longs délais, la péremption entraîne la perte de l'action. (Voir Sourdat, t. 1, p. 402).

tifs. Cet effet absolu suppose un acte d'exercice de l'action publique, par exemple l'acte qui lui donne l'impulsion. Dans tous les cas c'est un acte accompli devant les juridictions de répression.

»3° Système. Bien que la poursuite de l'action civile devant les Tribunaux civils n'interrompe point la prescription, ces tribunaux ne perdent pas le droit de statuer sur une demande introduite en temps utile, parce que la recevabilité d'une action doit être appréciée non pas au moment où elle est jugée, mais au jour où elle a été introduite. Ce système est condamné d'abord par son résultat, puisqu'il aboutit comme le premier à faire survivre l'action civile à l'action publique éteinte par la prescription. De plus il part d'une pétition de principe. Pour admettre en effet que la citation donnée au prévenu devant le Tribunal civil conserve à ce tribunal le droit de statuer sur l'action civile même après le délai de la prescription, il faudrait admettre préalablement que cette citation constitue un acte interruptif. Or, nous venons de démontrer le contraire en réfutant le second système» (Laborde, N° 788).

Trébutien indique (N° 242) que les actes qui interrompraient la prescription de l'action civile alors qu'elle est portée devant les Tribunaux civils ne conserveraient pas l'action publique. Nous répondrons que pour nous il n'y a pas d'acte ayant pour effet d'interrompre uniquement la prescription de l'action civile. Vazeilles (N° 266) admet notre opinion. De même M. Corne dans sa thèse.

Si, par suite de négligence du ministère public, l'action publique est frappée de déchéance, l'action civile cessera aussi de pouvoir être exercée. (Sourdat, t. 1, N° 588).

Si l'action civile a été portée devant les Tribunaux civils et si elle est suspendue parce que la juridiction

correctionnelle a été saisie par le ministère public, le jugement qui sera rendu par le Tribunal correctionnel interrompra la prescription qui recommencera ensuite à courir. (Mangin, t. 2, N° 354).

N° 51. — *Énumération des actes interruptifs. Doctrine.*

Parmi les actes interruptifs on peut citer les procès-verbaux qui constatent le délit ou qui complètent les renseignements ayant trait au délit. Ce sont des actes d'instruction (Laborde, N° 772. Faustin Hélie, t. III, page 925. Mangin, t. II, N° 342. Sourdat, t. 1, N° 389). Le Seyller (t. II, N° 485) soutient le contraire et il se base pour cela sur le sens du mot poursuite. Dans une édition plus récente, il est revenu sur son opinion et il reconnaît que le procès-verbal n'est pas un acte de poursuite au sens strict du mot puisqu'il ne fait que constater l'infraction (Mangin, Traité des procès-verbaux, N° 3) (1). Ferrière donne cette définition du mot poursuite : Procédure qu'on fait en justice et actes qui ont pour but de mettre une affaire en état d'être jugée. Mais le procès-verbal est la base fondamentale de la procédure. C'est

(1) D. 56, 1, 269. La Cour, ... Attendu... que si la plainte de la partie civile poursuivant la réparation d'un fait punissable est un acte de poursuite qui interrompt la prescription quant à elle, il n'en est pas de même de la plainte de la partie lésée qui, s'en se constituer partie civile, s'en rapporte à l'initiative et à l'action du ministère public... Attendu qu'on doit entendre par poursuite, dans le sens général de l'article 8 sus-visé de la loi du 6 octobre 1791, tous les actes qui sont faits en justice par des personnes que la loi autorise et dont le but est de parvenir à constater le délit et à en faire punir l'auteur... Que l'article 16 du même Code et les articles 1 et 6 de la section I, t. 1, de la loi du 6 octobre 1791 chargent les gardes champêtres sous la surveillance des officiers municipaux de constater tous les délits mentionnés dans la police rurale... etc.

un acte d'instruction. Cass. 26 juin 1840. Bulletin criminel, N° 1888, 29 mars 1856. 28 juillet 1876. D. 71, 1, 184. « La Cour... Attendu qu'il en a été autrement du procès-verbal dressé par le Commissaire de police le 11 janvier ; que ce procès-verbal est un acte d'instruction qui a suspendu (?) la prescription... ».

Remarquons qu'il n'est pas nécessaire que le procès-verbal ait été dressé sur des réquisitions du ministère public pour qu'il ait son effet interruptif. Cass. 25 juillet 1889. D. 90, 1, 449. « La Cour... Attendu que les dits procès-verbaux émanés d'agents compétents doivent donc être considérés comme des actes d'instruction et de poursuite et sont en conséquence interruptifs de la prescription ».

Interrompent également les réquisitions, la citation devant le Tribunal correctionnel, tous les actes du juge d'instruction.

Interrompent également la prescription, les jugements préparatoires, provisoires et interlocutoires (Sourdat, t. 1, N° 393). Cass. 27 janvier 1883. D. 84, 1, 311. « La Cour... Attendu que le pourvoi de Blairat a eu seulement pour effet d'interrompre la prescription et d'en suspendre le cours pendant la durée de l'instance devant la Cour de Cassation... etc. ».

Les jugements définitifs seuls arrêtent irrévocablement la prescription de l'action. Les jugements contradictoires qui ne sont pas encore définitifs peuvent être attaqués par la voie de l'appel dans les dix jours si c'est le prévenu qui fait appel, dans le délai de deux mois si c'est le procureur général. Ce jugement est considéré comme ayant interrompu la prescription. Cass., 28 novembre 1857. D. 58, 1, 93. 21 décembre 1885. D. 86, 1, 317.

« La Cour... Attendu qu'enfin lors même que le prévenu condamné en première instance s'abstient de suivre sur son appel, la partie civile n'en reste pas moins partie poursuivante tenue de protéger par des actes de poursuite l'exercice de son action contre la prescription non suspendue, mais seulement interrompue par cet appel qui n'intervertit pas les rôles... ». Voir aussi : arrêt du 3 novembre 1887. D. 89, 1, 221. Voir: Brun de Villeret, N° 230.

Muteau se demande si la nomination d'un expert par le tribunal ou par le juge d'instruction a un effet interruptif ou un effet suspensif. Et il décide que, de même que la remise de cause contradictoire, cette nomination a un effet interruptif. Il indique aussi qu'un jugement correctionnel de condamnation, bien que réformé par un jugement postérieur, interrompt la prescription et comme dernier acte d'instruction, même vis-à-vis de celui qui n'a pas été poursuivi personnellement (Muteau, p. 241). La Cour de Cassation a décidé, dit-il, qu'un acte d'instruction ou de poursuite fait dans une procédure relative non seulement à un autre prévenu, mais encore à un autre délit, interrompt la prescription vis-à-vis d'un tiers qui n'est ni co-prévenu, ni complice. C'est, dit-il, aller un peu loin (Muteau, p. 245).

Muteau indique que le réquisitoire tendant à information, adressé au premier président de la Cour d'appel, par le procureur général, dans le cas où ce magistrat est chargé de poursuivre correctionnellement devant la première chambre de la Cour, l'une des personnes désignées aux articles 479 et 483 Code d'instruction criminelle et 10 de la loi du 20 avril 1870, est un acte nul qui ne peut en conséquence interrompre la prescription.

Toutes les réquisitions du ministère public à fin d'ins-

truire sont interruptives: 1° Réquisition tendant à informer; 2° Réquisition de transfert; même la simple dépêche demandant le transfert; 3° Réquisition chargeant le juge d'instruction d'informer sur telle société pour une infraction à l'article 14 de la loi du 24 juillet 1867; 4° Recherches de toutes natures faites par le parquet; 5° Réquisition à fins de condamnation. (Muteau, p. 253).

Le juge d'instruction agissant en matière de flagrant délit concurremment avec le procureur de la République interrompt par ses actes la prescription. Tous les mandats lancés par le juge d'instruction interrompent la prescription; de même que le procès-verbal qu'il dresse pour établir la constatation du délit; de même que les ordonnances, l'interrogatoire, l'audition des témoins; de même que l'ordonnance de perquisition et que la confrontation. Les actes par lesquels le juge d'instruction instruit contre les délits pour lesquels il n'a pas été requis d'informer interrompent la prescription; de même l'information faite par un juge de paix; de même encore l'instruction que peut faire supplémentairement le président des Assises. (Muteau, p. 256 et 257).

En ce qui concerne l'appel, Muteau reconnaît qu'il interrompt la prescription. Mais l'interrompt-il quelle que soit la personne de laquelle il imane? La jurisprudence répond oui. La doctrine soutient que ce résultat ne se produit pas si l'appel est formé par le prévenu. C'est à cette opinion que se rallie M. Laborde (N° 773). Car, dit cet auteur, les actes auxquels donnent lieu ces recours n'ont pas par eux-mêmes le caractère d'actes d'instruction ou de poursuite. Ce sont des actes de défense et non d'exercice de l'action publique. La prescription criminelle diffère par ce point de la prescription civile,

art. 2248. La jurisprudence n'a pas compris cette différence. Elle invoque l'article 640 qui en matière de contraventions fait recommencer la prescription interrompue par le jugement de condamnation, à partir de la notification de l'appel qui en aura été interjeté, *même par le prévenu*, ajoute-t-on, puisque le texte ne précise pas. Mais ce texte ne dit pas que la notification de l'appel interrompe la prescription. Il proroge seulement l'interruption produite par le jugement de condamnation jusqu'à cette notification (1).

En matière de simple police, la prescription d'un an court à compter de l'appel interjeté par la déclaration faite au greffe, bien que cet appel n'ait pas été signifié au ministère public, car la déclaration faite au greffe équivaut à la notification. Il a été décidé que par la discontinuation des poursuites pendant trois ans à partir de l'appel d'un jugement correctionnel, il y a prescription du délit et des actes de poursuites lors même que le jugement contiendrait au profit de la partie civile une condamnation à des dommages-intérêts. (Muteau, p. 268).

La sommation faite par la partie civile à sa partie adverse au cours d'une instance en diffamation régulièrement introduite dans les trois mois, d'avoir à signifier les griefs d'appel avec déclaration que faute d'y satisfaire il en sera tiré tels avantages que de droit, est interruptive de la prescription.

Le réquisitoire du procureur général à fin d'assigner, les assignations données à la requête de ce magistrat sont

(1) D. 85, 2, 103. Du 5 avril 1884. La Cour... Attendu que dans l'intervalle écoulé entre la déclaration d'appel, le 2 août 1882 et le 14 novembre 1882, date de la citation à la requête du Procureur général, aucun acte de poursuite n'a été exercé... Qu'il y a donc prescription... etc.

interruptives. Le recours du ministre devant le Conseil d'Etat, contre un arrêté du Conseil de préfecture, interrompt et ne suspend pas la prescription.

En matière de délit de presse, la signification d'un arrêt de la Cour de Cassation avec assignation devant la Cour de renvoi, faite au prévenu à la requête du procureur général par la Cour dont l'arrêt a été cassé, interrompt la prescription.

Les conclusions signifiées par l'intimé à l'appelant constituent un acte de poursuite lorsque avant leur signification il ne s'est pas écoulé plus de trois mois depuis que l'appel a été interjeté contre lui.

Les contraintes signifiées aux redevables sont interruptives de la prescription annale établie par l'article 50 du décret du 1^{er} germinal an XIII, et c'est alors la prescription trentenaire qui est appliquée en second lieu. Le visa ou la formule exécutoire du juge de paix n'est exigée que sur l'original de la contrainte pourvu qu'il y ait mention exacte de ce visa sur la copie.

Voir sur cette matière les divers auteurs ci-après énumérés : Faustin Hélie, N° 717 à 738. Brun de Villeret, N° 336 à 409. Mangin, N° 335 à 359. M. Rochoux, dans sa thèse. Trébutien, N° 241 et 242. Haus, N° 540 à 564. Vazeilles, N° 259, 266, 324 et 325. Cousturier, N° 35 à 55. Le Seyller, N° 476 à 513. M. Corne, dans sa thèse (1).

(1) D. 85. 2. 403. La Cour... Attendu que la transmission du dossier par le Parquet de première instance de Clermont au Parquet de la Cour ne peut être considérée que comme un acte d'administration et non comme un acte de poursuite.... qu'il est de principe que le moyen de prescription peut être relevé tant qu'il n'est pas intervenu de solution sur la question de fond. .. etc.

D. 90. 2. 416. Du 15 novembre 1889. Attendu que l'appel ayant pour effet de saisir la juridiction supérieure indépendamment de toute citation

On peut aussi indiquer les arrêts intéressants en cette matière. D. 86. 1. 318. La Cour. Attendu..... que même en matière civile ordinaire la simple constitution d'avoué, isolée de toute action et de toute conclusion ne serait pas interruptive de la prescription..... Qu'à plus forte raison la constitution simple ne peut pas être assimilée à un acte de poursuite au sens de l'article 65 de la loi de 1881... etc. Du 21 décembre 1885.

N° 52. — *Jurisprudence.*

D. 87. 1. 240. Du 5 novembre 1886. La Cour. Attendu..... que ce pourvoi n'a eu pour effet d'interrompre la prescription et d'en suspendre le cours que pendant la durée de l'instance devant la Cour de Cassation ; que la prescription a donc commencé à courir au moment même où par la solution donnée au pourvoi l'impossibilité d'agir a cessé, qu'aucune disposition de la loi ne prescrit de notifier à la partie civile l'arrêt rendu par suite du pourvoi du prévenu... Attendu que la signification par huissier d'un acte dans lequel la partie civile déclare conserver son droit d'agir ne saurait remplacer l'acte de poursuite exigé par l'article 65 de la loi du 29 juillet 1881, etc.... (1).

à un jour déterminé, a le caractère d'un acte de poursuite.... que tout acte de poursuite interrompt la prescription au profit de toutes les parties, alors même qu'il n'émane que de l'une d'elles, etc.

(1) D. 90. 1. 329. Du 8 novembre 1889. La Cour... Attendu qu'en effet c'est à la Cour de Cassation seule qu'appartient le jugement de la validité, soit en la forme, soit au fond des pourvois en nullité qui lui sont déferés et que quelle que soit la cause de la non-recevabilité dont ces pourvois peuvent être entachés, tant que la Cour de Cassation n'a pas statué, le cours de la prescription se trouve nécessairement suspendu.... etc.

N° 53. — *Autres actes interruptifs.*

Les jugements rendus par défaut interrompent la prescription, car ce sont des actes de poursuite. La jurisprudence administrative consacre l'effet interruptif des condamnations par défaut. La prescription recommence à courir du jour où l'opposition a été notifiée à l'administration. En matière administrative les décisions par défaut des conseils de préfecture sont susceptibles d'opposition. Il suffit que le Conseil de préfecture ait statué définitivement dans le délai d'un an notamment en se déclarant incompétent.

L'art. 641 du Code d'ins. crim. est ainsi conçu : En aucun cas les condamnés par défaut ou par contumace dont la peine est prescrite ne peuvent être admis à se présenter pour purger le défaut ou la contumace.

Cet article paraît dû à l'inconséquence du législateur, il heurte les principes de la matière et l'article 636 Code instruction criminelle qui dit..... «et à l'égard des peines prononcées par les Tribunaux de première instance, elles se prescriront à compter du jour où elles ne pourront plus être attaquées par la voie de l'appel».

Cependant aux termes de l'article 187 C. inst. criminelle, modifié par la loi du 27 juin 1866, ainsi que le fait remarquer M. Labrousse, le prévenu peut former opposition pendant cinq ans si la signification du jugement ne lui a pas été faite à personne, ou s'il ne résulte pas d'actes d'exécution de ce jugement qu'il en a eu connaissance. La Cour de Cassation a statué en disant que cette faveur n'enlève pas à la signification régulièrement faite son effet légal qui est de rendre le jugement définitif après l'expiration des délais d'opposition ou d'appel.

Cass. 5 mars 1869. S. 70. 1. 46. Paris 25 février 1870. S. 70. 2. 125. Cassation 30 janvier 1892. Bulletin criminel, N° 40.

La remise de cause constitue-t-elle un acte de poursuite ou un acte d'instruction? Un arrêt de la Cour d'Orléans du 29 juin 1886. D. 87. 2, 24, s'exprime ainsi : «La Cour... Attendu qu'il faut distinguer entre la feuille d'audience le plumitif et les notes d'audience au point de vue des effets légaux de leur constatation : que la feuille d'audience prescrite par les articles 36 et 39 du décret du 30 mars 1808 et mentionnée dans les articles 18 et 138 C. p. civile constitue la minute du jugement .. que la feuille d'audience a un caractère authentique ; que le plumitif appelé aussi feuilleton n'est qu'un simple cahier sur lequel le greffier tient note uniquement pour mémoire des faits d'audience, des remises de causes, du prononcé des jugements et de leur résultat ; que le plumitif n'est pas prescrit par la loi, qu'il ne constitue qu'un aide-mémoire sans valeur juridique par lui-même ; qu'il n'est même pas signé par le greffier, qu'on doit se garder de confondre ce plumitif avec le registre des pointes ; qu'il est constant que le cahier envoyé par le greffier de la Cour de Paris est bien le plumitif de ce greffier et que la feuille d'audience du 26 octobre 1885 ne contient aucune mention de la remise de cause en question.

Considérant que si la prescription édictée par l'article 65 de la loi du 29 juillet 1881 est interrompue par un acte de poursuite ou d'instruction et que si une remise de cause prononcée sur la demande des parties peut être considérée comme ayant le caractère d'un jugement préparatoire et interruptif de la prescription, c'est à la condition que cette remise soit légalement constatée, etc...

La feuille d'audience est donc la minute des décisions

judiciaires ; elle est signée par le président et le greffier et a un caractère authentique. La Cour de Cassation répudie cette distinction. On peut citer de nombreux arrêts qui décident que le plume-tif peut avoir un effet interruptif puisqu'il contient les déclarations des témoins, les réponses du prévenu et qu'il sert à constituer la feuille d'audience. Décision du 4 novembre 1885. D. 86. 1. 295. Du 4 avril 1873. D. 73. 1. 221. 28 février 1885. D. 86. 1. 385. 13 mars 1886. D. 86. 1. 474. 26 avril 1888. D. 88. 1. 281. Paris 14 février 1890. D. 90. 2. 309.

La partie civile pour interrompre n'a qu'à citer le prévenu au jour fixé par le jugement de remise de cause. Barbier, p. 1015. Garraud, t. 2, N° 70. Mangin, t. II, N° 354. Laborde, N° 879. Villey, N° 271. Normand, N° 936.

La plainte de la partie lésée n'est pas interruptive de la prescription. Elle n'est en effet ni un acte d'instruction ni un acte de poursuite. Cassation 19 mars 1856. Le Graverend, t. 1, p. 78.

La plainte avec constitution de partie civile interrompt au contraire la prescription. Cette opinion est admise d'une façon générale. Elle est logique, car l'action publique se trouve mise en mouvement. Vazeilles, N° 780. Brun de Villeret, N° 206. Mangin, t. 2, N° 353. Faustin Hélie, t. 3, p. 3. Cousturier, N° 28.

Mangin émet une opinion qui à notre avis doit être rejetée. Il soutient que lorsqu'il y a plainte avec constitution de partie civile, le ministère public peut ne pas poursuivre, mais que la prescription est interrompue en ce qui concerne la partie civile. Il est réfuté par Brun de Villeret, N° 375.

Si l'auteur du délit reconnaît avoir engagé sa responsabilité, cette reconnaissance interrompt-elle la prescrip-

tion? Nous répondrons que s'il y a par le fait de la reconnaissance de la responsabilité une véritable novation, la prescription sera interrompue. Et la prescription qui recommencera à courir contre la victime du délit au profit du coupable sera la prescription trentenaire. S'il n'y a pas une véritable novation, la reconnaissance faite n'interrompra pas la prescription.

M. Corne admet notre solution, mais fait remarquer qu'il importe de bien vérifier si l'acte de l'infracteur doit être considéré comme une reconnaissance de la faute ou un acte de charité. S'il y a, dit-il, reconnaissance même tacite de la dette, la prescription est interrompue. Il y a eu une véritable transaction entre les parties intéressées et la prescription qui recommence à courir est la prescription trentenaire. Une jurisprudence très nombreuse vient confirmer cette doctrine en respectant la distinction par nous faite. D. P. 69. 1. 217. Du 13 mai 1868. La Cour... Attendu qu'il est certain que l'arrêt attaqué en expliquant que les actes de reconnaissance imputés à la Compagnie étaient démentis par toutes les circonstances de la cause a suffisamment motivé le rejet des conclusions subsidiaires; car il ne peut exister un écrit qui rende vraisemblable un fait allégué là où il est déclaré souverainement que ce même fait est démenti par toutes les circonstances de la cause. Rejette.

Voir aussi des décisions en date du 3 avril 1868. D. P. 69, 2, 223 du 27 juillet 1885. D. P. 86, 2, 211 du 9 octobre 1885. D. P. 86, 1, 416. Paris 5 mai 1860, S. 60, 2, 404. Colmar, 25 mars 1867, S. 67, 2, 354. Dijon, 3 avril 1868, D. 69, 2, 223. Besançon, 15 juin 1881, S. 82, 2, 173. Douai, 24 janvier 1881, S. 83, 1, 55. Cass. 1^{er} février 1882, G. P. 83, 1, 213. Bordeaux, 10 novembre 1886. Recueil des arrêts de Bordeaux, 1887, 1, 30.

La convocation adressée au patron pour comparaître devant le bureau d'assistance judiciaire n'interrompt pas la prescription, alors même que devant ce bureau le patron aurait offert à l'ouvrier, à titre gracieux, un poste que celui-ci aurait accepté. Tribunal civil, le Havre 12 juillet 1879. G. P. 89, 1, supp., 75.

L'action civile en dommages-intérêts pour contrefaçon est éteinte si depuis trois ans le demandeur n'a fait aucun acte interruptif de prescription; et la signification d'un acte de constitution d'un nouvel avoué ne constitue pas un acte de cette nature. Tribunal civil, Seine 12 mars 1892. Droit, 20 avril 1892.

Lorsque l'action civile est intentée et que la personne poursuivie appelle en cause un garant, si celui-ci vient défendre devant la juridiction saisie de l'affaire, la prescription est interrompue envers le demandeur principal et envers le garant (S. 91, 2, 49. P. 91, 1, 193). Les actes d'instruction ou de poursuite seuls n'interrompent pas la prescription. Mangin, t. 2. N° 357. Le Seyller, N° 2254. D. 90, 1, 188. Du 16 mai 1889. «La Cour. Attendu que les dispositions des articles 2 et 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843, portant qu'en Algérie la résidence vaut domicile et que les citations et significations pourront être faites valablement à la personne ou au domicile réel ou d'élection ou à la résidence de la partie civile sont seulement applicables aux parties qui ne sont pas domiciliées en Algérie, etc....

Rauter soutient qu'une citation nulle n'est pas par là dépouillée de sa force interruptive. Le point délicat c'est de savoir quand il y a ou non nullité. Mais toute la doctrine et la jurisprudence admettent, avec raison, qu'une citation nulle ne peut avoir d'effet interruptif. Cass. 15 juin 1893, S. 94, 1, 49.

La seule difficulté est donc de savoir quand un acte est nul ou non. Il y a divergence dans les opinions, mais l'accord s'est fait sur certains points (Muteau, p. 303).

Un jugement nul pour vice de forme ou intervenu sur poursuites nulles ne peut produire aucun effet interruptif. La citation nulle pour vice de forme n'est pas interruptive. Les actes faits par des fonctionnaires étrangers n'ont en France aucun effet. S'il s'agit d'un délit commis par un Français contre un Français et réprimé par une loi étrangère, la citation directe faite en France par la partie lésée est nulle et de nul effet. Si un délit a été commis par des officiers de police judiciaire et si ce délit est passible de peines correctionnelles, la Chambre civile de la Cour d'appel doit être directement saisie par le réquisitoire du procureur général; ce réquisitoire est interruptif. L'article 219 C. I. Cr. exige la citation directe devant la première Chambre de la Cour. Une information préalable ne peut avoir qu'un caractère officieux. Aussi aucun des actes de cette information ne pourrait-il interrompre la prescription.

Si dans notre hypothèse la citation a été faite par le procureur de la République, sans que celui-ci ait reçu l'autorisation du procureur général, la citation est nulle et n'interrompt pas. Lorsqu'un fonctionnaire public est inculqué d'infraction aux lois sur les boissons et les sucres, il n'appartient qu'au procureur général de citer ce fonctionnaire devant la Cour d'appel qui ne peut être saisie valablement par la partie civile. La citation de celle-ci n'aurait donc pas effet interruptif. Cour de Paris. Arrêt 25 mars 1895. La citation n'interrompt pas si un désistement vient l'annuler. Mais il faut qu'il soit pur et simple. Le refus des huissiers d'assigner un de leurs collègues

n'est pas un acte interruptif de la prescription. Ces solutions sont acceptées par la généralité des auteurs.

Lorsqu'au cours d'une instance un délit inconnu est dévoilé et que le ministère public fait des réserves à l'audience en ce qui concerne la poursuite du fait délictueux nouvellement connu, ces réserves ne sauraient avoir un caractère interruptif.

Le dépôt au greffe de pièces arguées de faux n'est pas interruptif s'il n'est pas fait en conséquence d'une poursuite en faux principal.

La prescription de trois ans, à laquelle est soumise l'action civile, née d'un délit, n'est pas interrompue par la démence de la victime de ce délit et son internement dans une maison de santé. Bordeaux, 9 novembre 1892, G. P. 93, 1, 2^{me} partie, 37. Metz, 1^{er} mars 1866, D. 66, 2, 54. Cour d'assises, Seine, 30 octobre 1882, G. P. 83, 1, 12. Cassation, 11 décembre 1869, S. 70, 1, 91. Cass. 7 mai 1851, S. 52, 1, 302. Paris, 11 janvier 1884, G. P. 84, 1, 439. Cass., 20 novembre 1886, G. P. 86, 1, 851 (1).

(1) D. 66. 2. 54. La Cour .. Attendu que la fixation d'un délai spécial n'a pu en matière électorale.... avoir pour effet de modifier, en dehors de ce délai, les règles générales du droit relatives aux causes, aux conditions et aux effets des actes interruptifs ou suspensifs de la prescription criminelle... qu'aussi dans le silence gardé par cette loi spéciale sur les effets de l'interruption de la prescription et sur le temps requis pour la péremption des poursuites.... c'est dans ce sens, et pour ces motifs, qu'ont été rendues les décisions qui ont préféré à la prorogation des articles 637 et 638 C. I. Cr. celle résultant de la prescription spéciale, c'est-à-dire le laps de trois mois écoulé sans poursuites à partir de l'acte interruptif. .. mais que de cette limitation.... il ne faut pas conclure que le décret du 2 février ait imposé à la poursuite des crimes et délits électoraux un délai fixe et invariable de trois mois, dont la durée serait d'une rigueur absolue et devrait être maintenue; dans tous les cas, quels que soient les incidents de la procédure.... qu'ainsi si le décret organique du 2 février 1832, qui se substituait

L'action civile en dommages-intérêts pour contre-façon est éteinte si depuis trois ans le demandeur n'a fait aucun acte interruptif de prescription, et la signification d'un acte de constitution d'un nouvel avoué ne constitue pas un acte de cette nature. T. civ., Seine 12 mars 1892. Droit, 20 avril 1892.

N° 54. — *Sous quelles conditions la citation interrompt-elle?*

Une citation faite à trop bref délai interrompt. La réquisition de citer n'a pas d'effet interruptif. La citation est valable bien que l'affaire ne soit pas appelée au jour de l'assignation, mais elle n'est pas valable si elle ne contient pas le quantième et le mois. Rouen 26 décembre 1840. P. 41. 1. 585. Cassation 5 mai 1865. P. 65. 1. 579. Douai 1^{er} décembre 1869. P. 70. 7. 13. Dijon 13 décembre 1871. P. 72. 1. 88. (Vazeilles N° 782. Carnot N° 1. Bourguignon. Jurisprudence des Codes criminels N° 3 sur l'article 638. Mangin N° 357. Sourdat, t. 1^{er} N° 391. Trébutien, t. II, p. 154 et 155. Brun de Villaret N° 216 et 218. Haus. Principes généraux du Droit belge 1869, N° 947. Morin. Répertoire V° Prescription N° 26. Journal de Droit criminel 1865, p. 227, article 8070. Henrion de Pansey. Des biens communs et de la police rurale et forestière, Chapitre 34, p. 413. Rauter, N° 854).

à la loi électorale du 8 février 1849, avait voulu pour la plus grande rapidité de la poursuite, supprimer les délais qu'entraîne inévitablement, quand il s'agit de poursuivre un fonctionnaire public, une demande en autorisation portée devant le Conseil d'Etat, ce décret aurait dû reproduire la disposition de l'article 1119 de la loi de 1849 qui dit que en cas de crimes ou délits prévus par cette loi, si le crime ou délit est imputé à un agent du Gouvernement, la poursuite aura lieu sans qu'il soit besoin d'une autorisation préalable..., etc.

En matière de simple police, il faut que la citation soit donnée avec un délai de 24 heures plus un jour par trois myriamètres à peine de nullité de la citation et du jugement par défaut. Si elle ne respecte pas les délais, dit Le Seyller, cette citation n'interrompt pas. Mais la nullité de la citation ne peut être opposée qu'à la première audience avant toute exception et défense.

Si l'original de la citation était daté et que la copie ne le fût pas et si l'état de la copie n'indiquait pas clairement si oui ou non la citation a été donnée avant la prescription, la prescription devrait être déclarée acquise au prévenu. (*Favores ampliandi*).

Un arrêt du 5 décembre 1833 (Bulletin N° 489. Cassation) dit qu'une erreur dans l'indication de la loi pénale n'empêche pas la citation d'interrompre la prescription. Si la citation est donnée par un magistrat incompétent à raison de la nature du délit ou du lieu où le fait s'est commis, cette citation n'interrompt pas. Mangin, t. 2, N° 343. Le Seyller, t. 2, N° 499. Garraud, t. 1, N° 265. Cassation 9 juin 1865. D. 67. 1. 98. Orléans 8 novembre 1887. D. 88. 297. Cassation 3 juillet 1880. Dalloz. S. R., page 222.

Si la partie poursuivante exerce son action devant un Tribunal incompétent, elle peut se prévaloir de ses diligences comme étant des actes conservatoires de son action. Les textes (voir l'article 637) favorisent cette solution qu'admettent aussi les auteurs. Le Tribunal se déclare incompétent, mais il n'est pas tenu de prononcer la nullité de la poursuite. Garraud, t. II, N° 65. Morin. R. P., N° 26. Faustin Hélie, t. III, p. 728. Cassation 10 mai 1838. S. 58. 1. 981. 5 juin 1841. S. 42. 1. 946. 5 mai 1865. S. 65. 1. 426. 14 mars 1884. D. 85. 1. 97. Cassation 29 mars 1884. D. 85. 1. 183. Du 29 mars

1884. La Cour... Attendu en droit que dans le silence de la loi du 3 mai 1843, sur les interruptions de la prescription, les règles posées par les articles 637, 638. C. instruction criminelle et par l'article 2246 C. civil deviennent applicables aux délits punis par ladite loi; que notamment la citation donnée même devant un juge incompétent est interruptive de la prescription. Attendu que le propriétaire d'un droit de chasse a qualité pour déférer par voie de citation directe à la justice répressive la connaissance des faits délictueux qui portent atteinte à son droit; que la citation ainsi notifiée et appelant le délinquant devant la juridiction de droit commun instituée pour connaître du délit constitue manifestement un acte interruptif de la prescription indépendamment de tout acte d'instruction ou de poursuite exercé à la diligence du ministère public, que bien que à raison de sa qualité et de sa fonction l'inculpé dût jouir du privilège personnel de n'être jugé que par la première Chambre de la Cour d'appel et de n'y être traduit qu'à la requête du procureur général, cette circonstance, si elle a eu pour effet de rendre la citation inefficace, au point de vue de la juridiction incompétemment saisie, n'a eu pour effet d'enlever à cet acte de poursuite son caractère et ses effets juridiques au point de vue de l'interruption aux termes de l'article 2246, C. civil. Attendu qu'il n'importe que dans l'espèce le plaignant connût dès avant la citation signifiée à sa requête la qualité qui rendait le délinquant justiciable de la première Chambre de la Cour d'appel; que la disposition de l'article 2246 est générale et que son application ne saurait être subordonnée à l'existence ou à l'absence de faits accidentels, d'une constatation souvent difficile et d'une portée incertaine, etc....

La citation est donc interruptive quand l'incompétence tient à un privilège inhérent à la personne du coupable. Voir Toulouse 17 novembre 1835. S. 36. 1. 150. Orléans 31 décembre 1835. S. 36. 2. 151. Cassation 1846, 18 avril. Bulletin criminel 95, 7 septembre 1849. Bulletin criminel 235, 3 avril 1862. Bulletin criminel 101. Bourges 29 novembre 1842. S. 42. 2. 489.

Le Seyller soutient qu'une citation valable en la forme, assignant un prévenu devant un tribunal incompétent, interrompt la prescription. Il cite comme garants de son opinion certains arrêts et plusieurs auteurs. 7 septembre 1849, 49. 2. 47. 22 janvier 1863, 5 mai 1865. Dalloz 65. 5. 302. Cassation 27 février 1865. Chambre criminelle. Dalloz 1867. 1. 95. Vazeilles N° 783. Mangin N° 356. Rauter N° 857, N° 3. Faustin Hélie, t. 3, 194, p. 728. Morin R. V. Prescription N° 26. Jour. du Droit criminel 1865, p. 228, art. 8070. Henrion de Pansey. Des biens communaux et de la police rurale et forestière, ch. 34, p. 463. Sourdat, t. 1, N° 390. Trébutien, t. 2, p. 155. Cousturier N° 39. Brun de Villeret N°s 221, 222. Haus. Principes généraux du Droit belge 1869, N° 947.

M. Rochoux dans sa thèse n'admet cette opinion qu'avec des distinctions. Pour lui, la citation faite devant un tribunal incompétent n'interrompt la prescription que si ce tribunal n'est pas manifestement incompétent.

Quant à nous, nous avons accepté la théorie de Le Seyller, mais avec les distinctions indiquées plus haut. Le Seyller ajoute que d'ailleurs le prévenu est averti par la citation d'avoir à se tenir sur ses gardes et que la prescription recommence à courir du jour où le tribunal incompétent est dessaisi.

Suivant Cousturier (N° 40 et Brun de Villeret N° 227),

le jugement déclarant l'incompétence interrompt, car c'est un acte de poursuite.

La citation donnée par un procureur compétent *ratione loci* est valable quand bien même le tribunal serait incompétent *ratione loci* ou par la nature du délit.

N° 55. — *La prescription peut-elle être interrompue d'une manière indéfinie?*

La prescription de l'action civile peut-elle être interrompue d'une manière indéfinie. M. Laborde a péremptoirement démontré que c'était là une chose impossible. Nous ne pouvons mieux faire que de le citer : « Le Code d'instruction criminelle s'est approprié la théorie de l'interruption, mais il n'admet point que l'acte interruptif ait par lui-même l'effet de doubler le délai. Il fait simplement recommencer la prescription. Chaque acte d'instruction ou de poursuite, chaque jugement de condamnation en première instance ou en appel donnent ainsi un nouveau point de départ à la prescription. C'est le système des interruptions successives que le législateur de 1808 substitue à celui de l'interruption unique.

» Suit-il de là qu'une série d'interruptions soit possible? Nous ne le pensons point; les interruptions successives, à notre avis, ont une limite, c'est le délai normal de la prescription après l'infraction. Ainsi entendu, le système du Code d'instruction criminelle diffère peu dans son résultat pratique de celui des Codes de 1791 et de l'an IV. Le délai de la prescription n'est plus nécessairement doublé par l'acte interruptif. Mais si cet acte se place à l'extrême limite du délai de dix ans pour les crimes, de trois ans pour les délits, d'un an pour les contraventions, la durée ordinaire de l'action civile sera troublée comme sous la législation précédente. Voilà le résultat pratique

qu'on peut atteindre par un acte d'interruption accompli en temps opportun, mais aussi celui qu'on ne peut dépasser. Les articles 637 et 640 imposent en effet une limite aux actes interruptifs en exigeant qu'ils soient accomplis dans l'intervalle de dix ans qui suit le crime ou dans l'année qui suit la contravention. Passé le délai ordinaire de la prescription, l'effet des actes interruptifs accomplis en temps utile se fait encore sentir, mais une nouvelle interruption est impossible. Cette solution nettement indiquée par le texte des articles 637 et 640 n'a pas laissé de trace dans les travaux préparatoires, probablement parce qu'elle différait peu de celle que donnait la législation alors en vigueur. Il est à remarquer d'ailleurs que du moment que l'on admettait les interruptions successives, il fallait leur fixer une limite sous peine de rétablir les crimes imprescriptibles dont on ne voulait pas. En renouvelant en effet périodiquement l'acte interruptif, on arriverait à poursuivre les crimes et les délits un siècle et plus après qu'ils auraient été commis. On dépasserait dans tous les cas les délais de la prescription de la peine alors qu'il est visible que le législateur a voulu fixer pour cette prescription un délai plus long que pour celle de l'action».

M. Laborde indique ensuite un arrêt de la Cour de Paris en matière de diffamation, où la prescription dure trois mois, qui avait été rendu à la suite d'interruptions successives deux ans et demi après le délit. Le délai de la prescription était ainsi décuplé. Cela ne revient-il pas à poursuivre les crimes cent ans après qu'ils ont été commis ?

M. Labrousse dans sa thèse adopte une opinion contraire à la nôtre. Il s'abrite derrière l'autorité de Villey, p. 257. Le Seyller, t. 2, N° 478. Mangin, t. 2, N° 534.

Normand, N° 936 et quelques arrêts, notamment Cassation 24 mai 1884. D. 86. 1. 143. Montpellier 5 mars 1887. S. 88. 2. 161.

Les mots dans cet intervalle, dit M. Labrousse, ont été mis par le législateur dans l'article 637 simplement pour rendre sa pensée plus précise. C'est une simple redondance à laquelle il ne faut pas attacher d'intérêt. Raisonner ainsi, c'est escamoter la difficulté. M. Labrousse fait valoir que son opinion sera très utile en ce qui concerne les courtes prescriptions et si M. Garraud lui fait remarquer qu'avec le système des interruptions indéfinies le ministère public aura un pouvoir arbitraire, il s'en console aisément. Il admet sans difficulté que les crimes et délits peuvent devenir imprescriptibles. C'est méconnaître gravement les principes généraux de la matière.

La loi du 29 juillet 1881, dit M. Labrousse dans son article 65, semble bien donner raison à l'opinion que je soutiens, car cette loi spéciale adopte l'opinion contraire à la mienne. Or, cette loi est spéciale, c'est-à-dire doit être soumise à l'interprétation restrictive et ce délai qu'elle indique est un délai tout à fait contraire au droit commun. Et d'ailleurs, pourquoi le législateur aurait-il mentionné ce délai restreint s'il ne l'avait pas trouvé exceptionnel? Nous répondrons que le législateur avait parfaitement admis que l'on doit faire courir après l'interruption la première prescription quelle que soit sa durée et que dans l'article 65 de la loi du 29 juillet 1881 il a fait l'application d'un principe à lui familier. D'ailleurs les législations antérieures paraissent fournir des arguments à la thèse que soutient M. Laborde et il est certain que le législateur n'a pas voulu de changement radical sans l'indiquer. Voir dans notre sens Labroquère. Revue critique 1861, t. 19, page 169. Ortolan, t. 2, N° 1870. Garraud,

t. II, page 102. Dalloz, Supp. N° 191. Notre théorie est sanctionnée par la loi Belge et admise par les criminalistes Belges.

Le Seyller (t. II, N° 478), Brun de Villaret (N° 202 et suivants) sont défavorables à l'opinion que nous venons de soutenir, ainsi que la plupart des auteurs français. A l'argument de texte on répond que l'interprétation est judaïque et que d'ailleurs les articles 637 et 638 ne pouvaient pas être autrement rédigés : il fallait bien exprimer que l'acte interruptif doit avoir été accompli avant que la prescription soit acquise. Puis on raisonne par analogie du Droit civil où la faculté de renouveler l'interruption n'a pas de limites. On ajoute que si la prescription criminelle a pour unique fondement l'oubli de l'infraction, l'interruption est une protestation contre l'oubli. Elle détruit donc la base même de la prescription. Dès lors il n'y a rien d'étonnant à ce que la prescription soit forcée de recommencer quelque éloigné que soit le délit. Enfin on fait valoir que l'intérêt pratique de la controverse se présente seulement dans les courtes prescriptions. Or pour les infractions auxquelles ces prescriptions s'appliquent, l'oubli c'est le pardon de la partie lésée, puisque leur poursuite ne peut avoir lieu sans son assentiment, mais le renouvellement de l'interruption prouve que la victime n'a point pardonné. Nous répondrons : Notre interprétation est littérale, soit. Mais en Droit pénal il faut prendre au pied de la lettre tout texte clair qui donne une solution favorable. Or en imposant une limite aux interruptions successives de la prescription, les articles 637 et 640 rendent la situation de l'inculpé plus favorable que s'il n'y en avait pas. On ne doit pas détruire cette faveur en donnant à ces textes un sens différent. Aux auteurs qui prétendent que ces mots dans cet intervalle devaient

nécessairement se trouver dans les articles 637 et 640 et qu'on n'en peut faire état, nous répondrons que lorsqu'un texte de loi est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre de manière à lui faire produire quelque effet que de manière à ne lui en faire produire aucun (arg. art. 1157 C. c.). Or n'est-ce pas enlever aux mots dans cet intervalle tout sens utile que de leur faire exprimer cette banalité que l'interruption doit se produire avant que la prescription soit accomplie? Il faut donc s'attacher à l'autre idée qu'ils expriment, savoir : que l'interruption ne peut plus être renouvelée après la période de dix ans qui suit le crime, de trois ans qui suit le délit, d'un an qui suit la contravention. L'analogie tirée du Droit civil doit être repoussée d'abord parce que le principe des deux prescriptions diffère. La prescription civile a sa raison d'être dans la négligence du titulaire du droit. On conçoit dès lors que l'acte interruptif écartant toute idée de négligence force sans cesse la prescription à recommencer. En Droit pénal au contraire l'oubli se fait par le laps du temps malgré les actes de poursuite. Vainement l'on objecte que l'interruption est une protestation contre l'oubli. Jamais en effet, cette protestation n'aura le retentissement qu'a eu l'infraction elle-même. Malgré les efforts de la partie poursuivante, l'émotion causée par le délit se calme, l'opinion publique se désintéresse de la répression, l'utilité d'une condamnation disparaît et par là même cesse le droit social de punir une infraction qui ne relève plus désormais que de la conscience. De plus, en Droit civil l'inconvénient pratique des interruptions successives à l'infini a un correctif dans la péremption d'instance. Supposez la prescription civile interrompue vers la fin du délai (la prescription trentenaire par exemple dans la vingt-neuvième année), l'interruption n'est

plus soutenue que par l'instance engagée sur l'acte interruptif, de telle sorte que si cette instance tombe en péremption parce qu'on a laissé passer trois ans sans faire un acte de procédure, la prescription se trouvera acquise. En Droit pénal, la péremption d'instance n'étant point organisée, la prescription sera toujours à recommencer pour un délai aussi long que celui auquel elle aurait été soumise en l'absence d'acte interruptif. Si donc on admettait les interruptions successives à l'infini, on aurait leur inconvénient sans avoir le correctif qui les rend supportables. Prétendre enfin que pour les délits auxquels s'appliquent les courtes prescriptions, l'oubli c'est le pardon de la partie lésée parce que leur poursuite est subordonnée à la plainte, c'est formuler une proposition qui est inexacte pour la plupart d'entre eux. Les interruptions successives à l'infini ont été admises en pratique comme un moyen d'éviter l'impunité du coupable dans les courtes prescriptions qui recommencent après l'acte interruptif pour le délai abrégé fixé par la loi spéciale. La pratique ne paraît pas d'ailleurs avoir compris la différence qu'il y a entre le système de l'interruption unique qui n'est pas celui du Code et le système des interruptions successives mais limitées (Laborde, N° 778, note 3).

N° 56. — *Effet de l'interruption en ce qui concerne les courtes prescriptions. Doctrine.*

On peut se demander quel est l'effet de l'acte interruptif en ce qui concerne les courtes prescriptions. Certains auteurs soutiennent que la prescription qui recommence à courir après l'interruption est la prescription normale. Carnot, Instruction Criminelle, t. 3, page 744. Mangin,

t. 2, N° 358. Vazeilles, N° 771 et 774. Bourguignon, t. 2, page 753. Sourdat, t. 1, N° 399 bis.

D'autres auteurs pensent que c'est là une opinion erronée. On peut citer Le Seyller, t. 2, N° 262. Faustin Hélie, t. 3, page 737. Cousturier, N° 138. Laborde, N° 881. Desjardins, *Revue Critique*, 1884, page 82. Normand, N° 927. Garraud, t. II, page 105, N° 32. Nous acceptons comme exacte l'opinion de ces derniers auteurs. La prescription se fixe d'après la nature du délit ; c'est par des raisons inhérentes au délit et en considération de l'utilité publique que l'on a voulu ici que la prescription soit courte. Or, une interruption n'a pas du tout pour effet de changer la nature du délit. Nos adversaires disent que si le législateur avait eu l'intention de faire recommencer la prescription de courte durée après l'interruption, il s'en serait expliqué, et que son silence est significatif. Il nous paraît, au contraire, tout à fait logique que, dans le silence gardé par le législateur sur la durée de la prescription, après l'interruption quand il s'agit de délits soumis à des prescriptions plus courtes, on pense que le but du législateur était de faire recommencer un délai qui, pour des raisons diverses, lui a paru approprié au délit.

Mangin indique que certains arrêts ont décidé que c'était la prescription de trois ans qui recommençait à courir après l'interruption, parce que c'était là la durée de la péremption d'instance ; mais, fait-il remarquer, pourquoi veut-on donner ce motif en matière criminelle, où il n'y a pas de péremption d'instance ? Mangin indique que la question fut agitée à la Chambre pour la rédaction de l'article 185 du Code forestier, et qu'un député, pour démontrer que le délai qui recommence à courir doit être le même que celui de la première prescription, se référerait

à l'article 187, qui n'a aucun rapport avec la question. Cette indication de Mangin est exacte.

Brun de Villeret embrasse notre opinion. Il fait remarquer que l'article 185 Code forestier, l'article 29 de la loi du 3 mai 1844 parlent bien d'action et peuvent être interprétés d'une façon favorable à notre opinion, et que celles du 29 septembre 1791, 6 octobre 1791 parlent de poursuites, mais en employant ce mot dans le sens du mot action. Sinon, il faudrait dire que, pour le même fait, il y a deux prescriptions distinctes, ce qui est illogique. A contrario, pour fortifier notre opinion, on peut s'appuyer sur l'article 29 de la loi du 26 mai 1819 sur la presse, aujourd'hui abrogée.

M. Corne, dans sa thèse, admet, mais sans le démontrer, que la prescription qui recommence à courir est la prescription de droit commun.

N° 57. — *Jurisprudence.*

La jurisprudence est flottante. D'abord elle a eu une tendance très prononcée à admettre que le délai nouveau à suite d'interruption était le délai de droit commun. Les arrêts parlent surtout de péremption. Nous avons démontré qu'en matière criminelle il n'y en avait pas, que l'instance n'avait pas une existence indépendante de l'action. La Cour de Cassation semble avoir considéré uniquement pour se décider la litispendance. La prescription alors serait acquise si, sur les poursuites, il y avait jugement déclarant l'incompétence et, par suite, extinction de toute litispendance avant que de nouvelles poursuites eussent été intentées dans le délai fixé par la loi spéciale.

La Cour de Cassation a donc décidé, d'abord en ma-

tière de délits forestiers et de délits de chasse, que le nouveau délai de la prescription était le délai ordinaire. P. 1824, Bull. 22, 6 mars 1830. S. 30. 1. 248, 5 juin 1841. S. 42. 1. 746, 16 août 1844. S. 45. 1. 124, 1^{er} mars 1832. D. 32. 1. 147, 17 mars 1866, S. 67. 1. 47. En matière de délit rural, un arrêt du 28 juin 1870, S. 71. 1. 261, acceptant notre doctrine, revient sur la jurisprudence d'un arrêt du 4 octobre 1851. Bulletin 441. Aujourd'hui, en matière de chasse, on admet que la prescription qui reprend son cours est la prescription ordinaire. Cass. 13 avril 1883. S. 84. 1. 366, Paris, 23 juillet 1884, S. 84. 2. 179. Lyon, 22 juillet 1890, S. 91. 2. 21. Alger, 23 février 1895, S. 97. 2. 196.

Pour les délits électoraux, les arrêts sanctionnent notre opinion. Voir Cassation 16 juin 1865, S. 65. 1. 387. Montpellier 5 mars 1887, Bastia 21 mai 1889 et 5 février 1890. S. 90. 255. Terminons cette longue discussion en indiquant que M. de Martignac, commissaire du roi, dans un discours fait à la Chambre des Députés dans une séance où la question a été discutée à fond, a admis notre opinion.

Voir sur cette question Muteau, p. 105 à 108. Vazeilles N^{os} 429 et 430. Haus N^{os} 544 et 545. Terminons en indiquant que si on a commis des dégradations sur un chemin vicinal et que le procès-verbal constatant ces dégradations ait été dressé par un ingénieur des ponts et chaussées, ce dernier étant incompétent le procès-verbal dressé n'interrompt pas la prescription. La notification faite par le préfet au contrevenant de la copie du procès-verbal n'est pas interruptive.

2^{me} DIVISION. — Interruption de la prescription de
l'action civile en matière de simple police

N° 58. — *Etude de l'article 640 C. Inst. criminelle.*

L'article 640 du Code d'instruction criminelle régit la matière. Il résulte de ses dispositions que si dans l'année à partir de la contravention il n'est pas intervenu de condamnation, l'action est prescrite. S'il est intervenu un jugement et que ce jugement soit en dernier ressort, la prescription qui va commencer est la prescription de la peine. Mais si le jugement rendu n'est pas en dernier ressort, la prescription est interrompue par ce jugement et la prescription ne sera acquise qu'après une année révolue à compter de la notification de l'appel qui en aura été interjeté. Les actes de poursuite n'interrompent pas la prescription des contraventions.

Pour qu'un jugement de simple police soit susceptible d'appel, il faut qu'il porte une condamnation à l'emprisonnement, ou que la condamnation excède 5 francs outre les dépens. Sous le Code de Brumaire de l'an IV, les jugements de simple police étaient tous en dernier ressort et l'on ne pouvait les faire réformer que par la voie de la Cour de Cassation. La loi du 6 avril 1897 a fixé la forme des appels de simple police. L'appel des jugements par défaut est certainement recevable dès que ces jugements sont rendus (Laborde, N° 779), mais l'intéressé n'est mis en demeure de le former que par la signification du jugement (art. 774).

L'article 640, lorsqu'il dispose que la prescription reprend son cours seulement à compter de la notification

de l'appel qui en aura été interjeté, vise sans doute seulement les jugements signifiés. Cette disposition est généralement présentée comme apportant une double exception aux principes généraux, savoir : 1° à la règle que la prescription recommence aussitôt après l'acte interruptif ; 2° à la règle que les actes émanés du prévenu ne produisent pas l'interruption. L'article en effet ne distingue pas de qui émane l'appel, si c'est du prévenu ou de la partie civile ; le ministère public n'a pas le droit d'appel en matière de simple police. Mais on oublie qu'en matière de simple police l'appel n'interrompt pas la prescription ; il donne seulement à la prescription interrompue par le jugement de condamnation son nouveau point de départ. La particularité de la disposition consiste donc à proroger l'effet interruptif du jugement de condamnation jusqu'à la notification de l'appel. Observons qu'en appliquant l'article 640 aux jugements par défaut et en premier ressort non signifiés on tomberait dans un cercle vicieux. D'un côté le prévenu n'en relèverait pas appel parce qu'ils ne lui ont pas été signifiés et qu'il les ignore. De l'autre l'interruption se prolongerait indéfiniment faute d'appel interjeté. Les contraventions deviendraient ainsi imprescriptibles. Pour ce motif on restreint généralement la disposition particulière de l'article 640 aux jugements signifiés. Quant aux autres, la prescription recommence immédiatement après qu'ils sont rendus. On doit ajouter que cette opinion doit être acceptée parce qu'elle est favorable au délinquant et qu'en matière de contravention, étant donné le caractère de ce genre d'infraction, l'oubli doit être très rapide. (Voir Laborde, p. 779 et 780).

Pour Cousturier, le jugement par défaut est interruptif. M. Labrousse rejette son opinion qui est la nôtre et

déclare que pour interrompre la prescription, l'appel doit être formé dans l'année lorsqu'il s'agit d'un jugement par défaut. Voir Cassation 3 juin 1858. D. 58. 1. 381.

N° 59. — *Effets du pourvoi en cassation.*

Quel est l'effet du pourvoi en cassation? Notre solution s'appliquera au pourvoi du ministère public et à celui de la partie civile comme à celui du condamné.

Nous basant sur l'article 640, nous répondrons que le recours en cassation ne peut augmenter le délai de la prescription; la prescription des contraventions ne peut être interrompue que par un jugement de condamnation. La question est intéressante s'il y a relaxe; un an en effet peut s'être écoulé depuis que la contravention a été commise quand la Cour de Cassation sera à même de statuer. Dans notre sens: Le Seyller, t. 2, N° 521. Cous-turier, N° 42. Villey, p. 244. Normand, N° 928. Garraud, t. II, N° 65 Lis. Laborde, N° 888. On objecte à notre solution les difficultés qu'elle entraîne dans la pratique. Cette considération ne peut nous amener à tourner la loi. Certains auteurs reconnaissent au pourvoi du condamné l'effet interruptif, notamment Villey. On peut citer dans ce sens un arrêt de 1880. (S. 81. 1. 137).

Dans un autre système purement divinatoire, qui a été soutenu par M. Rauter, on assimile le pourvoi et l'appel. Rauter dit: «Il faut que dans un an on ait statué sur le pourvoi». 11 mars 1836. Orléans, S. 36, 2, 862.

M. Sourdat (t. 1, N° 399) n'invoque contre nous que les avantages pratiques de sa théorie. Quant à la Cour de Cassation, elle a décidé que le pourvoi était non seulement interruptif, mais encore suspensif. Cass. 21 juin 1878, S. 79, 1, 89. 11 avril 1890, S. 81, 1, 337. 7

février 1885, S. 86, 1, 446. Chauveau et Faustin Hélie, Revue des Revues de Droit, t. 1, p. 107. Enfin la jurisprudence Belge décide qu'il y a simplement suspension. Brun de Villeret, N° 322. Hooberecke, p. 165.

3^e DIVISION. — Des causes de suspension de la prescription

N° 60. — *Il n'y a pas de causes de suspension. Il n'est utile de faire aucune distinction.*

Dans l'ancien Droit on admettait que la prescription de l'action civile ne pouvait pas être suspendue. Voir Rousseau de Lacombe, p. 111, ch. 1^{er}, p. 238. Nous admettons qu'aujourd'hui il en est de même et que la prescription de l'action civile ne sera jamais suspendue. Quelques auteurs sont de notre avis. Voir Troplong, N° 1038. Le Graverend, t. I, N° 379. Sourdat, t. I, N° 403. Garraud, t. 2, N° 70. Mangin, t. 2, N° 360. Vazeilles, N° 370. On peut citer aussi quelques arrêts, bien que ceux-ci soient assez rares. Arrêt du 17 juin 1842, S. 43, 2, 343. Cassation 1^{er} février 1882, S. 83, 1, 155. Bourges, 27 juillet 1885, S. 87, 2, 169. Nancy, 13 novembre 1897. Gazette du Palais, N° du 4 mars 1895. Dijon, 27 juin 1866, D. 66, 2, 151 (1). Le motif qui détermine notre

(1) D. 66. 1. 852. Du 27 juin 1866. La Cour... qu'on invoquerait en vain la minorité de Louis Lamadelaine comme ayant suspendu le cours de la prescription aux termes de l'article 2252 C. Napoléon; qu'il s'agit ici non des prescriptions ordinaires édictées par la loi civile, mais d'une prescription spéciale et d'ordre public dont les dispositions absolues dominent toute la législation; que d'ailleurs, et aux termes de l'article 40 du Code d'Instruction Criminelle, l'exercice de l'action civile n'est suspendu que dans un seul cas, celui où il n'a point été définitivement prononcé sur l'action publique intentée avant ou pendant la durée de l'action civile et que l'exception confirme la règle, etc.

opinion, c'est que la loi est absolument muette sur les causes de suspension de la prescription criminelle. Le brocard de Droit (*Contra non valentem agere non currit præscriptio*), en Droit pénal, est manifestement contraire à la raison d'être de la prescription. Qu'importe, en effet, que le ministère public ou la partie lésée aient été dans l'impossibilité d'agir. Le temps a accompli son œuvre en amenant l'oubli. La prescription pénale n'étant point motivée par une négligence du demandeur, on ne peut l'écarter sous le prétexte que le demandeur n'a pas de négligence à se reprocher. Le défaut de toute suspension est un stimulant pour la partie poursuivante; il l'oblige à hâter l'expédition des affaires. C'est critiquer la loi que de s'attaquer à ce système, puisque aucun texte législatif ne consacre dans son principe ou dans ses applications la théorie de la suspension (Laborde, N° 382). Notre système a cependant, quoique exact, de graves inconvénients pratiques. Afin d'éviter la plupart de ces inconvénients, M. Laborde a proposé un système ingénieux: « Enfin, dit-il, l'inconvénient signalé par les courtes prescriptions peut être évité si l'on reconnaît à certains actes d'instruction ou de poursuite un effet interruptif d'une certaine durée. Pour ne pas tomber dans l'arbitraire, il faudrait n'attacher ce caractère qu'aux actes que la loi prescrit d'accomplir dans un certain délai ou qu'elle ne rend définitifs qu'après un certain délai. On peut dire, en effet, des premiers que l'acte accompli à une période quelconque du délai rétroagit au commencement; et des seconds qu'ils ne comptent à la fin du délai, de sorte que la prescription serait interrompue pour les premiers depuis le commencement du délai jusqu'à l'acte et qu'elle resterait interrompue pour les seconds depuis l'acte jusqu'à la fin du délai. Tels sont les jugements et arrêts suscep-

tibles d'une voie de recours dans un délai déterminé qui a commencé de courir; les voies de recours dont l'exercice a commencé parce que la loi fixe le délai dans lequel il doit y être statué (art. 151, 188, 208, 209, 425, 533, C. I. Criminelle); l'incident relatif à la preuve des faits diffamatoires, puisque la loi fixe le délai dans lequel cette preuve doit être rapportée (art. 53, loi sur la presse); la mise en délibéré, puisque la loi dit dans quel délai le jugement ou l'arrêt doivent être prononcés (art. 190, 211 C. Inst. criminelle), etc. Le procédé que nous proposons permettra, dans bien des cas, à l'action publique d'aboutir. Il ne heurte point les principes, car il ne suspend point la prescription après l'acte interruptif; il détermine simplement la durée de cet acte. Il a enfin une base juridique, car l'article 640 en fait l'application à un jugement de condamnation susceptible d'appel pendant le délai qui suit sa signification» (Laborde, N° 783).

N° 61. — *Doctrine et jurisprudence.*

M. Rochoux dans sa thèse admet que le pourvoi en cassation n'a ni effet interruptif, ni effet suspensif. La circonstance qu'un individu est accusé à la fois de plusieurs crimes ou délits ne retarde la poursuite d'aucun et il n'y a pas là de cause de suspension de prescription de l'action. M. Corne dans sa thèse admet aussi que la prescription de l'action civile ne peut être suspendue. Il cite à l'appui de son opinion : Ortolan, t. II, N°s 1872, 1874, 1907. Blanche, Étude sur le Droit pénal, t. II, p. 196.

M. Muteau indique que lorsqu'un individu est poursuivi en même temps pour un crime et pour un délit non connexes et que la mise en accusation ne porte que sur le crime, la prescription du délit reste suspendue jusqu'à

la décision définitive qui intervient sur cette accusation. Nous ne pouvons accepter son opinion. Muteau admet que si les faits sont connexes, c'est la solution contraire qui doit être acceptée.

Si le même fait, dit-il, après acquittement par le jury, est poursuivi correctionnellement sous une qualification différente, il n'y a pas suspension. Muteau indique que, quant au pourvoi en cassation, quatre systèmes sont soutenus : 1° Le pourvoi n'a ni effet interruptif, ni effet suspensif ; 2° Le pourvoi seul du prévenu a un effet interruptif ; 3° Système adopté par la jurisprudence : le pourvoi a un effet interruptif et un effet suspensif. Muteau se rallie à un quatrième système qui, s'appuyant sur l'article 373 du Code d'instruction criminelle, indique que le pourvoi en cassation a un effet simplement suspensif. Jusqu'à réception de l'arrêt de la Cour de Cassation, il sera sursis à l'exécution de l'arrêt de la Cour. Muteau indique que la suspension cesse en cas de désistement du pourvoi. La partie civile ne peut pas dire qu'elle a ignoré l'arrêt qui en a donné acte au prévenu. Muteau indique enfin que la prescription doit être prononcée d'office par le juge quand il y a plus d'un an écoulé du jour de l'arrêt de cassation au jugement de renvoi. Il trouve ce délai trop long et juge que ce résultat devrait se produire dès que le délai d'un an a été complété.

Haus indique qu'en théorie pure la suspension ne se comprend que dans les délits électoraux, parce que là elle présente un intérêt pratique trop évident (N° 564). Enfin M. Le Seyller admet d'une façon générale que la prescription, en droit criminel, ne peut pas être suspendue. Il envisage cette question surtout au point de vue de ce qui se passe après un arrêt de contumace, et entre dans de longs développements que nous ne pouvons résu-

mer ici, citant Brun de Villaret, Mangin, Cousturier, qui ont également traité cette question (1).

Plusieurs arrêts et la doctrine tout entière admettent que la minorité ne suspend pas la prescription. Nous dirons qu'il en est de même en ce qui concerne l'interdit ou le fou. Bien entendu, si le prévenu était dément au temps de l'action, il n'y aurait ni action civile, ni action publique (Tribunal de la Seine, 5 mai 1892).

(1) On ne peut quitter cette importante question de la suspension de la prescription, sans présenter très brièvement l'opinion de quelques auteurs qui ont écrit sur la matière : M. Rochoux, dans sa thèse, admet qu'après un arrêt de contumace la prescription est suspendue. Il admet que les obstacles de droit sont suspensifs (Question préjudicielle au jugement). Il indique qu'en matière de délit, pouvant être soumis au Conseil d'Etat lorsque le même fait punissable forme avec l'acte du culte un tout indivisible, le renvoi préalable devant le Conseil d'Etat n'est pas nécessaire parce que les doctrines religieuses n'entrent pour rien dans l'infraction. Elle consiste dans des faits matériels que les tribunaux ordinaires sont compétents pour constater, et il n'y a pas de cause de suspension du cours de la prescription. — Mangin indique que la divergence d'interprétation entre les tribunaux et le Conseil d'Etat sur la question de compétence quand un individu traduit en justice prétend avoir agi en qualité d'agent du Gouvernement. Il incline vers la compétence des tribunaux en cette hypothèse. — Haus admet que les questions préjudicielles au jugement sont suspensives de la prescription. — Muteau, toujours singulier dans ses opinions, admet qu'il ne faut pas rejeter à priori tous les empêchements de fait. Il indique, ce qui est évident, que la renonciation à l'action civile ne peut arrêter ni suspendre l'exercice de l'action publique. De même la transaction. Il indique que le jugement préparatoire ne suspend pas ainsi que les moyens de défense qui ne sont pas des exceptions préjudicielles. Il admet que les demandes d'autorisation de poursuite suspendent le cours de la prescription. Que la mise en délibéré par le juge suspend d'une façon évidente et qu'ici, d'ailleurs, il n'y aurait qu'à invoquer le principe : *actiones quæ tempore pereunt semel inclusæ judicio salvæ permanent*. Il juge que si l'inculpé devient dément après le délit, l'action publique est suspendue, mais que l'action civile ne l'est pas. La prescription de l'action civile pour adultère n'est pas suspendue, dit-il, si le mari est dans l'impossibilité de connaître ou de poursuivre le délit par suite d'une absence prolongée par exemple, etc.

Dans l'ancien Droit, même en cas de force majeure, il n'y avait pas suspension de la prescription. Parlement, Paris 18 décembre 1599 et 27 juillet 1610. Il en était autrement en matière civile où l'on admettait l'adage: *Contra non valentem agere non currit præscriptio*. La jurisprudence admet cette maxime en matière civile et en matière criminelle. Cassation 24 août 1882. (S. 84. 1. 352). 4 décembre 1885. S. 86. 1. 140. 16 avril 1880. S. 81. 1. 137.

Les jurisconsultes distinguent, au point de vue de la suspension, les troubles de fait et les troubles de droit. La plupart admettent que les premiers ne suspendent pas la prescription, que les seconds au contraire la suspendent.

On soutient aussi que l'article 3 du Code d'instruction criminelle suspend l'action civile tant que l'action civile n'est pas jugée. On fait dire à ce texte ce qu'en réalité il ne dit pas. Le jugement de l'action publique interrompt la prescription de l'action civile s'il condamne le prévenu. S'il l'absout, l'action civile dure trente ans. Pendant le cours de l'instance devant le tribunal correctionnel, il peut y avoir des actes qui ont pour effet d'interrompre la prescription des deux actions, mais dire qu'il y a suspension de l'action civile n'est qu'une manière commode d'exprimer l'effet pratique de ce qui se passe dans l'hypothèse prévue.

Les actions préjudicielles au jugement ont-elles un effet suspensif ? Pour celles qui sont préjudicielles à l'action, ce n'est pas possible. Quant à celles qui sont préjudicielles au jugement, elles ont un effet interruptif (Paris, 11 décembre 1885. D. 86. 2. 112), sauf en matière contraventionnelle cependant, où l'interruption n'est pas admise.

De même nous admettons qu'il n'y a pas de suspension

pendant le délai nécessaire pour poursuivre un membre du Parlement. *Contra.* Cour d'assises de la Seine, 30 octobre 1882. S. 85. 2. 16. Faustin Hélie (t. 3, p. 719) ne reconnaissait qu'un caractère interruptif aux demandes en autorisation de poursuivre les agents du Gouvernement pour des faits relatifs à leurs fonctions. 75. C. 22 frimaire an VIII abrogé par le décret du 19 septembre 1870. La jurisprudence admet toujours l'effet suspensif. 11 juin 1871. D. 71. 2. 92. Cassation, 6 décembre 1871. D. 71. 2. 358. Merlin (*Revue périodique*, N° 368) se montre absolument contraire à cette jurisprudence. Faustin Hélie, t. 3, p. 717. Le Seyller, t. 2, N°s 571 et 578. Sourdat, t. 1, page 405 bis. L'article 2 du décret de 1871 14 février décide que le délai de la prescription en matière criminelle ne commencera à courir qu'après l'évacuation de l'armée allemande. V. Faustin Hélie. *Revue critique* 1858, t. 13, p. 512 et suivantes.

TITRE IV

EFFETS DE LA PRESCRIPTION ACCOMPLIE

N° 62. — *Effets de la prescription accomplie.*

La prescription accomplie crée une fin de non recevoir fondée sur l'ordre public. En conséquence: 1° le ministère public ne doit pas poursuivre si la date du délit étant d'ores et déjà certaine, le délai de la prescription s'est écoulé; 2° de plus, dans toute poursuite, il incombe au ministère public de prouver la date du délit comme si elle était un élément de l'infraction. Cette preuve peut même être exigée de lui en premier lieu, puisque la recevabilité de la poursuite en dépend. Il est évident que la partie lésée, exerçant l'action civile devant un tribunal civil, devra prouver la date exacte à laquelle le préjudice a été subi, afin d'établir qu'elle est bien dans les délais pour intenter son action; 3° les tribunaux, de leur côté, doivent se dessaisir d'office dès qu'ils découvrent que la prescription est accomplie, et dans toute affaire ils doivent examiner la date du délit préalablement aux autres circonstances; 4° l'inculpé qui a causé le fait dommageable ne peut renoncer à la prescription accomplie. C'est ce qu'indiquent des arrêts en date du 28 juin 1888. S. 88. 2. 184 (Grenoble) du 23 février 1895. S. 97. 2. 196. Alger. C'est pour lui un moyen de défense susceptible d'être

proposé en tout état de cause et même pour la première fois devant la Cour de Cassation.

Néanmoins, il faut observer que cette haute juridiction ne rentrant point dans l'examen du fait ne peut déclarer qu'il y a prescription qu'en tenant compte des constatations du jugement ou de la citation donnée au prévenu quant à la date du délit (1). Mais elle casserait pour défaut de motifs un jugement de condamnation si la date de l'infraction n'était indiquée ni dans ce jugement ni dans la citation qui s'y rapporte (Laborde, N° 784).

Il importe d'observer que parmi toutes les actions où la question du délit peut s'agiter, l'action civile est la seule qui s'éteigne par la prescription de l'action publique. Les autres restent soumises à leur prescription particulière, bien qu'elles aboutissent parfois au même résultat pratique que l'action civile. Cela explique que les tribunaux civils saisis d'une demande en dommages-intérêts pour le préjudice causé par un délit pénal puissent statuer sur cette demande après la prescription à l'action civile, quand il y a eu de la part de l'auteur du délit reconnaissance expresse ou tacite du principe de la dette, cette reconnaissance ayant nové l'obligation née ex delicto.

Il faut observer également que la prescription n'éteint pas l'infraction, mais simplement l'action publique et l'action civile qui en dérivent. Il suit de là que la partie lésée conserve, bien que la prescription soit acquise, le droit d'opposer le délit par voie d'exception. Elle repoussera ainsi les demandes fondées sur un titre extorqué, sur un

(1) Cass. 10 juillet 1878 (S. 78, 1, 486 et la note). 13 février 1880 (S. 80, 1, 485). 3 juillet 1880 (S. 81, 1, 482).

blanc-seing dont on a abusé. C'est l'application de la règle *quæ temporalia sunt ad agendum perpetua sunt ad excipiendum* (1) (Laborde, N° 793).

La plupart des auteurs admettent la validité de cette maxime. Par là on repoussera toutes les prétentions du coupable cherchant à se faire accorder des satisfactions pécuniaires (Jousse, t. 1, p. 504. Aubry et Rau, t. 8, p. 771. Sourdat, t. 1, N° 409. Brun de Villeret, N° 347. Faustin Hélie, t. 3, p. 796. Bertauld, p. 758. Haus, N° 995) (2). De même Muteau et la plupart des auteurs avec lui reconnaissent qu'une fois l'instance civile engagée, elle obéit aux règles de la procédure civile en vertu de ce principe : *Actiones semel inclusæ judicio salvæ perma-*

(1) C'est pour cette raison qu'il n'y a pas de temps limité pour s'inscrire incidemment en faux. Limoges, 7 avril 1827. S. 28 3, 36. Normand, N° 935, et Cousturier, N° 85, indiquent aussi le cas suivant. Si on présente un blanc-seing et que la personne à qui on le présente refuse de payer en invoquant l'abus de blanc-seing, la prescription de l'action civile n'empêchera pas que le demandeur indélicat ne supporte les frais de l'instance. Car par voie d'exception le défendeur fera valoir le délit. Si cela ne lui était pas permis, le demandeur indélicat n'aurait qu'à agir dès que le délit serait prescrit.

(2) Le Seyller, N°s 563 à 566. L'article 643 s'applique aux lois qui dérogeaient antérieurement à la promulgation du Code, bien entendu si le Code Pénal n'est pas revenu sur elles et n'a pas remanié leurs dispositions. Vazeilles, N° 778. Bourguignon. Jurisprudence des Codes criminels, N° 1, sur l'article 638 du Code d'Instruction criminelle. Le Graverend, t. 1, page 87 et note 4, page 75. Mangin, N° 293. Faustin Hélie, t. 3, page 189. Morin, Répertoire (Voir Prescription, N° 9). Favard de Langlade, Répertoire (Voir Prescription, section 52, N° 2). Sourdat, t. 1, N° 382. Cousturier, N° 196. Brun de Villeret, N° 451. De même pour les délits qui ont été réglementés par des lois nouvelles depuis le Code Pénal. Sourdat, t. 1, N° 382. Les délits régis par des lois spéciales, sauf en ce qui concerne la prescription, sont soumis aux articles 637 et suivants. Faustin Hélie, N° 189, t. 3, pages 685, et 193, page 714. Morin, Répertoire (Voir Prescription, N° 9). Journal du Droit criminel 1865, page 232, art. 8070. Mangin, N° 294. Rauter, N° 858. Sourdat, t. 1, N° 382. Cousturier, N° 186. Brun de Villeret, N° 453. Haus, Principes généraux du Droit Belge, 1869, N° 935, etc.

nent (Brun de Villeret, N° 326). De même Le Seyller, au N° 562, indique bien que la prescription de l'action civile n'est pas l'extinction de l'instance civile. Mais, dit-il, l'instance périmée, c'est toujours la prescription criminelle qui s'applique. (Voir Sourdat, t. 1, N° 402. Brun de Villeret, N° 359 in fine).

La prescription de l'action publique est certainement d'ordre public. En est-il de même pour celle de l'action civile? Le Graverend, suivant en cela l'opinion de Jousse, a soutenu que jamais la prescription de l'action civile n'était d'ordre public. En matière de réparations civiles, dit-il, il faut toujours que la partie intéressée oppose la prescription acquise. Cette opinion, présentée de cette façon absolue, est combattue par la jurisprudence et par les auteurs. Nous nous rangerons à leur opinion et nous pourrions répondre pour la défendre tous les arguments qui nous ont servi à justifier l'identification faite par le législateur au point de vue des délais de prescription des deux actions.

Muteau, après avoir combattu (p. 35) l'identification des deux actions, au point de vue du délai de la prescription et l'avoir trouvée défectueuse au point de vue théorique, après avoir constaté que pour certains auteurs l'exception de prescription n'est que péremptoire et non préjudicielle, et que par conséquent les juges peuvent apprécier les faits, puisque l'admission de la prescription, loin d'anéantir l'acte délictueux, en présuppose l'existence. Muteau, disons-nous, soutient à la page 358 de son ouvrage que cette exception est à la fois péremptoire et préalable. Il trouve très injuste que l'on puisse apprécier des faits commis par un individu qui ne peut au moment de l'appréciation se défendre, les accepter, les contester ou les rectifier.

Et si on lui répond que souvent pour apprécier la moralité d'un prévenu on fouille dans son passé ! Qu'ici on peut bien en faire autant, d'autant plus que ce sera là la seule punition de l'infracteur, Muteau réplique que le prévenu peut se défendre et que celui qui est couvert par la prescription ne le peut pas.

Nous accepterons les conclusions de Muteau en faisant remarquer toutefois le peu de logique de cet auteur qui a soutenu dans le même volume qu'il y a plus de scandale dans l'impunité que dans une discussion tardive.

M. Curasson (C. forestier, t. 2, p. 461) adopte notre système, du moins en ce qui concerne l'action civile portée devant le tribunal correctionnel.

Mais la prescription de l'action civile portée devant les tribunaux civils est-elle d'ordre public ? Cette question a donné naissance à trois systèmes. Vazeilles, au N° 596, a soutenu que si l'action civile était intentée avant l'action publique sa prescription était d'ordre public ; mais que si elle était intentée après l'action publique, alors sa prescription n'était plus d'ordre public. La raison qui paraît avoir guidé M. Vazeilles reposerait sur un argument d'inconvénient. D'après lui, il serait fâcheux de voir se dérouler un débat sur un délit qui n'a jamais été poursuivi et ne peut être puni. Tandis que si le délit a été poursuivi quelle qu'ait été la marche et la solution de l'affaire, il y a bien moins d'inconvénients à voir se dérouler une instance civile ayant trait à des dommages-intérêts.

Le second système est celui de la jurisprudence (1).

(1) D. 92, 1, 45. Du 5 janvier 1892. La Cour... Sur le premier moyen du pourvoi. Vu l'article 2223 C. C. Attendu que la défense faite au juge par

Portée devant les tribunaux civils, l'action civile redevient indépendante, la prescription ne doit pas être invoquée d'office. Cassation 28 février 1860. S. 60, 1, 206. Angers 24 août 1865. D. 66, 2, 211. Lyon 30 juin 1887. S. 87, 2, 65. Cassation 5 janvier 1892. S. 92, 1, 88. Le Seyller, t. 2, N° 445. Sourdat, t. 1, N° 407 et 408. Leroux de Bretagne, t. 1, N° 30.

Un arrêt de Lyon de 1887 vient fortifier l'opinion de Curasson et de Le Seyller. Le prévenu peut, dit cet arrêt, renoncer à invoquer la prescription contre la partie lésée notamment en acceptant une expertise destinée à fixer le chiffre du dommage. Cependant l'arrêt reconnaît que souvent l'appréciation sera délicate, car : *Juri suo facile renuntiare nemo præsumitur*.

Le 4 janvier 1892, une décision de même nature fut rendue en matière de presse. D'après cet arrêt, la loi du 29 juillet 1881 n'avait pas dérogé à l'article 2223 C. civil.

La troisième opinion soutient avec raison que la prescription de l'action civile est toujours d'ordre public. Elle est défendue par Cousturier au N° 87. Brun de Villeret au N° 302. Garraud. Précis N° 845. Normand. Traité,

cet article de suppléer d'office le moyen tiré de la prescription est absolue et qu'il n'y est point fait d'exception pour le cas où il s'agit de l'action civile pour la réparation du dommage causé par un crime ou par un délit. Que l'ordre public intéressé à tout ce qui tient à la réparation des crimes et des délits ne peut être invoqué lorsque les intérêts pécuniaires des parties sont seuls en cause. Que le défendeur à l'action civile est donc libre de renoncer au droit qu'il a d'opposer la prescription, renonciation que l'on peut induire du silence qu'il garde à ce sujet. Que la loi du 29 juillet 1881, en fixant un délai spécial pour prescrire l'action publique et l'action civile résultant des crimes, délits et contraventions, prévus par cette loi et le point de départ de ce délai, n'a point dérogé à l'article 2233 C. C., etc.

p. 937, et par M. Laborde dans son *Précis de Droit criminel*.

Cette solution s'impose, lorsqu'on réfléchit que jamais l'action civile, excepté dans des hypothèses rigoureusement délimitées, et qui toutes se justifient par un raisonnement juridique, ne peut produire des effets alors que l'action publique n'en produit plus. En le décidant ainsi nous ne faisons que nous conformer au texte de l'article 638. D'ailleurs, le Code de Brumaire an IV, article 1^{er}, vient encore mieux fixer le sens de cet article. Sous cette législation, la prescription de l'action civile était toujours d'ordre public.

L'effet légal de la prescription en matière criminelle n'est pas seulement de couvrir le passé, mais de protéger pour l'avenir les possessions n'ayant de fondement que dans des actes condamnés par la loi pénale (Paris, 24 février 1855. D. P. 56. 2. 71). En conséquence, lorsque trois ans se sont écoulés sans réclamation aucune depuis la représentation d'un ouvrage dramatique contrefait, le délit de contrefaçon se trouve prescrit; cet ouvrage peut continuer à être exploité de quelque manière que ce soit par le contrefacteur, sans que l'auteur dont la propriété a été violée soit fondé à se plaindre.

Le syndic d'une faillite, sur la demande en admission au passif d'engagements contractés par le failli en vertu d'un traité consenti en fraude des créanciers, peut, en leur nom, faire prononcer la nullité de leurs engagements, encore bien qu'il se soit écoulé plus de trois ans depuis ce traité, et que l'action criminelle soit éteinte. La prescription de l'action en nullité d'une convention devant le juge civil ne met pas obstacle à ce que la prononciation de cette nullité soit obtenue au moyen de l'exercice de

l'action en réparation d'un délit commis à l'occasion de cette convention par celui auquel elle bénéficie, lorsque cette dernière action est soumise à une plus longue prescription (Dalloz, Codes annotés) (1).

La prescription de l'action publique entraînant celle de l'action civile, il suit qu'après un an sans poursuites le juge de police ne peut connaître de la contravention (celle par exemple d'embarras de la voie publique par un dépôt de matériaux), même en ce qui concerne la question de rétablissement des lieux (Cr. 2, 1^{er} mars 1867. D. P. 67. 1. 240).

Le juge de police n'étant compétent pour prononcer sur les réparations civiles qu'accessoirement à l'application de la peine ne peut ordonner le rétablissement des lieux dans leur ancien état, lorsque, la contravention étant prescrite, il se trouve obligé de renvoyer le prévenu des fins de la poursuite.

De même la destruction des plantations faites sans autorisation sur la voie publique ne peut être poursuivie par voie d'action répressive lorsqu'elles ont été achevées plus d'une année avant les poursuites.

De même le maire ne peut, au moyen d'un arrêté enjoignant de démolir ou de restituer à la voie publique le

(1) De même un arrêt du 27 mai 1863. D. 63, 2, 141. La Cour, par les motifs qui ont déterminé les premiers juges et considérant en outre que si Mauty a déclaré au Bureau de Paix qu'il offrait d'admettre de nouveau Barbe Kock dans ses ateliers comme ouvrier, moyennant salaire, on ne saurait voir dans cette déclaration une renonciation au moyen de prescription résultant de l'application de l'article 638 Code Instruction criminelle, mais simplement une offre faite dans un sentiment d'humanité honorable et tout à fait indépendant de la pensée d'une responsabilité contre laquelle au contraire il protestait formellement dans sa déclaration même faite au Bureau de Paix, etc.

terrain usurpé, rouvrir la poursuite de la contravention que le ministère public a laissé prescrire.

Mais la prescription de la contravention de voirie ne porte aucune atteinte aux droits qui résultent de l'imprescriptibilité du sol : L'administration peut toujours ordonner la démolition des travaux indûment faits. (Dalloz. Codes annotés).

CONCLUSION

N° 63. — *Conclusion.*

Arrivé au terme de cet essai, nous pouvons constater que la grande majorité des auteurs approuve dans leur ensemble les dispositions des articles 637, 638, 640 du Code d'instruction criminelle. Ils ne critiquent que quelques obscurités de texte qui ouvrent la porte à la controverse, mais qu'il était bien difficile d'éviter, étant donné la concision forcée d'un texte de loi. Muteau seul soulève des objections et propose certaines modifications, dont quelques-unes seraient heureuses et la plupart inopportunes. Le Seyller cependant pense lui aussi que les droits de la partie lésée sont un peu sacrifiés. Nous répondrons que l'intérêt général passe avant l'intérêt particulier et que d'ailleurs la partie lésée a amplement le temps d'agir si elle le trouve utile. Muteau cite le philosophe William Belise qui, dans sa Philosophie du Droit, s'écrie : « Ces deux actions n'ont entre elles aucune connexion nécessaire. Car elles ne tendent point au même objet, elles ne sont point formées par les mêmes personnes, elle ne peuvent être portées devant des tribunaux différents. La loi a eu tort d'accepter le système qu'elle a choisi. La partie lésée en subira le plus grand préjudice et le code se met en quelque sorte du côté des voleurs ».

Pour nous qui savons quelles mesures tutélaires pour la société sont l'oubli et le silence sur les crimes qui se produisent dans son sein, nous pensons que l'intérêt public exige impérieusement que l'on ne puisse plus, dans un intérêt privé, faire connaître ou rappeler au public une infraction que la société n'a plus d'intérêt à voir punir, et nous approuvons pleinement les dispositions du législateur français.

Vu : *Le Président de la Thèse*,
LABORDE.

Montpellier, le 9 mai 1904.

Vu : *Le Doyen*,
VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :
Montpellier, le 9 mai 1904.

Le Recteur,
Ant. BENOIST.

BIBLIOGRAPHIE

- N° 1.** — **Ayrault** (Pierre). — L'ordre, formalité et d'instruction judiciaire dont les anciens, Grecs et Romains, ont usé; accusations publiques; conféré en style et usage de notre France. Paris, 1588, petite édition, 4.
- N° 2.** — **Bertauld** (A.). — Cours du Code pénal et Leçons de Législation criminelle. 4^e édition. Paris, Marchal, 1873, gr. in-8°.
- N° 3.** — **Beudant** (Charles). — Cours de Droit civil français, publié par son fils Robert Beudant. Paris, Rousseau, 1896-1897, 3 vol. in-8°.
- N° 4.** — **Boitard**. — Leçons de Droit criminel, recueillies par Gustave de Linage, 12^e édition, annotée par Faustin Hélie. Paris, Cotillon, 1880, in-8°.
- N° 5.** — **Dunod de Charnage** (Fran.-J.). — Traité des prescriptions de l'aliénation des biens d'église et des dixmes suivant les Droits civil et Canon; la jurisprudence du Royaume et les usages du comté de Bourgogne, 2^e édition. Paris, Briasson, 1744, in-4°.
- N° 6.** — **Louis de Héricourt**, — Les lois ecclésiastiques de France dans leur ordre naturel et une analyse des livres du Droit canonique conférés avec les usages de l'église gallicane, nouvelle édition. Paris, Mariette, 1730, in-5°.
- N° 7.** — **Demolombe** (S.). — Traité des contrats ou des obligations conventionnelles en général. Paris, Durand et Pedoue-Lauriol, 1877-1879, 8 vol. in-8°. Cours du Code Napoléon, t. 24 à 31.

- N° 8. — Favard de Langlade. — Répertoire de la législation du notariat. Voir *Prescription*. Paris, Didot, 1829, 2 volumes in-4°.
- N° 9. — Larombière (L.). — Théorie et pratique des obligations. Paris, Durand, 1857, 5 volumes in-8°.
- N° 10. — Merlin. — Recueil alphabétique des questions de Droit se présentant le plus fréquemment devant les tribunaux, 3^e édition, par L. Rondonneau. Paris, Garnery, édition 1812 à 1829, 24 volumes in-4°.
- N° 11. — Normand (A.). — Traité élémentaire de Droit criminel, comprenant une introduction philosophique et une introduction historique, l'explication des principes généraux du Code pénal, du Code d'instruction criminelle. Paris, Redoul, 1896, in-8°.
- N° 12. — Ortolan. — Cours de législation pénale comparée. Paris, Joubert, 1841, in-8°.
- N° 13. — Ortolan. — Éléments de Droit pénal, 4^e édition mise au courant par Bonnier. Paris, Plon, 1875, 2 vol. in-8°.
- N° 14. — Troplong. — De la prescription, titre XX, livre III du Code civil, 3^e édition. Paris, Hingray, 1838, 2 vol. in-8°.
- N° 15. — Sourdat (Jean-M.-A.). — Traité général de la responsabilité de l'action en dommages-intérêts en dehors des contrats, 3^e édition. Paris, Marchal, 1876, in-8°.
- N° 16. — Laporte (J.-B. de). — Les Pandectes françaises ou Recueil complet de toutes les lois en vigueur, par J.-B. de Laporte et D. N. Reffé Caubuy. Paris, Perlet, 1803-1806, 15 volumes in-8°.
- N° 17. — Garraud (R.). — Traité théorique et pratique du Droit pénal français. Paris, Larose et Forcel, 1888, 1894, 5 volumes in-8°.
- N° 18. — Garraud (R.). — Précis de Droit criminel, 2^e édition, revue et corrigée. Paris, Larose et Forcel, 1885, in-8°.
- N° 19. — Traité de la justice criminelle de France. Paris, Debrun, 1871, 4 volumes in-4°.
- N° 20. — Le Graverend (J.-M.). — Traité de la législation cri-

minelle en France, 3^e édition, revue par J.-B. Duvergier. Paris, Bichet, 1838, 2 volumes in-4^e.

- N^o 21. — **Filiangieri Gaëtano**. — La science de la législation. Traduit de l'italien par J. Aut. Gauvaics Gallois. Paris, Suchet, 1786, 1791, 7 volumes in-8^e.
- N^o 22. — **Muyart de Vouglans**. — Institutes de Droit criminel ou principes généraux sur ces matières, avec un traité particulier des crimes. Paris, Cellot, 1757, in-4^e.
- N^o 23. — **Merlin (Achille)**. — Répertoire général et raisonné de Droit criminel. Paris, Durand, 1850-1851, 2 volumes gr. in-8^e.
- N^o 24. — **Rousseau de Lacombe**. — Recueil de jurisprudence civile des pays de Droit civil et Coutumier par ordre alphabétique, 3^e édition. Paris, Noyon, 1856, in-4.
- N^o 25. — **Puffendorf (Baron de)**. — Le droit de la nature et des gens ou système général des principes les plus importants de la morale, de la jurisprudence et de la politique. Traduit du latin par Jean Barbeyrac. Nouvelle édition. Leyde, Wetsens, 1771, 2 volumes in-4^e.
- N^o 26. — **De Savigny**. — Le droit des obligations, traduit par Girardin et Paul Gazau, 2^e édition. Paris, Thoris, 1873, 2 volumes in-8^e.
- N^o 27. — **Rauter**. — Traité théorique et pratique du Droit criminel français ou cours de Législation criminelle. Paris, Hingray, 1836, 2 volumes in-8^e.
- N^o 28. — **Rodière (A.)**. — Éléments de procédure criminelle. Paris, Joubert, 1844, in-8^e.
- N^o 29. — **Villey (Edmond)**. — Précis d'un cours de Droit criminel, 3^e édition. Paris, Durand et Pédoue-Lauriol, 1884, in-8^e.
- N^o 30. — **Maurin**. — Traité de l'action publique et de l'action civile en matière criminelle, revue et mise au courant par Alexandre Saurel. Paris, Larose, 1876, 2 vol. in-8^e.
- N^o 31. — **Haus (J.-J.)**. — Principes généraux de droit pénal belge, 3^e édition. Paris, Thorin, 1879, 2 volumes in-8^e.

- N° 32. — **Faustin** (Hélie). — Traité de l'instruction criminelle, 2^e édition. Paris, Plon, 1866-1867, 8 volumes in-8°.
- N° 33. — **Laborde**. — Cours de Droit criminel, 2^e édition. Arthur Rousseau, éditeur, Paris, 1898.
- N° 34. — **Le Seyller**. — Traité de l'exercice et de l'extinction des actions publiques et privées, 2^e édition. Paris, Durand, 1894, 2 volumes in-8°.
- N° 35. — **Cousturier** (Lucien-Émile). — F. Decq. Bruxelles, 1849, 4. in-8°. Traité de la prescription criminelle.
- N° 36. — **Brun de Villeret**. — Traité théorique et pratique de la prescription en matière criminelle. Paris, Durand, 1863, in-8°.
- N° 37. — **Trébutien** (E.). — Cours élémentaire de Droit criminel, 2^e édition, revue par Laisné, Deshanges et Guillaouard. Paris, Lahure, 1878. 84. 2 volumes in-8°.
- N° 38. — **Vazeilles** (F.-A.). — Traité des prescriptions suivant les nouveaux codes français. Paris, Alex. Gobelet, 1832, 2 volumes in-8°.
- N° 39. — **Muteau** (Ch.). — Étude de droit pénal. De la prescription de l'action publique et de l'action civile en matière pénale. Paris, Chevalier Maresck, 1893, in-8°.
- N° 40. — **Labrousse** (Ernest). — De la prescription de l'action civile en matière pénale. Thèse, Poitiers, 1897-98, imp. Limoges, 1898, in-8°.
- N° 41. — **Rochoux** (Eugène). — Prescription de l'action publique et de l'action civile. Thèse, Paris, 1894-95, imp. Paris, 95, in-8°.
- N° 42. — **Corne** (Henri). — De la prescription de l'action privée en matière pénale. Thèse, Dijon, 1894-95, imp. Dijon, 95. in-8°.
- N° 43. — **Dalloz**. — Codes annotés. Code d'instruction criminelle, publié sous la direction d'Édouard Dalloz. Charles Vergé, Paris, 1898.
-

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE

	PAGES
N° 1. But poursuivi par le législateur en assimilant l'action publique et l'action civile au point de vue de la prescription.....	5
N° 2. Objet de la présente étude et ordre suivi dans le développement du sujet.....	6

Bases de la prescription de l'action civile. Introduction historique. Législation comparée

1^{re} SECTION. — Bases de la prescription de l'action civile

N° 3. Justification de l'assimilation des actions publique et civile au point de vue de la prescription.....	9
N° 4. Motifs du législateur.....	11

2^{me} SECTION. — Introduction historique

N° 5. Droit romain.....	13
N° 6. Droit féodal. Période royale.....	15
N° 7. Droit intermédiaire.....	18

3^{me} SECTION. — Législation comparée

N° 8. Législation comparée.....	19
---------------------------------	----

TITRE PREMIER

Délais normaux et conditions de la prescription de l'action civile (Délais prévus par des lois spéciales. Point de départ du délai de la prescription).

1^{re} SECTION. — Durée de la prescription de l'action civile

N° 9. Textes. Considérations générales.....	21
N° 10. Considérations générales (<i>Suite</i>).....	22
N° 11. L'action civile exercée séparément se prescrit par le même laps de temps que l'action publique. Jurisprudence.....	23
N° 12. Doctrine.....	25
N° 13. Théorie de Grellet-Dumazeau.....	26

N° 14. Opinions diverses de quelques auteurs	29
N° 15. Action civile exercée avant l'action publique.....	32
N° 16. L'action civile est intentée après une condamnation au criminel	32
2 ^{me} SECTION. — <i>Les personnes civilement responsables peuvent invoquer la prescription de courte durée</i>	
N° 17. Doctrine	35
N° 18. Jurisprudence.....	37
3 ^{me} SECTION. — <i>Durée de l'action civile après que l'action publique est éteinte pour une autre cause que la prescription</i>	
N° 19. Doctrine	40
N° 20. Jurisprudence.....	41
N° 21. Durée de l'action civile après la mort du prévenu ou après une condamnation	42
4 ^{me} SECTION. — <i>Délais de la prescription de l'action civile. Point de départ du délai</i>	
N° 22. Délais de la prescription de l'action civile.....	45
N° 23. A partir de quel moment court la prescription? Doctrine...	
N° 24. Jurisprudence	52
N° 25. Délits collectifs par l'unité de résolution et de but. Délits d'habitude	52
N° 26. Opinions doctrinales. Etude de quelques cas particuliers....	58
N° 27. Difficultés qui surgissent quand la qualification donnée aux faits qui constituent l'infraction n'est pas en rapport avec la peine prononcée	62
5 ^{me} SECTION. — <i>Prescription des infractions prévues par des lois spéciales</i>	
N° 28. Prescription des infractions prévues par des lois spéciales.	66
N° 29. Prescription en matière de délits forestiers.....	69
N° 30. Prescription de divers délits spéciaux.....	72
N° 31. Prescription des infractions à la loi sur la presse.....	74
6 ^{me} SECTION. — <i>Changement de législation</i>	
N° 32. Changement de législation.....	75

TITRE II

Des actions relatives à l'infraction auxquelles la prescription criminelle ne s'applique pas

1 ^{re} SECTION. — <i>Définition et objet précis de l'action civile</i>	
N° 33. Définition et objet précis de l'action civile.....	77
N° 34. Quelles sont les conditions nécessaires et suffisantes pour pouvoir intenter l'action civile?	78

N° 35. Influence de la qualification donnée aux faits générateurs de l'action. Qui peut faire cette qualification?.....	80
N° 36. Doctrine	82

2^{me} SECTION. — *Différences entre l'action civile et l'action en dommages-intérêts*

N° 37. Différences entre l'action civile et l'action en dommages-intérêts	86
N° 38. L'action en dommages-intérêts n'a jamais sa source dans l'infraction	90

3^{me} SECTION. — *Examen de diverses actions*

N° 39. Le délit de concurrence illicite donne-t-il naissance à l'action civile et qui peut l'exercer?.....	91
N° 40. Les diffamations et injures dirigées contre l'armée, les corps constitués et l'administration publique donnent-elles lieu à l'action civile?.....	93
N° 41. L'infraction qui a causé la mort instantanée de la victime donne-t-elle naissance à l'action civile?.....	94
N° 42. A quelles conditions et à quels titres les héritiers exercent-ils l'action civile dans le délit de diffamation envers les morts?.....	96

4^{me} SECTION. — *Difficultés pratiques à reconnaître l'action civile des actions en dommages-intérêts*

N° 43. Diverses espèces. Jurisprudence.....	97
N° 44. Doctrine. Loi du 9 avril 1898.....	98
N° 45. Actions auxquelles la prescription criminelle ne s'applique pas	99
N° 46. Diverses actions dont la prescription dure trente ans	103

TITRE III

**Prorogation du délai de la prescription. Interruption.
Suspension**

1^{re} SECTION. — *De l'interruption de la prescription en matière criminelle et correctionnelle*

N° 47. La prescription de l'action civile peut-elle être interrompue?	113
N° 48. Les actes qui interrompent la prescription de l'action publique interrompent-ils celle de l'action civile?.....	116
N° 49. Doit-on approuver l'interruption de la prescription de l'action civile? Quels sont les actes interruptifs? Examen rapide de la doctrine	116
N° 50. Tous les actes qui interrompent la prescription de l'action publique interrompent-ils celle de l'action civile, devant quelque juridiction que cette dernière soit intentée?.....	120
N° 51. Enumération des actes interruptifs. Doctrine	124

N° 52. Jurisprudence	130
N° 53. Autres actes interruptifs	131
N° 54. Sous quelles conditions la citation interrompt-elle?	138
N° 55. La prescription peut-elle être interrompue d'une manière indéfinie?	142
N° 56. Effets de l'interruption en ce qui concerne les courtes prescriptions. Doctrine	147
N° 57 Jurisprudence	149

2^{me} SECTION. — *Interruption de la prescription de l'action civile en matière de simple police*

N° 58. Etude de l'article 640	151
N° 59. Effets du pourvoi en cassation	153

3^{me} SECTION. — *Des causes de suspension de la prescription*

N° 60. Il n'y a pas de causes de suspension	154
N° 61. Doctrine. Jurisprudence	156

TITRE IV

Effets de la prescription accomplie

N° 62. Effets de la prescription accomplie	161
--	-----

CONCLUSION

N° 63. CONCLUSION	170
BIBLIOGRAPHIE	173

